

Parti vert du Canada

Réponse à : Foreign Interference Commission / Commission sur l'ingérence étrangère

Table des matières

Partie 1A – Adhésion	2
Partie 1B – Gouvernance	4
Partie 1C – Associations de circonscription électorale	13
Partie 2 – Sélection des candidats	15
Section 2A – Processus de recrutement et/ou de sélection des candidats	15
Section 2B – Courses à l'investiture	16
Section 2C – Plaintes, révisions et appels	22
Partie 3 – Chef de parti	22
Partie 4 – Collecte de fonds	23
Annexes to this report	25
ANNEX A - Constitution of the Green Party of Canada	25
ANNEX B - Green Party of Canada Candidate Nomination Procedures	61
ANNEX C - The Internal Loan and Transfer Policy	79
ANNEX D - Members Code of Conduct	82
ANNEX E - 2022 Green Party of Canada Leadership Contest Rules	85
ANNEX E-2 - 2020 Green Party of Canada Leadership Contest Rules	116
ANNEX F - Federal Council Code of Conduct	127
ANNEX G - GPC Fund Board bylaws	131

Partie 1A – Adhésion

Veillez décrire les règles et règlements qui régissent l'adhésion au Parti. Cette description doit indiquer :

- ***tous les critères d'adhésion;***
- ***l'exigence éventuelle d'un paiement de droits d'adhésion et, le cas échéant, les règles régissant ce paiement;***
- ***les droits et obligations des membres;***
- ***l'existence éventuelle de différentes classes ou catégories de membres, et une description de leur nature et de toute différence dans les règles régissant l'admissibilité;***
- ***la manière dont l'adhésion au Parti est maintenue, peut être suspendue ou révoquée, ou prendre fin d'une autre façon.***

Critères - Toute personne citoyenne ou résidente permanente du Canada âgée d'au moins quatorze (14) ans est admissible à adhérer au Parti, avec pleins droits de vote, sous réserve de ne pas être membre d'un autre parti politique.

Don pour adhésion : Adhésion au Parti pour un an avec un don de 10 \$ ou plus ou pour trois ans avec un don de 25 \$ ou plus. Les personnes âgées de 14 à 29 ans peuvent demander une adhésion gratuite.

Code de conduite des membres à l'annexe D

Les détails de l'adhésion sont décrits dans les règlements de notre Constitution, citée ci-dessous en italique.

Règlement 1 Adhésion

1.1 Les critères d'admissibilité

1.1.1 Toute personne citoyenne ou résidente permanente du Canada âgée d'au moins quatorze (14) ans est admissible à adhérer au Parti, avec pleins droits de vote, sous réserve de ne pas être membre d'un autre parti politique.

1.1.2 Chaque membre a le devoir de respecter la présente Constitution et les présents Règlements.

1.1.3 Un membre cessera d'être en règle après avoir omis d'acquitter ses droits d'adhésion ou en vertu d'autres conditions établies par le Conseil fédéral ou les présents Règlements.

1.1.4 Une personne ne peut être membre du Parti si elle est membre d'une organisation dont les opérations nuisent au Parti, tel qu'établi par le Conseil fédéral.

1.1.5 Toute personne âgée d'au moins douze (12) ans, mais de moins de quatorze (14) ans pourra être reconnue comme membre jeunesse du Parti, mais ne détiendra aucun droit de vote.

1.2 La demande d'adhésion

1.2.1 Une personne pourra soumettre une demande d'adhésion au Parti par le biais de l'une des entités suivantes :

1.2.1.1 le Conseil fédéral;

1.2.1.2 une ACE;

1.2.1.3 une organisation provinciale ou territoriale;

1.2.1.4 une association régionale;

1.2.1.5 un.e agent.e autorisé.e par le Conseil fédéral à accepter des demandes d'adhésion.

1.2.2 Toutes les entités susmentionnées pourront fixer le montant de leurs propres droits d'adhésion, sous réserve de ne pas porter atteinte à la compétence du Conseil fédéral quant à :

1.2.2.1 son devoir de maintenir un registre des membres et de rendre accessible aux entités locales, en format électronique et en temps opportun, la portion du registre pertinent à chaque entité;

1.2.2.2 son pouvoir d'exiger une cotisation de chaque entité mandatée à recevoir des membres, afin de couvrir les frais de prestation de services;

1.2.2.3 son devoir d'assurer que les membres soient informés à l'approche de l'échéance de leurs droits d'adhésion.

1.2.3 Chaque entité mentionnée au règlement 1.2.1 a le devoir de maintenir une adresse de courriel active aux fins de communication pour la conduite des affaires du Parti.

1.2.4 Pour toutes nouvelles adhésions et pour les membres qui renouvellent leur adhésion au Parti, les droits d'adhésion devront être payés directement au Parti et non par l'entremise d'un tiers.

1.3 Le départ volontaire ou l'expulsion d'un membre

1.3.1 Une personne cessera d'être membre du Parti :

1.3.1.1 à la réception d'une lettre de démission expédiée par la poste ou livrée en mains propres à un bureau du Parti;

1.3.1.2 à son décès;

1.3.1.3 à compter de la date de son expulsion du Parti;

1.3.1.4 après avoir omis d'acquitter ses droits d'adhésion pour au moins douze (12) mois

consécutifs;

1.3.1.5 après avoir déclaré travailler en vue de former un nouveau parti politique fédéral ou pour un autre parti fédéral existant.

1.3.2 Un.e membre pourra être expulsé.e du Parti après l'adoption d'une résolution à cet effet par le Conseil fédéral ou une assemblée générale. La personne visée par l'avis d'expulsion devra pouvoir faire part de ses observations à l'assemblée, et ce, avant que la proposition ne fasse l'objet d'un vote.

1.3.3 Conformément au règlement 1.3.2, un membre pourra être expulsé, suspendu ou faire l'objet d'une autre mesure disciplinaire s'il a eu une conduite (a) contraire au code de conduite des membres; ou (b) contraire à la présente Constitution; ou (c) contraire aux principes et à la raison d'être du Parti; ou (d) de nature à jeter le discrédit sur le Parti; ou (e) volontairement nuisible à l'intérêt du Parti.

1.4 En dehors des assemblées générales, le courrier électronique sera le mode de communication par défaut entre la permanence du Parti et les membres, y compris, mais non de façon limitative, pour l'élection du Conseil, la distribution des avis officiels et toute autre question nécessitant la participation des membres.

1.4.1 Au moment de l'adhésion, ou à tout autre moment, un membre pourra se prévaloir de la possibilité de recevoir les communications par la poste ou par tout autre mode de communication.

1.5 Le droit de vote

1.5.1 Le droit pour le membre de voter sur toute question, y compris à toutes les élections, prendra effet lorsqu'il ou elle aura été membre pendant au moins trente (30) jours :

1.5.1.1 dans le cas de la sélection d'un.e candidat.e, le délai de trente (30) jours peut être modifié par le Conseil fédéral ou le comité désigné responsable des règles de mise en candidature des élections;

1.5.1.2 dans le cas de la sélection d'un.e dirigeant.e pour l'équipe de direction de l'ACE, le délai de trente (30) jours peut être modifié par le Conseil fédéral.

1.5.2 Dans le cas d'une élection d'un.e chef ou d'un conseil fédéral, si la période de vote tombe dans les trente (30) jours suivant la date à laquelle un membre a cessé d'être en règle, ce membre reste admissible à voter dans cette élection, sauf si ledit membre met fin à son adhésion ou est expulsé.

Partie 1B – Gouvernance

Veillez décrire la structure de gouvernance du Parti. Cela doit comprendre :

- ***Une description de tous les dirigeants, administrateurs ou autres hauts responsables du Parti, comprenant leur rôle, leurs devoirs et leurs fonctions, ainsi que la manière dont ils sont sélectionnés pour exercer leurs fonctions.***
- ***Une description de tous les principaux organes, conseils, comités, commissions ou autres entités semblables qui jouent un rôle dans la gouvernance du parti. Cela devrait comprendre une description des personnes qui siègent à ces organes et de la manière dont elles sont sélectionnées.***
- ***Une description des modalités d'élaboration et d'adoption des politiques du Parti. Si ces processus impliquent la participation des membres du Parti (p. ex., vote au congrès du Parti), veuillez décrire les règles pertinentes qui les régissent.***

Conseil fédéral

Le Conseil fédéral dirige le Parti entre les assemblées générales des membres, en s'appuyant sur la Constitution et les règlements, ainsi que sur les décisions prises aux assemblées générales antérieures. Le Conseil fédéral répond de ses actes devant les membres aux assemblées générales.

Le Conseil fédéral s'assure :

que les décisions des membres du Parti vert du Canada (PVC) réunis en congrès sont respectées; que le PVC présente des candidats et élit des députés qui suivent les principes de la Charte des Verts mondiaux et qui s'engagent à respecter les politiques officielles du Parti, conformément à la *Loi électorale*; que tous les conseillers ont une responsabilité fiduciaire telle que décrite dans le Code de conduite du Conseil fédéral (joint à l'annexe F).

Le Conseil fédéral dirige, contrôle et inspire le PVC en établissant soigneusement les objectifs du Plan stratégique qui reflètent la Constitution, les valeurs et les points de vue du Parti. La tâche principale du Conseil fédéral est de surveiller ou de mettre en œuvre le renforcement de la mobilisation des membres, la préparation aux élections, la réforme de la gouvernance, et la gestion des ressources humaines et financières, tout en appliquant une approche collaborative de la gouvernance. En respectant le processus démocratique et les principes du Parti, le Conseil fédéral veille à ce que rien n'entrave de manière déraisonnable le respect de ses obligations collectives visant à atteindre les objectifs convenus dans les délais impartis.

En tant qu'organe de gouvernance, le Conseil fédéral prend des décisions collectivement; aucun membre du Conseil n'a de pouvoir de décision à titre individuel. Le Conseil fédéral compte cinq comités permanents : Finances, Gouvernance, Ressources humaines, Planification stratégique, et Justice, équité, diversité et inclusion (JEDI). Les comités assurent une surveillance et mènent des recherches au nom du Conseil. La plupart des comités ne sont pas des organes décisionnels, mais ils présentent des recommandations au Conseil fédéral. Les comités effectuent le travail défini dans leur mandat, qui est approuvé par le Conseil

fédéral.

Les comités sont nommés chaque année par le Conseil fédéral et sont composés de membres du Conseil qui s'intéressent au travail particulier de chacun d'eux. Chaque comité choisit un président ou une présidente et se réunit selon les besoins par téléconférence ou par webinaire, ainsi que pendant les réunions du Conseil. Les présidents et présidentes des comités organisent et animent les réunions, et ne détiennent pas l'autorité exécutive de leur comité, sauf si celle-ci leur est explicitement déléguée par le comité.

Le Conseil exécutif est composé de la présidence, de la ou du chef de Parti, des deux vice-présidences, et du représentant ou de la représentante du Fonds. Le directeur général ou la directrice générale est membre d'office.

Le Conseil exécutif prend des décisions sur des questions précises entre les réunions du Conseil fédéral.

Tous les membres du Parti vert du Canada peuvent être mis en candidature au Conseil fédéral s'ils répondent aux critères énoncés dans la description de poste. Le mandat est de deux ans ou le reste du mandat de deux ans pour chaque poste du Conseil qui devient vacant.

Les détails suivants concernant le Conseil fédéral sont tirés de la Constitution et des règlements du PVC en vigueur le 29 juillet 2024 :

Composition du Conseil fédéral : Le Conseil fédéral est composé comme suit :

9.1.1 Un.e président.e;

9.1.2 Un.e chef du Parti;

9.1.3 Un.e (1) représentant.e de chaque province du Canada;

9.1.4 Un.e (1) représentant.e des territoires du Canada;

9.1.5 Un.e (1) représentant.e du Fonds;

9.1.6 Un.e (1) directeur.trice général.e;

9.1.7 Deux (2) représentant.e.s jeunesse;

9.1.8 Un.e (1) vice-président.e anglophone;

9.1.9 Un.e (1) vice-président.e francophone;

9.1.10 Un.e (1) représentant.e pour chacun de trois groupes autochtones : Premières nations, Inuits, et Métis.

D'autres détails concernant le Conseil fédéral sont exposés au Règlement 2 (Conseil fédéral) :
Règlement 2 Conseil fédéral

2.1 La sélection des membres du Conseil fédéral :

2.1.1 Le Conseil exécutif :

2.1.1.1 Les mises en candidature devront être appuyées par vingt (20) membres en règle du Parti.

2.1.1.2 Tous les membres en règle du Parti auront le droit de voter pour ces postes.

2.1.2 Les représentant.e.s des provinces et des territoires :

2.1.2.1 Une candidature à un poste de représentant.e d'une province ou des territoires devra avoir été appuyée par cinq (5) membres en règle du Parti résidant dans la province canadienne ou les territoires canadiens en question .

2.1.2.2 Tous les membres en règle du Parti résidant dans la province canadienne ou les territoires canadiens auront le droit de voter pour la personne qui représentera leur province ou leur territoire.

2.1.3 Chef du Parti :

2.1.3.1 Toute candidature au poste de chef du Parti devra avoir été appuyée par cent (100) membres en règle du Parti.

2.1.3.2 Tous les membres en règle du Parti auront le droit de voter pour le poste de chef du Parti.

2.1.4 Représentant.e.s autochtones :

2.1.4.1 Les mises en candidature devront être appuyées par vingt (20) membres en règle du Parti.

2.1.4.2 Tous les membres en règle du Parti auront le droit de voter pour ces postes.

2.1.5 L'élection au Conseil fédéral et la durée du mandat :

2.1.5.1 Le mode de scrutin préférentiel sera utilisé pour toute élection au Conseil fédéral, il devra inclure « Aucun de ces choix » parmi les candidat.e.s en lice et une simple majorité déterminera l'issue du scrutin.

2.1.5.1.1 Lorsque des membres du Parti devront être élu.e.s à au moins deux (2) postes identiques, le système de représentation proportionnelle (RP) basé sur le vote unique transférable (VUT) s'appliquera et l'élection subséquent à ces postes se déroulera simultanément.

2.1.5.1.2 Lorsque des membres du Parti devront être élus à un seul poste, comme c'est le cas pour le poste de chef, le mode de scrutin à vote unique transférable (VUT) s'appliquera et la majorité des votes exprimés déterminera l'issue du scrutin.

2.1.5.2 Tous les membres du Conseil fédéral seront élus pour un mandat de deux (2) ans ou jusqu'à l'élection d'un.e successeur.e, à l'exception de la ou du chef du Parti, dont la durée du mandat est définie par le règlement 2.1.5.5.

2.1.5.3 Les années impaires, les représentant.e.s de Terre-Neuve-et-Labrador, du Nouveau-Brunswick, du Québec, du Manitoba, de l'Alberta, le ou la représentant.e des territoires, le ou la représentant.e des Premières nations, le ou la président.e et le ou la vice-président.e

francophone seront élu.e.s.

2.1.5.4 Les années paires, les représentant.e.s de la Nouvelle-Écosse, de l'Île-du-Prince-Édouard, de l'Ontario, de la Saskatchewan, de la Colombie-Britannique, le ou la vice-président.e anglais.e, le ou la représentant.e des Inuits, le ou la représentant.e des Métis et le ou la représentant.e du Fonds seront élu.e.s.

2.1.5.6 Les bulletins de vote pour les élections du Conseil exécutif, des représentant.e.s provinciaux.ciales, des représentant.e.s autochtones et d'un.e représentant.e territorial.e, doivent comporter, à côté du nom de chaque candidat.e, la province ou le territoire et la biorégion où réside cette personne. Les candidat.e.s aux postes de représentant.e.s autochtones ont la possibilité de faire figurer sur le bulletin de vote le nom de leur.s nation.s respective.s et du territoire autochtone où ces personnes sont établies.

2.1.5.7 Les bulletins de vote devront être expédiés par la poste au moins trente (30) jours avant le jour de l'élection.

2.1.5.8 Les personnes suivantes ne sont pas admissibles à se présenter au Conseil fédéral, à servir ou à continuer de servir en tant que membres du Conseil fédéral; :

2.1.5.8.1 Le personnel du Parti, un.e député.e ou la ou le chef du Parti, à l'exception de la ou du chef et du ou de la directrice général.e, conformément aux articles 9.1.2 et 9.1.6 de la Constitution;

2.1.5.8.2 Toute personne qui postule pour un emploi auprès du Parti, d'un.e député.e ou de la ou du chef du Parti;

2.1.5.8.3 Les anciens membres du personnel du Parti, d'un.e député.e ou de la ou du Chef du Parti dont l'emploi au sein du Parti, d'un.e député.e ou de la ou du chef du Parti a pris fin moins de quatre-vingt-dix (90) jours avant l'ouverture des candidatures au Conseil fédéral;

2.1.5.8.4 Les époux.ses, conjoint.e.s de fait, parents, beaux-parents, frères et sœurs, beaux-frères et belles-sœurs, enfants biologiques ou adoptifs des personnes suivantes :

2.1.5.8.4.1 Le personnel du Parti;

2.1.5.8.4.2 Les député.e.s du Parti;

2.1.5.8.4.3 La ou le chef du Parti;

2.1.5.8.4.4 Les membres du Conseil

fédéral.

2.1.6 La révocation du mandat des dirigeantes et des dirigeants et la radiation des entités :

2.1.6.1 Le mandat de n'importe quel membre du Conseil fédéral à l'exception de la ou du chef du Parti, pourra être révoqué, à juste titre, par vote du Conseil avec une majorité de trois quarts ou soixante-quinze pour cent (75 %) dans le cadre d'une réunion convoquée à cet effet.

2.1.6.2 Le mandat de la ou du chef du Parti, pourra être révoqué par le biais d'une motion adoptée lors d'une assemblée générale à l'issue d'un vote de censure appuyée par une majorité de trois quarts ou soixante-quinze pour cent (75 %) des membres du Conseil fédéral dans le cadre d'une réunion convoquée à cet effet.

2.1.6.3 Tout membre ou toute entité devra être informé par écrit de toutes les allégations à son égard et aura trente (30) jours pour préparer et présenter sa défense avant la présentation d'une motion de censure ou avant son limogeage.

2.1.6.4 Tout membre du Conseil fédéral qui s'absente à trois (3) réunions consécutives du Conseil fédéral sans motif apparent sera démis du Conseil fédéral à moins de fournir des documents écrits acceptables pour expliquer ses absences et être autorisé par vote majoritaire du Conseil fédéral à réintégrer ses fonctions. Un membre dont le mandat est révoqué en pareilles circonstances ne sera pas admissible à présenter sa candidature lors de la prochaine élection du Conseil fédéral.

2.1.7 Poste vacant au Conseil fédéral :

2.1.7.1 Le Conseil fédéral a le pouvoir de combler par voie de nomination tout poste vacant, quel qu'il soit, jusqu'à la tenue de la prochaine assemblée générale ou jusqu'à la fin du mandat associé au poste, le premier des deux prévalant.

2.1.7.2 Tous les membres du Conseil fédéral devront être avisés d'un poste vacant dans un délai de quatorze (14) jours.

2.1.7.3 Un avis de poste vacant devra être affiché bien en vue sur le site Web du Parti et être circulé par courriel à tous les membres dans ce même délai de quatorze (14) jours.

2.1.7.4 Une période de quatorze (14) jours supplémentaires sera accordée avant de combler un poste vacant afin de permettre aux membres de soumettre des candidatures admissibles, y compris leur propre candidature.

2.1.9 Aucun membre ne peut se présenter à plus d'un poste au Conseil fédéral simultanément, ni occuper ou continuer d'occuper plus d'un poste au Conseil fédéral simultanément.

2.2 La désignation de la province ou du territoire d'un membre aux fins d'élection :

2.2.1 L'affectation d'un membre à une province ou un territoire sera en fonction de son adresse postale au dossier du Parti trente (30) jours avant la tenue d'une élection du Conseil fédéral.

2.3 Les représentant.e.s des provinces et des territoires :

2.3.1 La résidence permanente du ou de la représentant.e provincial.e ou territorial.e devra être située dans la province ou dans les territoires qu'il ou elle représente.

2.3.2 Advenant le déménagement de la résidence permanente dans une autre province ou à l'extérieur des territoires, le ou la représentant.e provincial.e ou territorial.e cessera d'être membre du Conseil fédéral.

2.4 Les réunions du Conseil fédéral

2.4.1 Le Conseil fédéral devra se réunir au moins quatre (4) fois par an.

2.4.2 Le Conseil fédéral requiert un quorum de la majorité des membres en poste et titulaires d'un droit de vote; au cas où le quorum serait inférieur à six (6) membres votants, une assemblée générale devrait avoir lieu dans un délai de six (6) mois.

2.4.3 Le Conseil fédéral pourra se réunir par voie électronique.

2.4.4 Toutes les décisions du Conseil fédéral devront avoir été approuvées par un vote de la majorité des membres présents, titulaires d'un droit de vote, à moins de mention contraire dans la présente Constitution ou les présents Règlements.

2.4.5 Tous les membres du Conseil fédéral, mentionnés à l'article 9.1 de la Constitution, ont un droit de vote, à l'exception de la ou du président.e, qui peut voter uniquement pour rompre l'égalité des voix, et du ou de la directeur.trice général.e, qui n'a aucun droit de vote, mais a toutefois une voix.

2.4.6 Le Conseil fédéral pourra adopter des règles de procédure pour la conduite des réunions du Conseil fédéral, sous réserve d'être compatible avec la présente Constitution et les présents Règlements.

2.4.7 Le Conseil fédéral pourra créer des postes sans droit de vote au Conseil fédéral. Ces postes ne participeront pas au quorum et pourront être éliminés par le Conseil fédéral.

2.4.8 Une réunion du Conseil sera soit planifiée par le Conseil, soit réclamée par le ou la président.e, soit réclamée par tout groupe de conseillers.ères équivalent au tiers (1/3) des membres du Conseil.

2.4.9 Le Conseil fédéral pourra prendre des décisions entre les réunions régulières par courriel ou par tout autre mode de communication électronique. Les résultats des votes seront inscrits au procès-verbal de la réunion subséquente et conformes aux procédures établies par les Règlements.

2.5 Les comités du Conseil fédéral

2.5.1 Le Conseil fédéral pourra créer des comités spéciaux, selon les besoins. Le mandat de ces comités pourra être défini par le Conseil fédéral et ces comités seront tenus de se rapporter au Conseil fédéral.

2.6 Le Conseil exécutif :

2.6.1 Le Conseil exécutif sera formé de la présidence, de la ou du chef de parti, de la vice-présidence anglophone, de la vice-présidence francophone ainsi que du ou de la représentant.e du Fonds en qualité de membres votants et comprendra le ou la directeur.trice général.e comme membre non votant.

2.6.2 Le rôle principal du conseil exécutif est de préparer le projet d'ordre du jour des réunions ordinaires du Conseil fédéral. Le conseil exécutif discute et prend également des décisions sur les questions qui ne peuvent raisonnablement pas attendre la prochaine réunion ordinaire du Conseil fédéral. Cependant, toutes les décisions du conseil exécutif doivent ensuite être ratifiées par le Conseil fédéral.

2.6.4 Président.e du Conseil fédéral

2.6.4.1 Pour les réunions du Conseil fédéral et du Conseil exécutif, la présidence est chargée de veiller à ce que les réunions soient programmées régulièrement et en cas de besoin, à ce qu'une personne soit disponible pour les animer de manière à favoriser autant que possible la prise de décision par consensus, à ce que les procès-verbaux soient rédigés et à ce que les ordres du jour, les procès-verbaux et les documents d'appui soient archivés de manière appropriée. La personne qui préside est également chargée de veiller à ce que le Conseil fédéral, le Conseil exécutif et les comités du Conseil fédéral se gouvernent conformément aux lignes directrices et aux règles qu'ils ont adoptées.

2.6.5 Vice-président.e anglophone et Vice-président.e francophone

2.6.5.1 Les deux personnes à la vice-présidence sont chargées de soutenir le président ou la présidente dans ses fonctions.

2.6.6 Représentant.e du Fonds

2.6.6.1 La personne représentante du Fonds est chargée de représenter le Conseil fédéral aux réunions du Conseil d'administration du Fonds en communiquant ses points de vue et ses décisions susceptibles d'affecter le Fonds du Parti vert du Canada et de transmettre les recommandations et les demandes du Conseil d'administration du Fonds au Conseil fédéral.

2.7 Gouvernance

2.7.1 Toutes les entités doivent s'efforcer de respecter les normes les plus élevées en matière de gouvernance transparente, responsable et collaborative.

2.7.2 Les membres seront consultés au moins une fois tous les deux ans concernant la démocratie participative et la gouvernance au sein du Parti.

2.7.3 Des évaluations indépendantes, accompagnées de recommandations, seront réalisées et publiées au moins une fois tous les quatre (4) ans concernant la démocratie participative et la gouvernance.

2.7.4 Le Conseil fédéral et ses comités seront responsables de ce qui suit :

2.7.4.1 de la surveillance des opérations, des plans, des budgets et des résultats;

2.7.4.2 de coordonner, avec la contribution des membres, du personnel et du ou de la directeur.trice général.e, la planification, la mise en œuvre et faire rapport des plans et budgets sur une base annuels et pluriannuels.

2.7.5 Le ou la Directeur.trice général.e doit :

2.7.5.1 collaborer avec le Conseil fédéral en ce qui concerne la planification, la mise en œuvre et faire rapport des plans et des budgets sur une base annuels et pluriannuels;

2.7.5.2 coordonner et superviser les opérations, y compris la planification et la mise en œuvre de plans de travail qui tirent parti du temps et de l'expertise du personnel et des bénévoles;

2.7.5.3 faire rapport proactivement au Conseil fédéral sur les opérations, les plans, les budgets et les résultats.

Fonds du Parti vert du Canada

Le Fonds du Parti vert du Canada est une société à but non lucratif qui, conformément à la *Loi électorale* du Canada, est l'agent principal enregistré du Parti vert du Canada.

En tant qu'agent principal, le Fonds du PVC est chargé d'administrer les finances du Parti, ce qui inclut l'engagement et le paiement de toutes les dépenses. Par conséquent, le Fonds du PVC est l'employeur du personnel, le bailleur des locaux et le fournisseur de services informatiques et d'autres services de soutien du Parti. En 2021, le Fonds du PVC a conclu une convention collective avec le C.O.P.E. Le Fonds conclut des accords de rémunération avec les fonctionnaires rémunérés du Parti.

Les membres votants du Fonds du PVC sont les membres votants du Conseil fédéral. En tant que société anonyme, le Fonds du PVC a un conseil d'administration et des dirigeants. Les dirigeants et les cadres rémunérés sont responsables des opérations quotidiennes qui soutiennent le Parti.

Les documents régissant le Fonds du PVC sont la *Loi canadienne sur les organisations à but non lucratif* et ses règlements, le certificat de prorogation, et les règlements du Fonds.

Les règlements du Fonds du Parti vert du Canada sont joints à l'annexe G.

Le processus d'élaboration des politiques du PVC est actuellement en cours de révision afin de permettre l'élaboration, la révision et le vote des politiques en dehors des congrès.

Actuellement :

- Au cours de la période précédant un congrès ou une assemblée générale, les membres présentent des propositions de politiques dans un délai déterminé.
- Le comité chargé du processus d'élaboration des propositions apporte un certain soutien et fournit des commentaires.
- Avant le congrès, toutes les propositions sont communiquées aux membres afin qu'ils les classent par ordre de priorité à l'aide de la méthode Bonser (classement par ordre de priorité au moyen d'un code de couleurs qui utilise le rouge, le jaune et le vert).
- Les résultats servent à recommander un ordre de priorité dans lequel les politiques peuvent être entendues et faire l'objet d'un vote à l'assemblée générale. Toutefois, au cours d'une assemblée générale, les membres peuvent convenir de suivre un ordre de priorité différent.
- Un animateur dirige un processus au cours duquel les politiques sont débattues, potentiellement modifiées et font finalement l'objet d'un vote.
- Si les politiques sont adoptées, elles doivent faire l'objet d'un vote de ratification effectué sur la plateforme Simple Vote après le congrès.
- Si elles sont ratifiées, elles deviennent alors des politiques officielles.

Libellé de la Constitution

- Les politiques adoptées par une majorité de votes exprimés par les membres en règle lors d'une assemblée générale ne deviendront exécutoires qu'après l'adoption par les membres en règle du Parti d'un second amendement au libellé identique avec plus de la moitié (50 %) des votes exprimés lors d'un scrutin postal dont la date de retour des bulletins est tout au plus cent vingt (120) jours après la tenue de l'assemblée générale ayant adopté l'amendement. **Nota : Nous utilisons le système de vote en ligne Simple Vote comme système principal, et les bulletins de vote par correspondance uniquement sur demande.*

Certains aspects précis (modifications de l'article 10, de l'article 11 ou du règlement 1.2.3) doivent être adoptés à deux congrès consécutifs du Parti pour être ratifiés.

L'article 10 concerne les modifications apportées à la Constitution et aux règlements.

L'article 11 concerne une dissolution ou une fusion.

Libellé de la Constitution : *Nonobstant les autres dispositions de la Constitution portant sur un amendement de la présente Constitution, tous les amendements proposés relativement à l'article 10, à l'article 11 ou au règlement*

1.2.3 seront adoptés à condition de remplir les deux (2) conditions suivantes :

10.1.4.1.

plus des trois quarts ou soixante-quinze pour cent (75 %) des votes exprimés par les membres en règle lors de deux (2) assemblées générales consécutives sont en faveur d'une résolution au libellé identique visant à rendre l'amendement exécutoire; 10.1.4.2

une résolution au libellé identique visant à rendre l'amendement exécutoire a été adoptée par plus de la moitié ou cinquante pour cent (50 %) des votes exprimés par les membres en règle lors d'un scrutin postal dont la date de retour des bulletins est tout au plus cent vingt (120) jours

après la tenue de la seconde assemblée générale ayant adopté l'amendement.

Partie 1C – Associations de circonscription électorale

Veillez fournir une description des associations de circonscription électorale (ACE) du Parti vert. Cette description doit comprendre des renseignements sur la gouvernance des ACE du Parti et indiquer les relations entre les ACE et le Parti fédéral.

Une ACE du Parti vert du Canada est constituée au moins d'un premier dirigeant ou d'une première dirigeante et d'un agent financier ou d'une agente financière. Toute ACE du Parti vert du Canada doit respecter la Constitution du Parti et ses règlements. Chaque ACE peut élaborer sa propre constitution (à condition qu'elle ne soit pas en contradiction avec celle du Parti). Chaque ACE est habilitée à mobiliser des membres, à collecter des fonds et à recruter un candidat local. La taille du conseil d'administration d'une ACE n'est pas limitée. Le Parti présente des recommandations pour les principaux postes tels que le ou la responsable des communications, l'organisateur local ou l'organisatrice locale, le ou la responsable de la collecte de fonds, et sensibilise les ACE à la nécessité de créer un comité de recherche de candidats.

On peut trouver d'autres détails sur les ACE au règlement 8 de la Constitution, reproduit ci-dessous.

Règlement 8 de la Constitution du Parti vert du Canada

Règlement 8 L'association de circonscription électorale (ACE) et les divisions provinciales

8.1 L'ACE est la principale organisation par le biais de laquelle les membres se prévalent de leurs droits.

8.2 Le Conseil fédéral pourra accorder la reconnaissance à une seule ACE par circonscription fédérale, et les conditions suivantes s'appliqueront :

8.2.1 La reconnaissance d'une circonscription pourra être révoquée sous réserve des règles énoncées dans les Règlements du Parti.

8.2.2 Les ACE doivent se conformer aux exigences de responsabilité et de transparence en ce qui concerne leur gouvernance, leur gestion financière et leurs rapports, tel qu'ils peuvent être mis en œuvre par le Conseil fédéral ou par les Règlements.

8.3 Les divisions provinciales restantes seront remplacées par des associations correspondantes aux régions décrites au Règlement 3.

8.4 Procédures et exigences pour les ACE :

8.4.1 Toutes les personnes dirigeantes d'une ACE doivent être membres en règle du Parti.

8.4.2 Les ACE doivent transmettre au Parti les noms et coordonnées du ou de la premier.ière dirigeant.e ainsi que de l'agent.e financier.ière dans les sept (7) jours suivants

tout changement.

8.4.3 Les fonds détenus par une ACE radiée du registre seront transférés au Parti et le Parti remettra ces actifs au prochain conseil dûment élu dans l'association de circonscription dont la reconnaissance par Élections Canada a été renouvelée.

8.4.4 Si une ACE cesse d'exister pour une période de trois (3) ans, les actifs deviendront automatiquement la propriété du Parti.

8.4.5 Toute ACE doit transmettre à la centrale du Parti un exemplaire de sa constitution à jour, certifiée par le ou la premier.ière dirigeant.e de l'association de circonscription.

8.4.6 Toute ACE doit s'acquitter des obligations suivantes :

8.4.6.1 tenir des assemblées générales au minimum tous les quinze (15) mois, sauf lorsque le Parti lui accorde une exception en raison du déclenchement d'une élection générale;

8.4.6.2 Les procès-verbaux des réunions des ACE doivent être mis à la disposition des membres des ACE et les procès-verbaux des assemblées générales des ACE doivent être remis au Parti central dans les plus brefs délais.

8.4.7 Toutes les ACE sont tenues de transmettre au Parti toutes les informations financières requises par le Conseil fédéral.

8.4.8 Toutes les ACE sont tenues d'adopter une constitution de base fournie par le Parti.

8.4.8.1 Sous réserve d'être approuvée par le Parti, cette constitution pourra être modifiée par l'ACE afin de mieux correspondre aux réalités locales.

8.4.9 Les motifs suivants pourront être invoqués par le Parti pour demander qu'une ACE soit radiée du registre :

8.4.9.1 la constitution de l'association est incompatible avec la Constitution du Parti;

8.4.9.2 l'association ne souscrit pas aux objectifs du Parti et sa gouvernance ne respecte ni sa constitution, ni la Constitution du Parti;

8.4.9.3 l'association n'a pas transmis à la centrale du Parti un exemplaire de sa constitution à jour, certifiée par le ou la premier.ière dirigeant.e de l'association;

8.4.9.4 l'association ne satisfait pas aux exigences du règlement 11.4.

Partie 2 – Sélection des candidats

Cette partie traite des règles du Parti relatives à la sélection des candidats à l'élection à la Chambre des communes.

Section 2A Processus de recrutement et/ou de sélection des candidats

Cette section devrait porter sur les candidats aux élections générales et aux élections partielles.

Si le Parti utilise plus d'une procédure pour recruter et/ou sélectionner des candidats, veuillez décrire chacune d'elles et indiquer les circonstances dans lesquelles chacune serait utilisée. Veuillez indiquer si le Parti effectue un filtrage des candidats dans le cadre du processus de sélection. Si tel est le cas, veuillez décrire les types d'informations recueillies et les sources d'information sur lesquelles vous vous appuyez.

Tiré du règlement 5 de la Constitution

Règlement 5 Sélection des candidat.e.s comme député.e.s

5.1 Les candidat.e.s seront sélectionné.e.s par le Parti comme suit :

5.1.1 lorsqu'une ACE existe, le ou la candidat.e est sélectionné.e par l'association, conformément aux Règlements de ladite association.

5.1.2 en l'absence d'une ACE, le ou la candidat.e sera sélectionné.e en vertu d'un processus établi par le Conseil fédéral ou par voie de règlement. *Processus actuel : Les personnes intéressées posent leur candidature et suivent le processus de candidature habituel, mais elles sont approuvées par le Comité exécutif du Conseil fédéral (au lieu de l'être par une ACE).

5.1.3 en l'absence de membres du Parti dans une circonscription électorale donnée, le ou la candidat.e sera sélectionné.e par une assemblée générale, par le Conseil Fédéral, par un comité créé par une assemblée générale ou par le Conseil fédéral, ou encore par le biais d'une procédure mandatée par une assemblée générale ou par le Conseil fédéral.

*Processus actuel : Les personnes intéressées posent leur candidature et suivent le processus de candidature habituel, mais elles sont approuvées par le Comité exécutif du Conseil fédéral (au lieu de l'être par une ACE).

5.2 Le Parti fournira les règlements pour la sélection des candidat.e.s comme député.e.s.

Explication narrative

Lorsqu'il existe une ACE, celle-ci est habilitée à recruter un candidat ou une candidate, avec le soutien de l'organisateur politique régional (un membre du personnel du PVC qui peut fournir des conseils et un soutien administratif, mais qui n'a pas d'autorité sur le processus). Tant pour les élections générales que pour les élections partielles. L'ACE peut procéder à un recrutement

local pour trouver des candidats potentiels. Le processus de filtrage est géré par le PVC, chaque candidat ou candidate devant être membre depuis 90 jours. Le processus de filtrage/de vérification des antécédents se déroule comme suit : 1) le candidat répond à des questions sur ses expériences passées, son engagement en politique et s'il a un casier judiciaire; 2) une entrevue est planifiée avec l'organisateur politique (personnel du PVC) et l'ACE locale; 3) une société externe (Sterling Back Check) entreprend une vérification des médias sociaux et des références. Un rapport final est établi par le personnel du PVC et le Comité exécutif du Conseil fédéral en prend connaissance, en examinant, entre autres, tout ce qui a été trouvé lors de la vérification des antécédents, et procède à l'approbation définitive des candidats désignés. Il n'y a pas de course à l'investiture s'il n'y a qu'un seul candidat ou une seule candidate. On trouvera de plus amples renseignements à l'annexe A, à la fin du présent rapport.

Section 2B – Courses à l'investiture

Si le Parti utilise des courses à l'investiture pour sélectionner les candidats, veuillez fournir une description complète des règles et procédures applicables. Cette description doit indiquer :

- ***Qui est responsable de l'organisation de la course à l'investiture, y compris de la tenue de l'assemblée d'investiture, du vote, etc.;***
- ***Les conditions requises pour se présenter comme candidat à l'investiture;***
- ***Les conditions requises pour voter dans le cadre d'une course à l'investiture;***
- ***La durée des courses à l'investiture;***
- ***Les règles relatives à l'établissement des listes de membres et à l'accès aux listes de membres par les candidats à l'investiture et leur personnel;***
- ***Les règles, le cas échéant, concernant le recours à des bénévoles;***
- ***Les mesures mises en place pour assurer l'intégrité de la course à l'investiture;***
- ***Les circonstances dans lesquelles l'issue d'une course à l'investiture ne déterminerait pas qui est le candidat du Parti;***
- ***Tous les autres règlements et règles pertinents qui régissent les courses à l'investiture.***

Processus et politique du PVC en matière de courses à l'investiture

1. Candidatures à l'investiture

- 1.1. *Pour être candidat ou candidate à l'investiture, une personne doit :*
 - 1.1.1. *avoir été membre en règle du Parti vert du Canada pendant au moins trois mois avant la présentation de sa candidature, sauf si le Conseil exécutif ou son représentant la dispense de cette obligation;*
 - 1.1.2. *avoir rempli entièrement et sincèrement le formulaire de candidature à l'investiture qui se trouve sur le site Web du PVC, ainsi que tout autre document que le PVC peut exiger;*
 - 1.1.3. *avoir fait l'objet d'un filtrage à la satisfaction du Conseil exécutif*

ou de son représentant, consistant, entre autres, en une vérification des médias sociaux et du casier judiciaire;

1.1.4. être admissible à l'élection à la Chambre des communes conformément à toutes les dispositions applicables de la Loi électorale du Canada;

1.1.5. s'être acquittée de toutes ses dettes envers le PVC.

1.2. En fonction des exigences énumérées à l'article 6.1, le Conseil exécutif ou son représentant approuve ou refuse les candidatures à l'investiture.

1.2.1. Un candidat ou une candidate à l'investiture a le droit d'obtenir des informations sur la décision de rejet de sa candidature. Cette décision peut faire l'objet d'un recours auprès du Comité d'appel des élections fédérales dans un délai de 48 heures.

1.2.2. L'approbation d'un candidat ou d'une candidate à l'investiture peut être révoquée à la discrétion du Conseil exécutif ou de son représentant, en fonction des informations concernant la personne candidate à l'investiture reçues après l'approbation initiale. Cette décision peut faire l'objet d'un appel auprès du Comité d'appel des élections fédérales dans un délai de 48 heures.

1.3. Avant de recevoir l'approbation requise pour être candidat ou candidate à l'investiture, une personne ne doit pas :

1.3.1. engager de dépenses de campagne pour la course à l'investiture;

1.3.2. accepter de dons de campagne pour la course à l'investiture;

1.3.3. prétendre être un candidat ou une candidate à l'investiture approuvé.e ou un candidat ou une candidate du Parti approuvé.e.

2. Période de course à l'investiture

2.1. L'ACE ou le bureau national du PVC fournit une liste des membres à chaque candidat ou candidate à l'investiture dans les 24 heures suivant l'approbation de sa candidature.

2.1.1. Cette liste peut être utilisée par chaque candidat ou candidate à l'investiture et son/ses représentant(s) uniquement dans le but :

2.1.1.1. de contacter les membres votants admissibles et

d'obtenir leur soutien pour le candidat ou la candidate à l'investiture;

2.1.1.2. d'évaluer et de contester l'exactitude du nombre de membres.

- 2.2. Une fois leur candidature approuvée, les candidats et candidates à l'investiture peuvent engager des dépenses et recevoir des dons pour leur campagne d'investiture. Ces dépenses ne doivent pas dépasser la limite de 5 000 \$.*
- 2.3. Les candidats et candidates à l'investiture doivent se conformer aux exigences de la Loi électorale du Canada en matière de rapports financiers.*
- 2.4. Les membres de la direction de l'ACE ne doivent fournir de ressources de l'ACE, telles que des informations privilégiées concernant la course à l'investiture, à aucun candidat ou aucune candidate à l'investiture pendant la course à l'investiture, à moins que ces ressources ne soient fournies de manière égale et simultanée à tous les candidats et candidates à l'investiture.*
- 2.5. Les membres de la direction de l'ACE ne sont pas autorisés à participer bénévolement à la campagne d'un candidat ou d'une candidate à l'investiture ou à la soutenir publiquement.*
- 2.6. Dans les 48 heures suivant l'annonce aux membres de la date et de l'heure de l'assemblée d'investiture, l'ACE ou le bureau national du PVC fournit à chaque candidat et chaque candidate à l'investiture la liste définitive des membres ayant le droit de voter à cette assemblée. Cette liste comprend le nom, l'adresse, le statut de membre et le numéro de téléphone, le cas échéant, de chaque membre.*

3. Responsables de l'assemblée d'investiture

- 3.1. Le PVC s'attend à ce que toutes les assemblées d'investiture suivent un processus juste et démocratique, et que chacune d'entre elles comprenne, au moins, ce qui suit :*
 - 3.1.1. Nomination par l'ACE d'un président ou d'une présidente d'assemblée et d'un directeur ou d'une directrice de scrutin, qui s'abstiendront tous deux de toute activité partisane pour le compte d'un candidat ou d'une candidate à l'investiture.*

- 3.1.1.1. *Le directeur ou la directrice du scrutin peut nommer des adjoints et d'autres responsables nécessaires à la conduite du processus de vote, qui doivent s'abstenir de toute activité partisane pour le compte d'un candidat ou d'une candidate à l'investiture.*
- 3.1.1.2. *Le directeur ou la directrice du scrutin statue sur tout litige relatif au déroulement de la course à l'investiture, notamment en ce qui concerne le dépouillement des bulletins de vote.*
- 3.1.2. *Chaque candidat ou chaque candidate à l'investiture peut nommer un certain nombre de représentants qui assisteront au vote et au dépouillement des bulletins de vote. Pendant le vote et le dépouillement des bulletins, chaque candidat ou chaque candidate à l'investiture a droit à :*
 - 3.1.2.1. *un représentant ou une représentante en chef;*
 - 3.1.2.2. *un représentant ou une représentante pour chaque bureau de vote/poste de vérification des pièces d'identité;*
 - 3.1.2.3. *un représentant ou une représentante pour chaque bureau de dépouillement des bulletins de vote;*
 - 3.1.2.4. *un représentant ou une représentante pour surveiller l'urne.*
- 3.1.3. *Le représentant ou la représentante en chef d'un candidat ou d'une candidate à l'investiture lors d'une assemblée d'investiture doit être nommé.e par écrit par le candidat ou la candidate à l'investiture dans une lettre ou un courriel adressé au directeur ou à la directrice du scrutin, et cette personne aura pleine autorité pour :*
 - 3.1.3.1. *parler au nom du candidat ou de la candidate à l'investiture;*
 - 3.1.3.2. *lier le candidat ou la candidate à l'investiture à toute entente qu'elle pourrait être appelée à conclure en son nom au cours des processus de vote et de dépouillement.*

4. Déroulement des assemblées d'investiture

- 4.1. *Toutes les assemblées sont constituées des parties suivantes, et peuvent en comprendre d'autres :*
 - 4.1.1. *Ouverture de la séance par un membre de la direction de l'ACE;*

- 4.1.2. *Présentation du président ou de la présidente d'assemblée et du directeur ou de la directrice du scrutin*
- 4.1.3. *Description par le président ou la présidente d'assemblée de la procédure à suivre pendant l'assemblée, notamment :*
 - 4.1.3.1. *Limitation du temps de parole des candidats et candidates à l'investiture;*
 - 4.1.3.2. *Restrictions concernant la campagne et le matériel de campagne dans la zone de vote;*
 - 4.1.3.3. *Procédures et durée du vote.*
- 4.1.4. *Discours des candidats et candidates à l'investiture;*
- 4.1.5. *Vote;*
- 4.1.6. *Annonce du candidat élu ou de la candidate élue par le président ou la présidente d'assemblée, qui comprend les éléments suivants :*
 - 4.1.6.1. *le nombre de votes exprimés;*
 - 4.1.6.2. *le nombre de bulletins de vote jugés invalides;*
 - 4.1.6.3. *le décompte final;*
 - 4.1.6.4. *le nom de la personne candidate à l'investiture élue, sans indiquer le nombre de votes reçus par quelque candidat ou candidate que ce soit.*
- 4.1.7. *Mot du candidat élu ou de la candidate élue;*
- 4.1.8. *Levée de la séance.*
- 4.2. *Aucun sujet autre que la sélection d'un candidat ou d'une candidate ne peut être traité à l'assemblée d'investiture tant que le vote pour le candidat ou la candidate n'a pas eu lieu.*

5. Le vote aux assemblées d'investiture

- 5.1. *Tout membre du Parti a le droit d'assister à une assemblée d'investiture et d'y voter si :*
 - 5.1.1. *il ou elle est présent à l'assemblée;*
 - 5.1.2. *il ou elle est membre du Parti depuis au moins 30 jours, en comptant le jour de l'assemblée d'investiture;*
 - 5.1.3. *il ou elle réside habituellement dans la circonscription électorale.*
- 5.2. *Pour obtenir un bulletin de vote, toute personne prétendant être un membre votant admissible doit produire une preuve d'identité satisfaisante, indiquant notamment son lieu de résidence habituel,*

à moins que tous les candidats et candidates à l'investiture ne conviennent que cela n'est pas nécessaire.

- 5.3. *Le vote des membres votants admissibles en vue de la désignation d'un candidat ou d'une candidate pour une circonscription électorale s'effectue au moyen d'un seul bulletin de vote, dont le modèle est fourni par le PVC, et est un vote préférentiel secret.*
- 5.4. *Un bulletin de vote pré-imprimé indiquant les noms des candidats et candidates à l'investiture par ordre alphabétique des noms de famille sera utilisé. L'inscription « Aucun de ces choix » peut figurer en dernière position sur le bulletin de vote, à la discrétion de la direction de l'ACE.*
- 5.5. *Le dépouillement des bulletins de vote est effectué sous la direction du directeur ou de la directrice du scrutin.*
- 5.6. *Le scrutin préférentiel est dépouillé conformément à la procédure suivante :*
 - 5.6.1. *Lors du décompte initial, chaque bulletin de vote est comptabilisé en faveur du candidat ou de la candidate à l'investiture en face du nom duquel l'électeur a indiqué son premier choix ou son vote;*
 - 5.6.2. *Avant de procéder à chaque décompte supplémentaire nécessaire pour déclarer l'élection d'un candidat ou d'une candidate à l'investiture comme candidat ou candidate du Parti, le directeur ou la directrice du scrutin déclare l'élimination du candidat ou de la candidate à l'investiture qui a obtenu le moins de voix au décompte précédent;*
 - 5.6.3. *Le directeur ou la directrice du scrutin réattribue chaque vote reçu par une personne candidate à l'investiture qui a été déclarée éliminée au candidat ou à la candidate à l'investiture dont le nom apparaît sur le bulletin de vote comme étant la préférence restante la plus élevée du membre votant;*
 - 5.6.4. *Le directeur ou la directrice du scrutin effectue les calculs appropriés et exige d'autres décomptes, conformément à ces règles, si nécessaire, jusqu'à ce qu'un candidat ou une candidate soit déclaré.e élu.e parce qu'il ou elle a obtenu*

une majorité de plus de 50 % des votes valides comptabilisés lors du décompte;

- 5.6.5. *En cas d'égalité des voix entre deux ou plusieurs candidats et candidates à l'investiture, le directeur ou la directrice du scrutin tire à pile ou face ou utilise un système de tirage au sort pour déterminer qui restera sur le bulletin de vote;*
- 5.6.6. *En cas d'égalité des voix entre les deux candidats et candidates finaux à l'investiture, le directeur ou la directrice du scrutin ordonne la tenue d'un nouveau tour de scrutin entre ces deux personnes. Si ce tour de scrutin donne lieu à une égalité, le directeur ou la directrice du scrutin tire à pile ou face pour déterminer la personne qui sera déclarée élue comme candidat ou candidate.*
- 5.7. *Le vote par procuration n'est pas permis.*
- 5.8. *Si l'ACE en décide ainsi, la sélection du candidat ou de la candidate peut :*
- 5.8.1. *avoir lieu à des assemblées d'investiture tenues à deux ou plusieurs moments et à plusieurs endroits, la première de celles-ci étant la « première assemblée d'investiture »;*
- 5.8.2. *inclure une option de vote en ligne et un vote par téléphone avec le directeur ou la directrice du scrutin;*
- 5.8.3. *utiliser des procédures d'élection virtuelle.*

Section 2C – Plaintes, révisions et appels

Veillez décrire tous les mécanismes qui existent en cas de litige concernant la sélection d'un candidat ou d'une candidate au cours d'une élection. Il peut s'agir de plaintes émanant de candidats à l'investiture ou d'autres personnes cherchant à obtenir l'investiture du Parti, ou d'autres personnes encore telles que des membres du Parti, des responsables du Parti, des membres du public, etc.

Veillez indiquer :

- ***Qui est autorisé à déposer une plainte;***
- ***Qui participe au traitement des plaintes, des révisions, des appels, etc. et à la prise de décision à leur sujet;***
- ***Les règles qui s'appliquent à ces procédures, en précisant les motifs pour lesquels une plainte peut être déposée et toute règle de procédure pertinente;***
- ***Les motifs pour lesquels un redressement peut être accordé et la norme qu'il convient de respecter pour l'obtenir;***
- ***Le type de redressement qui peut être accordé si une plainte est acceptée.***

Un candidat ou une candidate dont la candidature a été rejetée au stade de la demande ou du filtrage/de la vérification des antécédents peut faire appel de la décision. Un comité d'appel est chargé d'examiner les candidatures rejetées. Ce comité peut infirmer ou confirmer la décision initiale du Comité exécutif. Le comité d'appel est composé de membres du Conseil fédéral, qui ne sont pas membres du Comité exécutif (étant donné que le Comité exécutif approuve les candidats et candidates investi.e.s).

Partie 3 – Chef de parti

Cette partie du rapport institutionnel doit traiter des règles du Parti concernant la sélection du ou de la chef de Parti.

Cette section doit décrire :

- ***Les conditions requises pour être candidat ou candidate à la direction du Parti;***
- ***Les conditions requises pour voter dans le cadre d'une course à la direction;***
- ***Toutes les règles applicables à l'administration des courses à la direction, en précisant le rôle de tous les responsables qui y participent;***
- ***Toutes les règles concernant les dépôts monétaires requis pour se présenter à la direction du Parti et les remboursements de ces dépôts, ainsi que toute autre règle relative à la collecte et à la dépense d'argent pour les campagnes;***
- ***Les règles électorales;***
- ***Les règles, le cas échéant, concernant la participation de bénévoles.***

En outre, cette partie doit également indiquer les potentielles règles ou procédures régissant la manière dont un ou une chef de Parti peut cesser d'être chef (p. ex., révision de la direction, etc.).

Les règles et procédures de chaque course à la direction sont adaptées et approuvées par le Conseil fédéral. Les règles les plus récentes pour les courses à la direction du PVC de 2022 et de 2020 se trouvent à l'annexe E

Définition de chef du Parti vert du Canada – Constitution, règlement 2

2.6.3 Chef

2.6.3.1 En tant que porte-parole principal.e, le ou la chef représente le Parti dans toutes les activités publiques, notamment auprès des médias, afin d'exprimer les positions du Parti et d'assurer la représentation du Parti au sein des différents groupes. Le ou la chef est chargé.e de diriger les interventions du Parti au parlement, de relayer les préoccupations des canadiens et de canadiennes, et de coordonner le travail du caucus.

Comment un ou une chef de Parti peut cesser d'être chef

- Le mandat de la ou du chef du Parti, pourra être révoqué par le biais d'une motion adoptée lors d'une assemblée générale à l'issue d'un vote de censure appuyée par une majorité de trois quarts ou soixante-quinze pour cent (75 %) des membres du Conseil fédéral dans le cadre d'une réunion convoquée à cet effet.

- Le ou la chef peut démissionner pour des raisons personnelles.
- Dans un délai de six (6) mois suivant une élection fédérale générale, une révision de la direction aura lieu au cours de laquelle tous les membres en règle auront le droit de voter, à moins que notre chef ne devienne premier ministre. La date du vote pour la révision de la direction, fixée par le Conseil fédéral, pourra coïncider avec une assemblée générale. Le mandat de notre chef prendra fin, sauf si au moins soixante pour cent (60 %) des membres en règle lui donnent leur appui.

Lorsque le mandat de notre chef prend fin ou que le poste de chef devient vacant : (détails tirés du règlement 2 de la Constitution du Parti vert du Canada).

2.1.8.1 le Conseil fédéral doit nommer sur-le-champ une personne pour agir en qualité de chef par intérim jusqu'à la tenue d'une course à la direction et l'élection d'une nouvelle ou d'un nouveau chef.

2.1.8.2 une course à la direction doit être amorcée dans les six (6) mois suivant la nomination d'une ou d'un chef par intérim, et se terminer dans les vingt-quatre (24) mois suivant ladite nomination.

Partie 4 – Collecte de fonds

Cette partie doit décrire les processus de collecte de fonds du Parti. Cette partie doit également indiquer si le Parti transfère des fonds vers ses ACE et à partir de celles-ci et, dans l'affirmative, quelles règles ou procédures s'appliquent à ces transferts.

Le Parti vert recueille les contributions par chèque et par traitement en ligne sur son site Web. Notre équipe des finances examine régulièrement les contributions, qui sont suivies au moyen de notre logiciel de gestion des relations avec la clientèle, et retourne les contributions non admissibles (c.-à-d. les contributions qui dépassent le maximum autorisé par Élections Canada). À la fin de l'année, le PVC prépare des reçus fiscaux pour les contributions et les envoie par courriel ou par la poste (en fonction des demandes).

Les membres peuvent faire des contributions au PVC sur le site Web et demander qu'elles soient transférées à une ACE ou à un candidat ou une candidate en particulier. D'après les rapports d'Élections Canada, ces contributions sont considérées comme des contributions au PVC. Chaque trimestre, le PVC transfère 85 % de ces contributions aux ACE sélectionnées.

Les autres transferts sont régis par notre politique interne en matière de prêts et de transferts. La politique sur les transferts se trouve à l'annexe C.

Annexes to this report

ANNEX A - Constitution of the Green Party of Canada

Adopted September 1988 and amended August 1996, August 1998, August 2000, August 2002, August 2004, August 2006, February 2009, August 2010, August 2012, July 2014, August 2016, September 2018, July 2022, and June 2024 by the general membership of the Party.

Article 1 The Body Constituted

1.1

The body constituted is the Green Party of Canada, also known as the Canadian Greens. Hereafter in this document, it is referred to as the Party.

Article 2 Scope of the Constitution and Bylaws

2.1

This Constitution and Bylaws shall govern the activities of the Party, all persons operating on behalf of the Party, and the rights, responsibilities and duties of its recognized Units, committees and membership.

2.2

The Constitution shall have precedence over the Bylaws, and any Bylaw that is inconsistent with the Constitution shall be null and void to the extent of the inconsistency.

2.3

The Constitution and Bylaws shall have precedence over any other decision of the membership, and any membership decision that is inconsistent with the Constitution or Bylaws shall be null and void to the extent of the inconsistency.

Article 3 Basis of Unity

3.1

To enhance the effectiveness of the Global Green Movement in creating a Green Society by providing an evolving social, economic and political structure that embraces and supports Green Values and offers itself as a voice for the broader Green Movement.

3.2

To elevate and nurture caring and compassionate values among all peoples and all cultures which will provide the basis for sustaining, just, democratic, peaceful and diverse communities.

3.3

To commit ourselves, and encourage everyone, to promote enhanced and socially engaged caring and compassionate values through research, dialogue, and example, as well as through increasing

awareness of our own capacities to be caring and compassionate for others, ourselves, and life's rich diversity.

Article 4 Purpose

4.1

It is the purpose of the Party to advance the Party's Platform, Positions, Policy, Values and Basis of Unity, and to contribute to the welfare of Canada, Canadians and the community of life in Canada by:

4.1.1

Fielding, endorsing, and electing members of the Party as candidates of the Party for election to the House of Commons and supporting their election.

4.1.2

Debating and forming legislation in the Canadian Parliament and by participating in, or forming, the Government of Canada.

4.1.3

Developing Policy, Positions, and Platforms consistent with its Values and Basis of Unity.

4.1.4

Advancing the Party's Platform, Positions, Policy, Values and Basis of Unity.

4.1.5

Forming and maintaining Party organizations at the federal, provincial, territorial and electoral district levels.

4.1.6

Working in solidarity with green parties of other jurisdictions, and green parties globally.

4.1.7

Operating bilingually, recognizing English and French as the official languages of the Party.

Article 5 Values

5.1

The policies of the Party, in agreement with the Charter of the Global Greens, are founded upon the values of:

5.1.1

Ecological Wisdom

5.1.2

Social Justice

5.1.3

Participatory Democracy

5.1.4

Non-Violence

5.1.5

Sustainability

5.1.6

Respect for Diversity

5.2

Activities, Policies, and statements made on behalf of the Party must be consistent with the values of the Party.

5.3

Appendix A shows the Charter of the Global Greens.

Article 6 Accountability

6.1

All Units and individuals within the Party are accountable to:

6.1.1

the membership in General Meeting,

6.1.2

the Federal Council when the membership is not in General Meeting.

6.2

Decisions of the Members in General Meeting shall have precedence over decisions of Federal Council, and any Federal Council decision that is inconsistent with a decision of the Members in General Meeting shall be null and void to the extent of the inconsistency.

6.3

Filings, and appointments, of the Party required by the *Canada Elections Act*, or other statute or regulation, including the endorsement of a candidate during an election, are under the direction of the membership in General Meeting or Federal Council as per [Articles 6.1 and 6.2](#).

6.4

Unless otherwise specified by this Constitution, the Bylaws, or by the membership as the case may be, Federal Council, on behalf of the membership, is responsible for the overall implementation of actions as called for in this Constitution, the Bylaws, or in other decisions of the membership in General Meeting.

Article 7 Official Standing And Definitions

7.1

The following persons have official standing within the Party under this Constitution and the Bylaws:

7.1.1

Member: An individual who meets the Party's membership criteria.

7.1.2

Leader: the Member filed Leader pursuant to the *Canada Elections Act*.

7.2

The following Units have official standing within the Party under this Constitution and the Bylaws:

7.2.1

Electoral District Association (EDA): An association in which all Party Members residing within an electoral district, as defined by the *Canada Elections Act*, have voting rights.

7.2.2

Provincial/Territorial Organization: (a) An association of the Party in which all Party Members, all EDAs, or Party Members and all EDAs residing within a province or territory of Canada have membership and voting rights, or (b) a territorial or provincial division of the Party pursuant to the *Canada Elections Act*.

7.2.3

Regional Association: An association of the Party in which all of the Party Members, all EDAs, or Party Members and all EDAs residing within a group of contiguous electoral districts have membership and voting rights.

7.2.4

Federal Council: The council referred to in [Article 9](#), whose members are elected or appointed in accordance with the Bylaws.

7.2.5

Cabinet: (a) Those Members of the Party who are participating in or who comprise the government's cabinet of ministers or (b) an alternative cabinet to the government who shadow and provide critical opposition on policy matters to the government's position. This Cabinet is selected and appointed in accordance with the Bylaws.

7.2.6

Young Greens: An association of Members of the Party as specified by that

Unit. 7.2.7

Indigenous Peoples Advisory Circle: An association of Members of the Party as specified by that Unit.

7.2.8

Any other Unit created by the members in General Meeting or by Federal Council.

7.3

Unless the context otherwise requires, the following definitions apply in this Constitution and the Bylaws:

7.3.1

Caucus: Those Members of the Party who are Members of the House of Commons or the Senate of Canada.

7.3.2

Central Party: The hub of the Party that includes Federal Council but does not include any EDAs, Provincial, Territorial, Regional, or other Units where those Units have their own agent for financial operations.

7.3.3

Chief Agent: the corporation filed Chief Agent pursuant to the *Canada Elections Act*.

7.3.4

Constitutional: Pertaining to either the Party's Constitution or Bylaws.

7.3.5

Directive: A General Meeting motion or resolution that does not meet the definition of Policy or, if adopted, does not result in a change to the Constitution or Bylaws, and if adopted, is sent to Federal Council for consideration in the annual planning and budget process.

7.3.6

Federal Councillor: A Member of the Party who sits as a member of Federal Council.

7.3.7

Functionary: A person duly selected to hold office or perform a function on behalf of the Party.

7.3.8

Fund: The Green Party of Canada Fund.

7.3.9

General Meeting: A General Meeting of the entire membership of the Party.

7.3.10

Handbook: a document outlining the authority, mandate, roles, responsibilities and procedures to be followed by a Unit or Committee of the Green Party of Canada.

7.3.11

Platform: The Position the Party takes on a wide range of election issues for any given election.

7.3.12

Policy: Motions that, if adopted in a vote open to all members, articulate what the Party would work toward if elected.

7.3.13

Position: Any statement from the Party that articulates what the Party and Party Members would work toward if elected. A Position may not contradict Policy, Values, or any other membership decision.

7.3.14

Youth Representative: A representative of the Young Greens of Canada who shall be selected in accordance with rules set out in the Young Greens of Canada Bylaws, as the case may be.

7.3.15

Complainant: the person making a complaint of harassment or discrimination. The Complainant may allege harassment or discrimination either as a victim or as a witness.

7.3.16

Harassment: engaging in a course of vexatious comment or conduct that is known or ought reasonably to be known to be unwelcome.

7.3.17

Office: a position of responsibility or some degree of executive authority, including any and all elected positions in the Party.

7.3.18

Reporter: the person depositing a record in which discrimination or harassment is alleged.

7.3.19

Respondent: the person alleged to have committed harassment or discrimination.

7.3.20

Volunteer: any person doing work or performing tasks for or on behalf of the Party for which they are not being compensated.

Article 8 General Meetings

8.1

General Meetings shall consist of:

8.1.1

individual Members in good standing who have one vote, and

8.1.2

delegates or Members carrying proxies, who are in good standing, and who have voting rights under one or more Bylaws that provide for voting by proxy. (Proviso: This clause shall not come into effect until the Members adopt such a Bylaw or Bylaws.)

8.2

A quorum shall be two hundred (200) Members present at a General Meeting who are in good standing, representing at least two regions, as defined in the Bylaws.

8.3

General Meetings shall be held at least once per calendar year. General Meetings shall occur within three-hundred and sixty-five (365) days of the previous General Meeting.

8.4

Sixty (60) days notice to Members is required to call a General Meeting.

8.5

General Meetings of Members shall be called in accordance with the Bylaws.

8.6

Special General Meetings of Members shall be called in accordance with the Bylaws.

8.7

A General Meeting shall be virtual or a hybrid of in-person and virtual. All General Meetings will allow for online attendance, online participation and online voting.

Article 9 Federal Council

9.1

Composition of Federal Council The Federal Council shall be composed of:

9.1.1

A Chair of Federal Council.

9.1.2

A Leader.

9.1.3

One (1) representative from each Province of Canada.

9.1.4

One (1) representative representing the Territories of Canada.

9.1.5

One (1) Fund Representative.

9.1.6

One (1) Executive Director.

9.1.7

Two (2) Youth Representatives.

9.1.8

One (1) Anglophone Vice-Chair.

9.1.9

One (1) Francophone Vice-Chair.

9.1.10

One (1) representative from within each of three Indigenous Groups: First Nations, Inuit, and Métis.

Article 10 Amendments to Constitution and Bylaws

10.1

Constitution

10.1.1

Notice of amendments to the Constitution shall be included in the notice of meeting at which the amendments shall be considered.

10.1.2

Amendments shall be submitted by at least three EDAs or Provincial/Territory Organizations, by at least fifteen (15) individual Members who are in good standing, or by a Central Party Unit comprising of at least fifteen (15) Members in good standing.

10.1.3

Amendments shall be adopted by a majority of the votes cast by Members in good standing at a General Meeting, and shall only become effective upon Members in good standing passing an identically worded amendment by a vote of greater than 1/2 (50%) of the votes cast in a Members' vote conducted by mail-in ballot, with a ballot return date of no later than one-hundred-twenty (120) days following the General Meeting at which the amendment was passed.

Notwithstanding any other provision concerning an amendment of the present Constitution, all proposed amendments concerning [Article 10](#), [Article 11](#), or [Bylaw 1.2.3](#) will be adopted if:

10.1.4.1

more than 3/4 (75%) of the votes cast by Members in good standing at two (2) consecutive General Meetings are in favour of an identically worded resolution to enact the amendment; and

10.1.4.2

an identically worded resolution to enact the amendment is passed by a vote of greater than 1/2 (50%) of the votes cast by Members in good standing in a Members' vote conducted by mail-in ballot, with a ballot return date of no later than one-hundred-twenty (120) days following the second General Meeting at which the amendment was passed.

10.1.5

After each General Meeting at which this Constitution is amended, the Constitution Committee and any legal advisers must oversee the publication of this Constitution as amended and may, in so doing, and subject to the ratification of the Federal Council:

10.1.5.1

Re-number the provisions of this Constitution to accommodate the changes that have been made.

10.1.5.2

Correct cross-references between provisions that are no longer accurate.

10.1.5.3

Correct typographical errors.

10.1.5.4

Correct spelling errors.

10.1.5.5

Replace gender biased language with gender neutral language.

10.1.5.6

Correct inconsistencies between the English and French versions of this Constitution.

10.2

Bylaws

10.2.1

Notice of amendments to the Bylaws shall be included in the notice of meeting at which the amendments shall be considered.

10.2.2

Amendments shall be submitted by at least five (5) individual Members who are in good standing or by a Unit of the Party representing at least five (5) Members in good standing.

10.2.3

Amendments shall be adopted by a majority of the votes cast by Members in good standing at a General Meeting.

10.3

Publication of Constitution and Bylaws

10.3.1

After each General Meeting at which this Constitution or the Bylaws are amended, Federal Council shall ensure the publication of the amended Constitution and Bylaws, and at that time may:

10.3.1.1

Renumber the provisions of this Constitution or the Bylaws to accommodate the changes that have been made.

10.3.1.2

Correct references between provisions which are no longer accurate.

10.3.1.3

Correct errors which are purely typographical, insofar as such changes will not change the meaning of any provision.

10.3.1.4

Correct spelling errors.

10.3.1.5

Replace gender biased language with gender neutral language.

10.3.1.6

Correct inconsistencies between the English and French versions.

Article 11 Dissolution or Merger

11.1

Any resolution to dissolve the Party or to merge it with another party passed at a General Meeting shall only become effective upon Members in good standing passing an identically worded

resolution by a vote of greater than ninety percent (90%) of the votes cast in Members vote conducted by mail-in ballot, with a ballot return date of no later than one -hundred-twenty (120) days following the General Meeting at which the resolution to dissolve or merge the Party was passed.

11.2

No transfer of the Party's assets may be commenced or completed until such a mail -in ballot is passed with the required ninety (90) percent majority and the resolution to dissolve or merge the Party takes effect.

Article 12 The Green Party of Canada Fund

12.1

The Fund is the sole and exclusive agent for the financial operations of the Central Party.

12.2

The Fund will be responsible to *Elections Canada* as the Party's Chief Agent.

12.3

The Fund shall report its annual audited financial statements to the membership.

12.4

All members of Federal Council and only members of Federal Council are automatically, while members of that council, members of the Fund.

12.5

At least one director of the Fund shall be an elected member of Federal Council.

12.6

The Fund shall operate within the spirit, terms and constraints of the Party's Constitution and Bylaws.

12.7

The **Bylaws** and **Letters Patent** of the Fund shall be available to all Members of the Party.

Article 13 Promotion and Protection of Diverse, Equitable, Inclusive, and Safe Spaces

13.1

The Green Party of Canada (the Party) is committed to providing an environment free of discrimination and harassment, where all individuals are treated with respect and dignity, can contribute fully, and have equal opportunities.

13.2

Every person has the right to be free from harassment and discrimination. Harassment and discrimination will not be tolerated, condoned, or ignored by the Party.

13.3

The Party also recognizes that harassment and discrimination limit the ability of people to participate fully in organizations such as ours and therefore in the practice of the democratic values that our organization endorses. Concomitant with its mission to elect Members of Parliament and impact Canadian politics, then, the Party proactively supports building awareness of harassment and discrimination and providing for the equitable participation of all Canadians in the political process.

13.4

The Party is committed to a comprehensive strategy to address harassment and discrimination in the organization, including:

13.4.1

Establishing, publicizing, and regularly revisiting this article;

13.4.2

Providing training and education to ensure that all Party members and staff know the rights that are provided to them and to visitors at Party events, the responsibilities they have under this article and Human Rights legislation, and the processes and procedures to follow in the event of a complaint;

13.4.3

Monitoring organizational systems to help ensure their design and function minimizes opportunities for harassment or discrimination and maximizes safety and inclusivity;

13.4.4

Providing an effective, accessible, and fair complaints procedure for both Complainant and Respondent;

13.4.5

Promoting appropriate standards of conduct at all times;

13.4.6

Ensuring that disciplinary or restorative measures are imposed, as necessary and as determined by process;

13.4.7

Promoting diversity on all committees and in all decision-making bodies.

13.5

To achieve the goals and commitments in this Article of the Party's Constitution, the Party shall have:

13.5.1

The Safe Spaces Committee which shall be responsible for addressing institutional matters as they relate to this Article;

13.5.2

The Conduct Committee which shall be responsible for investigative processes, disciplinary matters and enforcement of this Constitution, Party Bylaws, Members' Code of Conduct, and the applicable Human Rights Codes.

Bylaws

Bylaw 1 Membership

1.1

Criteria for membership

1.1.1

Any citizen or permanent resident of Canada, who is at least fourteen (14) years of age or older, is eligible for membership in the Party, with full voting rights, provided the person is not a member of any other political party.

1.1.2

Every Member shall uphold this Constitution and Bylaws.

1.1.3

A Member shall cease to be in good standing upon failure to pay the current annual membership fee or upon other conditions as set out by the Federal Council or in the Bylaws.

1.1.4

A person cannot be a Member of the Party if the person belongs to an organization whose actions are detrimental to the Party, as determined by Federal Council.

1.1.5

A person who is at least twelve (12) years of age but less than fourteen (14) years of age may be designated a Youth Member, without the right to vote.

1.2

Application for Membership

1.2.1

A person may apply for membership in the Party to the following bodies:

1.2.1.1

Federal Council.

1.2.1.2

An EDA.

1.2.1.3

A Provincial/Territory Organization.

1.2.1.4

A Regional Association.

1.2.1.5

A designate of Federal Council that has been authorized to accept memberships.

1.2.2

The above mentioned bodies have the right to set the amount of their own membership fee insofar as:

1.2.2.1

It is the responsibility of Federal Council to maintain a register of Members and to make available to local organizational units, electronically and in a timely manner, the locally - relevant portion of the register.

1.2.2.2

The Federal Council may require a membership fee from each body mandated to receive Members to cover the costs of servicing the Member.

1.2.2.3

The Federal Council shall ensure that Members are notified as their membership fees are due.

1.2.3

It is the responsibility of each body mentioned in Bylaw 1.2.1 to maintain an active email account for the purpose of communicating on Party business.

1.2.4

Applicants for membership and renewing Members shall pay the membership fee directly to the Party and not indirectly through an intermediary person.

1.3

Resignation and Removal of Member

1.3.1

A person shall cease to be a Member of the Party:

1.3.1.1

By delivering their resignation by mailing or delivering it to an address of the Party.

1.3.1.2

On their death.

1.3.1.3

On being expelled.

1.3.1.4

On having been a Member not in good standing for 12 consecutive months.

1.3.1.5

On stating that they are working to form a new Federal political party, or if they are working for another existing Federal political party.

1.3.2

A Member may be expelled by a resolution of Federal Council or a General Meeting of Members. The person who is subject to the proposed expulsion shall be given an opportunity to be heard at the meeting before the motion is put to a vote.

1.3.3 In accordance with 1.3.2 a member may be expelled, suspended, or otherwise disciplined for any conduct which (a) is contrary to the Members' Code of Conduct, or (b) is contrary to this Constitution, or (c) is contrary to the principles and purpose of the Party, or (d) brings discredit to, or (e) intentionally damages the interests of the Party.

1.4

Other than when the membership is assembled in general meeting, email will be considered the default form of communication between the Central Party and the membership, including but not limited to, election of Council, distribution of official notices, and any matter requiring the participation of the general membership.

1.4.1

Members, at the time of application for membership, or at any time thereafter, may exercise the option to choose postal mail or other forms of communication.

1.5

Voting Rights

1.5.1

A Member's right to vote on all matters, including all elections, shall commence after they have been a Member for 30 days, except:

1.5.1.1

in the case of candidate selection, the 30-day requirement may be varied by Federal Council or the designated committee that prepares nomination rules for elections; and

1.5.1.2

in the case of officer selection for an EDA executive, the 30-day requirement may be varied by Federal Council.

1.5.2

In the case of a Leader or Federal Council election, if the voting period falls within 30 days of a Member ceasing to be in good standing, that Member shall remain eligible to vote in that election, except where said Member resigns or is expelled.

Bylaw 2 Federal Council

2.1

Selection of members of Federal Council" not "members to Federal Council:

2.1.1

Executive Council:

2.1.1.1

Nominations shall be by twenty (20) members of the Party in good standing.

2.1.1.2

All Members of the Party in good standing shall be eligible to vote for these positions.

2.1.2

Provincial and Territorial Representatives:

2.1.2.1

Five (5) Members of the Party in good standing residing within a province or the territories of Canada shall be required to nominate for the position of Provincial Representative or the Territorial Representative of their respective province or territory.

2.1.2.2

All Members of the Party in good standing residing within a province or the territories of Canada shall be eligible to vote for Provincial Representative or the Territorial Representative of their respective province or territory.

2.1.3

The Leader:

2.1.3.1

One hundred (100) Members of the Party in good standing shall be required to nominate for the position of Leader.

2.1.3.2

All Members of the Party in good standing shall be eligible to vote for the position of the Leader.

2.1.4

Indigenous Representatives

2.1.4.1

Nominations shall be by twenty (20) members of the Party in good standing.

2.1.4.2

All Members of the Party in good standing shall be eligible to vote for these positions.

2.1.5

Election to Federal Council and Term of Office:

2.1.5.1

The vote, for any office of Federal Council, shall require "None of these options" to be a contestant, shall be by preferential ballot, and a majority vote shall elect.

2.1.5.1.1

Where the election calls for Party Members to be elected to two or more seats in the same position, voting shall be exercised using a multi-seat proportional representation form of the single transferable vote (PR-STV) and subsequent election to those seats shall be simultaneous.

2.1.5.1.2

Where the election calls for Party Members to be elected to one position only, such as the case of Leader, voting shall be exercised using a form of the single transferable vote (STV) requiring a majority of votes cast for election.

2.1.5.2

All Federal Council members shall be elected for a term of two (2) years or until their successor is elected, except the Leader who shall serve a term pursuant to Bylaw 2.1.5.5.

2.1.5.3

In odd numbered years the representatives of Newfoundland and Labrador, New Brunswick, Quebec, Manitoba, Alberta, the representative from the Territories, the First Nations representative, the Chair of Federal Council, and the Francophone Vice-Chair shall be elected.

2.1.5.4

In even numbered years the representatives of Nova Scotia, Prince Edward Island, Ontario, Saskatchewan, British Columbia, the Anglophone Vice-Chair, the Inuit representative, the Métis representative, and the Fund Representative shall be elected.

2.1.5.5

Within six months of a Federal General Election, unless our leader becomes prime minister, a Leadership Review, where all Members in good standing may vote, shall be held. The date of the Leadership Review vote will be set by Federal Council and may coincide with a General Meeting. The Leader's term shall end if Members in good standing do not pass a resolution endorsing the Leader by at least sixty percent (60%).

2.1.5.6

Ballots for elections of the Executive Council, Provincial Representatives, Indigenous Representatives, and the Territorial Representative shall have beside the name of each candidate on the ballot, the Province or Territory and the bioregion where the candidate resides. Indigenous Representative candidates shall be provided an option to have the ballot include the name of their respective Nation(s) and the Indigenous Territory where they are based.

2.1.5.7

Ballots for election shall be mailed out at least thirty (30) days prior to election day.

2.1.5.8

The following people are ineligible to run for Federal Council, serve or continue serving as Federal Councillors:

2.1.5.8.1

Employees of the Party, an MP or the Party Leader, except for the Leader, and the Executive Director as per Article 9.1.2 and 9.1.6 of the Constitution;

2.1.5.8.2

Anyone applying for employment with the Party, an MP or the Party Leader;

2.1.5.8.3

Former employees of the Party, an MP or the Party Leader whose employment with the Party, an MP or the Party Leader ended less than 90 days before the opening of Federal Council nominations;

2.1.5.8.4

Any spouse, common-law partner, parent, parent-in-law, sibling, sibling-in-law, biological or adoptive child of:

2.1.5.8.4.1

Employees of the Party

2.1.5.8.4.2

An MP of the Party

2.1.5.8.4.3

The Party Leader or;

2.1.5.8.4.4

Members of Federal Council.

2.1.6

Removal From Office and Removal of Units:

2.1.6.1

Any federal Councillor except the leader may be removed from office for cause, by a 3/4 vote of Federal Council at a meeting called for that purpose.

2.1.6.2

The Leader may be removed from office by motion at a general meeting, following a non-confidence vote supported by 3/4 of Federal Council at a meeting called for that purpose.

2.1.6.3

Any member or unit must be informed of all allegations in writing and is entitled to 30 days to prepare and present their defense before any motions of non-confidence or removal.

2.1.6.4

Any Federal Council member who fails to attend three consecutive Federal Council meetings without apparent cause shall be removed from Federal Council unless the member provides satisfactory written documentation explaining the absences and is reinstated by a majority vote of Federal Council. If the member is removed under these circumstances, the member shall be ineligible to run for a Federal Council position in the next election for Federal Council.

2.1.6.5

Federal Council or a General Meeting has the authority to deregister any Unit of the Party for cause.

2.1.7

Vacancy in Federal Council Office:

2.1.7.1

Federal Council has the authority to fill, by appointment, any vacancy, however caused, until the next General Meeting or the term for that position ends, whichever occurs first.

2.1.7.2

All Federal Council members shall be notified of a vacancy within fourteen (14) days.

2.1.7.3

Notice of the vacancy shall be posted prominently on the Party's website and all Members will be notified by email within the same fourteen (14) day period.

2.1.7.4 A further period of fourteen (14) days will be allowed before any vacancy is filled to allow members to identify or self-identify eligible candidates.

2.1.8

Where the Leader's term ends or the position of Leader otherwise becomes vacant:

2.1.8.1

Federal Council shall forthwith appoint an interim Leader until a Leadership Contest is held and a new Leader is elected.

2.1.8.2

A Leadership Contest must be started within six months of the appointment of an interim Leader and concluded within 24 months of said appointment.

2.1.9

No member may run for more than one Federal Council position simultaneously, or serve or continue to serve in more than one Federal Council position simultaneously.

2.2

Assignment of Member to a province or territory for voting purposes:

2.2.1

The assignment of a member to a province or territory shall be based on the mailing address on file thirty (30) days prior to the Federal Council election day.

2.3

Provincial or Territorial Representative

2.3.1

A Federal Council provincial or territorial representative's permanent residence must be in the province or territories they represent.

2.3.2

A Federal Council provincial or territorial representative shall cease to be a member of Federal Council if the provincial representative's permanent residency changes to another province or territory, or if the territorial representative's permanent residency changes to a province.

2.4

Meetings of Federal Council

2.4.1

Federal Council shall meet at least four (4) times per year.

2.4.2

Quorum at Federal Council meetings shall be a majority of voting members then in office, and if quorum drops below six (6) voting members, a General Meeting shall occur within six months.

2.4.3

Federal Council may meet by electronic means.

2.4.4

All decisions of Federal Council shall be by a majority vote of those present and voting, except as may be specifically stated elsewhere in the Constitution or Bylaws.

2.4.5

All members of Federal Council listed in [Article 9.1](#) of the Constitution may vote, except the Chair of Federal Council who may only vote to break a tie, and the Executive Director who shall not vote, but who shall have a voice.

2.4.6

Federal Council may adopt procedural rules for conducting Federal Council meetings, not inconsistent with the Constitution and Bylaws.

2.4.7

Federal Council may create non-voting Federal Council positions that do not factor in the quorum calculation of Federal Council. Federal Councillors thus created may be removed by Federal Council.

2.4.8

Federal Council meetings shall be scheduled by Federal Council, or may be called by the Chair of Federal Council, or may be called by any group of councillors constituting 1/3 of the membership of Federal Council.

2.4.9

Federal Council may make decisions between normal meetings by email and other electronic means, and the results of any such votes shall be read into the minutes of the subsequent meeting and in accordance with procedures set in the Bylaws.

2.5

Federal Council Committees

2.5.1

The Federal Council may establish committees as required. The mandate of such committees may be established by Federal Council and any such committee shall report to Federal Council.

2.6

Executive Council:

2.6.1

The Executive Council shall consist of the Chair of Federal Council, the Leader, the Anglophone Vice-Chair, the Francophone Vice-Chair, and the Fund Representative as voting members and the Executive Director as a non-voting member.

2.6.2

The Executive Council's primary role is to prepare the draft agenda of regular meetings of Federal Council. The Executive Council also discusses and makes decisions on matters that cannot reasonably wait for the next regular Federal Council meeting. However, all decisions of the Executive Council must then be ratified by Federal Council.

2.6.3

Leader

2.6.3.1

As chief spokesperson, the Leader represents the Party in all public activities, particularly with the media, to express the positions of the Party and to ensure Party representation amongst various groups. The Leader is responsible for steering the Party's interventions in Parliament, relaying the concerns of Canadians and coordinating the work of Caucus.

2.6.4

Chair of Federal Council

2.6.4.1

For Federal Council and Executive Council meetings, the Chair is responsible for ensuring that meetings are scheduled regularly and when needed, that someone is available to facilitate in a way that favours consensus decision-making as much as possible, that minutes are taken, and that agendas, minutes and supporting documents are archived appropriately. The Chair is also responsible for ensuring that Federal Council, the Executive Council and committees of Federal Council govern itself as per the guidelines and rules it has agreed upon.

2.6.5

Anglophone Vice-Chair and Francophone Vice-Chair.

2.6.5.1

The two Vice-Chairs are responsible for supporting the Chair in their duties.

2.6.6

Fund Representative

2.6.6.1

The Fund Representative is responsible for representing Federal Council at Fund Board meetings by communicating its views and decisions that may affect the Green Party of Canada Fund and to relay the recommendations and requests of the Fund Board to Federal Council.

2.7

Governance

2.7.1

All Units shall strive to uphold the highest standards of transparent, accountable and collaborative governance.

2.7.2

Members shall be consulted at least once every two years regarding participatory democracy and governance within the Party.

2.7.3

Independent assessments, with recommendations, shall be conducted and published at least once every four years regarding participatory democracy and governance.

2.7.4

Federal Council and its committees shall be responsible for:

2.7.4.1

Oversight of operations, plans, budgets and results;

2.7.4.2

Coordinating, with the input of members, staff and the Executive Director, the planning, implementation and reporting on annual and multi-year plans and budgets.

2.7.5

The Executive Director shall:

2.7.5.1

Collaborate with Federal Council regarding the planning, implementation and reporting on annual and multi-year plans and budgets;

2.7.5.2

Coordinate and supervise operations, including the planning and implementation of work plans that leverage both staff and volunteer time and expertise;

2.7.5.3

Report proactively to Federal Council regarding operations, plans, budgets and results.

Bylaw 3 Regions

3.1

The six (6) regions for the purposes of [Article 8.2](#) and elsewhere in the Constitution and Bylaws, are:

3.1.1

The Atlantic region consisting of the provinces of Newfoundland and Labrador, Prince Edward Island, Nova Scotia and New Brunswick.

3.1.2

The Quebec region consisting of the province of Quebec.

3.1.3

The Ontario region consisting of the province of Ontario.

3.1.4

The Prairie region consisting of the provinces of Manitoba, Saskatchewan and Alberta.

3.1.5

The British Columbia region consisting of the province of British Columbia.

3.1.6

The North region consisting of Nunavut, Yukon and Northwest Territories.

Bylaw 4 General Meetings

4.1

Calling of General Meetings:

4.1.1

The General Meeting of Members may be called by Federal Council by majority vote. Federal Council may establish the location and the date of the meeting.

4.2

Calling of Other General Meetings:

4.2.1

Other General Meetings may also be called by:

4.2.1.1

A committee mandated by a General Meeting.

4.2.1.2

Federal Council by a majority vote of Council members voting.

4.2.1.3

Petition to Federal Council submitted and signed by ten percent (10%) of the Members of the Party in good standing.

4.2.1.4

Petition to Federal Council submitted and signed by the CEO of at least one third (1/3) of the registered EDAs and Provincial Organizations.

4.2.1.5

A resolution adopted by a General Meeting by majority vote of those voting.

4.2.2

When a General Meeting has been petitioned, Federal Council shall select the location (virtual and/or physical) and the date of the General Meeting and inform members within 30 days of receipt of the petition. The meeting shall be held within 90 days of receipt of the petition.

4.2.3

A Special General Meeting may be called with the purpose of making a specific decision or decisions, in which case those may be the only items on the agenda. In such cases, a general call for motions shall not be issued and the meeting shall be scheduled to take place within 75 days of receipt of the petition.

4.2.4

Notwithstanding 4.2.3, emergency motions moved from the floor during a Special General Meeting shall still be considered in accordance with Bylaw 4.3.3.

4.3

Motions at General Meetings:

4.3.1

Members shall be notified at least thirty (30) days in advance of any deadline to submit motions for consideration at a General Meeting of Members.

4.3.2

Motions shall be submitted by at least twenty (20) Party Members in good standing or a Unit representing at least twenty (20) Members.

4.3.3

Motions that are not submitted in advance and are moved from the floor of the meeting shall only be considered if they are of an emergency nature and shall require a 2/3 vote to be considered by the meeting.

4.3.4

Motions, including rationale and background information, submitted in advance, must be made available to Members of the Party who are eligible to vote at the General Meeting sixty (60) days in advance of the start of General Meeting.

4.3.5

In accordance with the Rules of Procedure of the Party, the text of motions, including amendments to the Constitution or Bylaws, may be changed at a General Meeting providing the original intent of the motion or amendment, as received by the Members with the notification of the General Meeting, is maintained.

4.4

Voting at General Meetings:

4.4.1

Votes cast by internet means shall be counted in real time. Votes shall be conducted by a process where the authenticity of the vote can be verified.

Bylaw 5 Selection of Candidates for Member of Parliament

5.1

Candidates shall be selected by the Party as follows:

5.1.1

Where there is an EDA, the electoral district shall select the candidate in accordance with the association's Bylaws.

5.1.2

Where no EDA exists, candidates will be selected in accordance with a process determined by Federal Council or by Bylaw.

5.1.3

Where there are no Party Members in an electoral district, selection of a candidate shall be by a General Meeting, Federal Council, a committee established by a General Meeting or Federal Council, or by a procedure mandated by a General Meeting or Federal Council.

5.2

The Party will provide rules for the selection of candidates for Member of Parliament.

Bylaw 6 Cabinet

6.1

The Leader shall appoint members to Cabinet or Shadow Cabinet, as the case may be, from among members of the Caucus or other members of the Party.

6.2

The Leader may replace members of the Cabinet or Shadow Cabinet as they see fit.

6.3

The Leader may appoint two Deputy Leaders.

6.4

The Shadow Cabinet shall be responsible for the following:

6.4.1

creating the election platform in keeping with membership-approved policies;

6.4.2

ensuring the members of the Party have the ability to influence the policies and platform of the party;

6.4.3

establishing written procedures for a grassroots policy development process and publishing these procedures on the public website of the Party;

6.4.4

maintaining an up to date compilation of the Party policies on the website of the Party.

Bylaw 7 Ombuds and Appeals Committee

7.1

The Ombuds and Appeals Committee shall be selected at a General Meeting of Members, and such selection shall have due regard and respect for gender and regional balance.

7.2

The Ombuds and Appeals Committee may fill its vacancies between General Meetings of Members.

7.3

The Ombuds and Appeals Committee shall be chaired by two co-Chairs, of different genders, that are selected by the committee.

7.4

The Ombuds and Appeals Committee is a committee of the Party membership, responsible to the membership at General Meetings.

7.5

The Ombuds and Appeals Committee shall:

7.5.1

Receive complaints from Members of the Party regarding decisions made by organized Units or Functionaries of the Party that affect their rights as members, or concerns regarding Party governance.

7.5.2

Decide whether or not to accept and deal with each complaint, and inform the complainant of the decision.

7.5.3

For accepted cases, issue reports with the committee's recommendations to all the parties involved.

7.5.4

Inform Federal Council regularly of its activities.

7.5.5

Maintain guidelines for conduct and operation of the Ombuds and Appeals Committee.

Bylaw 8 EDAs and Provincial Divisions

8.1

The EDA is the primary grassroots Unit of the Party through which Members exercise their rights.

8.2

Federal Council may grant recognition to one EDA per federal electoral district, and the following conditions shall apply:

8.2.1

Such recognition may be revoked subject to rules set out in the Bylaws.

8.2.2

EDAs shall comply with such accountability and transparency requirements as to their governance, financial management and reporting, as may be implemented by Federal Council or by Bylaw.

8.3

Provincial Divisions remaining will be replaced by associations corresponding to the regions outlined in Bylaw 3.

8.4

EDA procedures and requirements:

8.4.1

All officers of an EDA must be members in good standing of the Party.

8.4.2

EDAs must provide to the Party the names and contact information for the association's Chief Executive Officer and Financial Agent within 7 days of any change.

8.4.3

Funds held by an EDA that is deregistered are transferred to the Party and the Party will return the assets to the next duly elected board of the association whose recognition by Elections Canada has been renewed.

8.4.4

If an EDA ceases to exist for a period of three years the assets become the property of the Party.

8.4.5

An EDA must file with the Central Party a copy of its current constitution as certified by the association's Chief Executive Officer.

8.4.6

EDAs must:

8.4.6.1

Hold annual general meetings at least every 15 months, unless the Party grants an exception in the event a federal election is called, and

8.4.6.2

Meeting minutes of the EDA must be made available to EDA members and general meeting minutes of the EDA must be provided to the Central Party promptly.

8.4.7

EDAs must provide such financial information to the Party as Federal Council may require.

8.4.8

EDAs will adopt a basic constitution provided by the Party.

8.4.8.1

Upon approval by the Party this constitution may be amended by the EDA to adapt to the local situation.

8.4.9

The Party may deregister an EDA if:

8.4.9.1

The association's constitution is inconsistent with the Party's constitution.

8.4.9.2

The association does not share the purposes of the Party and does not govern itself in accordance with its constitution and the constitution of the Party.

8.4.9.3

The association has not filed with the Central Party a copy of its current constitution certified by the association's Chief Executive Officer.

8.4.9.4

The association does not meet the requirements of bylaw 11.4.

Bylaw 9 The Women's Caucus of the Green Party of

Canada 9.1

The purpose of the Women's Caucus is to encourage gender equality within the Party, to represent and promote the interests of women within the Party and to encourage the active participation of women at all levels of the Party.

9.2

Every member of the Party who is a woman and who meets any additional membership requirements (such as a membership fee) established in accordance with the Constitution of the Women's Caucus is entitled to become a member of the Women's Caucus.

9.3

The Women's Caucus is responsible to establish, where possible, in each electoral district, a women's club.

9.4

The Chair of Federal Council, in consultation with the Women's Caucus, is responsible to report to the Annual General Meeting of the Party with an assessment of the extent to which gender equality at all levels of the Party has been achieved.

Bylaw 10 Openness & Transparency

10.1

Unless it is contrary to applicable laws, members have a right to have access to the following information via easily accessible platforms:

10.1.1

Constitution and Bylaws;

10.1.2

Members' Code of Conduct;

10.1.3

Rules of Procedure;

10.1.4

Adopted Policy;

10.1.5

Election Platforms for the previous elections;

10.1.6

Minutes of previous General Meetings;

10.1.7

Bylaws of the Young Greens of Canada;

10.1.8

Agendas and minutes of open sessions of the Young Greens of Canada and its committees;

10.1.9

Agendas of open sessions of Federal Council at least five days prior to the meetings and agendas of its committees;

10.1.10

Agendas and minutes of open sessions of special meetings of Federal Council;

10.1.11

Minutes of open sessions of Federal Council and its committees within seven days of the meetings;

10.1.12

Recordings of open sessions of Federal Council and its committees;

10.1.13

Terms of reference and handbooks;

10.1.14

Federal Council motions and resolutions;

10.1.15

Quarterly financial statements published no later than sixty days after the end of the quarter;

10.1.16

Annual audited financial statements of the Party;

10.1.17

Annual and multi-year plans and budgets as well as progress reports;

10.1.18

Other organizational assessments and evaluations and related actions plans;

10.1.19

Decisions of the Ombuds and Appeals Committee.

10.2

Documents in **Bylaw 10.1** shall be forwarded by mail on request to members at cost.

10.3

Federal Council meetings shall be open to all members and shall only be allowed to hold a closed or in camera session if three quarters ($\frac{3}{4}$) of councillors present agree and if it is in compliance with the Federal Council Handbook.

10.4

Federal Council members have the right to inform Members about Federal Council deliberations, decisions and actions, except closed and in camera deliberations in compliance with bylaw 10.3 or if it is contrary to applicable laws.

10.5

Federal Council members shall be provided full access to all normative documents (e.g. processes, procedures, guidelines), plans, budgets and reporting produced by the Party or external parties regarding Party affairs.

10.6

Federal Council shall create or ensure the creation of a policy or policies regarding the proper handling of Conflict of Interest (COI) and Bias, and the policy or policies shall be applicable to Federal Council, Governance Committees, Shadow Cabinet, the Leadership Team and associated staff, functionaries, Party operational staff, national office volunteers, the Fund, EDAs, election candidates and General Meetings. The policy should include the definition, identification, and handling of COI and Bias in order to prevent harmful decisions and actions.

10.7

Federal Councillors will receive annual training on the Transparency and Confidentiality policy.

10.8

Federal Council will submit a report on the GPC's compliance to each operative clause of Bylaw 10 at Annual General Meetings.

Bylaw 11 Financial Procedures

11.1

Agency: In strict compliance with the *Canada Elections Act*, Federal Council or a General Meeting may:

11.1.1

appoint a person to be a registered agent of the Party, to issue tax receipts and maintain books for any recognized Unit, and

11.1.2

revoke the agency and dismiss the registered agent from office.

11.2

Fundraising: Units may conduct legal fundraising activities.

11.3

Borrowing: Only a General Meeting or Federal Council may authorize borrowing by the Party or any Unit thereof, on behalf of the Party.

11.4

Revenue Sharing: Revenue sharing payments to any Unit of the Party may be forfeited for the current quarter and any following quarters until the Unit becomes compliant if:

11.4.1

Officers of the Unit are not members in good standing.

11.4.2

The Unit has not filed a copy of its constitution with the Central Party.

11.4.3

The Unit does not hold an annual general meeting at least every 15 months.

11.4.4

The Unit does not provide for the election of officers at annual general meetings.

11.4.5

The Unit does not provide for full financial disclosure in accordance with generally accepted accounting principles.

11.4.6

The Unit does not provide such financial information to the Party as Federal Council may require.

11.4.7

The Unit fails to make any of the filings required by, or has not complied fully with, the Canada Elections Act.

11.4.8

The Chief Executive Officer, Financial Agent, or equivalent, of the Unit do not respond to any form of communication from the Party for at least two months.

11.4.9

The Unit does not comply with any other requirements as may be implemented by Federal Council.

11.5

Sovereignty: No Unit has rights to funds raised by another Unit except insofar as Federal Council or a General Meeting may levy fees from Units with registered agents to cover the costs of Party registration, annual audits or other essential activities.

11.6

Protection / Indemnity: When acting honestly, in good faith, and exercising due diligence and within the scope of their authority under the Party's Constitution, Bylaws, and other duly passed Party rules, no lawfully sitting Unit member, volunteer, employee, officer, director, member of any committee established by the Party, Functionary, or any other person duly acting in any approved capacity on behalf of the Party shall be liable for any debts, actions, claims, demands, liabilities or commitments of any kind of the Party howsoever incurred. The Party shall indemnify and hold harmless each such person against any such debt, action, claim, demand, liability or commitment whatsoever.

12.1

The Global Greens International Secretariat is responsible for maintaining connections with the Global Greens, Global Young Greens and Federation of the Green Parties of the Americas. The secretariat will participate in Global Congresses and General Assemblies whenever possible, assist the Party in communications with Green Parties around the world, and report on the affairs of other Green Parties to Federal Council as requested.

12.2

The Global Greens International Secretariat shall be appointed by the Executive Council.

Bylaw 13 Conduct and Discipline

13.1

Scope

13.1.1

This bylaw applies to any event, activity, workplace, and spaces both physical and digital in which the Party is an organizer, sponsor, or employer, and to guests and volunteers of the Party.

13.1.2

This bylaw applies to any representative of the Party, including but not limited to:

13.1.2.1

Members

13.1.2.2

Volunteers

13.1.2.3

Members of any committee of the Party

13.1.3

This bylaw applies at every level of the organization, including but not limited to:

13.1.3.1

Regional or Provincial Organizations and Alliances

13.1.3.2

Campaigns and Campaign Teams

13.1.3.3

Committees of the Party

13.1.4

This bylaw covers disciplinary and remedial action related to:

13.1.4.1

The Party's Constitution

13.1.4.2
The Party's Bylaws

13.1.4.3
The Party's Code of Conduct

13.1.4.4
Harassment and Discrimination

13.2
The Conduct Committee

13.2.1 The Conduct Committee shall be responsible for enforcing and carrying out this bylaw.

13.2.2 Members of the Committee:

13.2.2.1 Members shall be appointed by Federal Council except:

13.2.2.1.1 A position on the Conduct Committee which shall be reserved for a person whose appointment is recommended by the Safe Spaces Committee;

13.2.2.2 Federal Councillors shall not make up more than one third (33%) of the membership of the committee;

13.2.3 The members of the Committee shall elect from among themselves a Chair.

13.2.4 The Conduct Committee shall be responsible for the collection of reports as specified in this bylaw.

13.2.5 The Conduct Committee is empowered by this bylaw to investigate complaints.

13.2.5.1 The Committee or a member of the Committee shall conduct the investigation; or the committee may delegate this responsibility to a member of the Party or qualified professional they deem to have appropriate skills and expertise.

13.2.6 In the course of its duties the Committee may :

13.2.6.1 Request cooperation of any official in the Party;

13.2.6.2 Institute temporary measures for the duration of the investigation including:

13.2.6.2.1 Requiring a Respondent to have no contact with a Complainant or witnesses involved in the investigation;

13.2.6.2.2 Prohibit participation in events, meetings, campaigns, or digital forums;

13.2.6.3 Request contact details of any person covered by this bylaw.

13.2.7 Disciplinary action may be taken against anyone who victimizes or retaliates against a Complainant or a Respondent. Likewise, disciplinary action may be taken against a Complainant who makes false claims of discrimination or harassment under this bylaw.

13.2.8 Managers, supervisors, and others in leadership positions (such as members of the Federal Council, directors of the GPC Fund, or executives in Electoral District Associations) who fail to respond to a complaint or to impose penalties duly determined by this bylaw may be subject to disciplinary action.

13.2.9 Failure to cooperate with the Committee in an investigation may be considered an actionable offense under these bylaws.

13.3 Recognizing the therapeutic role of providing contemporaneous documentation of events and to provide evidentiary value in the future for Complainants, this bylaw offers the option of depositing a record.

13.3.1 A person (Reporter) may deposit a written personal account of their alleged experience of harassment or discrimination.

13.3.2 A person (Reporter) may also deposit an account of events they witness of harassment, discrimination, or other member misconduct.

13.3.3 All information recorded under this bylaw shall be kept secure and confidential.

13.3.4 No action shall be taken on these reports unless a complaint is initiated by the Reporter within which the record has evidentiary value.

13.3.5 A Reporter may withdraw a deposited record unless and until it is included or referred to in a complaint initiated by the Reporter.

13.3.6 Records deposited shall be destroyed according to the schedule of records retention observed by the Party and in compliance with all laws and regulations to which the Party may be subject.

13.4 Complaints

13.4.1 Any person who considers they have experienced or witnessed an incident or course of incidents of discrimination, harassment, or other misconduct within this bylaw's scope may make a complaint.

13.4.2 In a complaint, the Complainant and the Respondent shall both have the option of engaging personal support and/or legal representation through the complaint process at their own expense.

13.4.3 The Complainant has the right to discontinue a complaint at any stage of the process without repercussions except any that may arise under Bylaw 13.2.

13.4.4 The Respondent has the right to respond fully to any allegations made in a complaint.

13.4.5 Complaints and responses will be considered confidential to the degree possible; information shall only be conveyed to others where doing so is necessary to the process, to carry out any other step as requested by the Complainant, or to ensure the safety of others.

13.4.6 There shall be no presumption of guilt and no determination made in relation to any complaint until an investigation has been completed.

13.4.7 All complaints will be dealt with according to the principles of natural justice, which obliges those making decisions to be free of bias in the matter in which they are deciding and requires a fair hearing in which both Respondent and Complainant have the right to be heard and to have equal and fair access to the process.

13.5 Making a Complaint

13.5.1 To initiate the complaint process, the Complainant should contact:

13.5.1.1 The Chair of the Conduct Committee;

13.5.1.2 The Executive Director of the Party or any member of Federal Council should any member of the Committee be implicated in the complaint in any way;

13.5.2 The Complainant will submit, orally, in writing, or through an intermediary:

13.5.2.1 a statement of complaint which includes details of any relevant actions or events, including dates, times, and places;

13.5.2.2 the names of potential witnesses;

13.5.2.3 the impact of the actions and events on them.

13.5.2.4 supporting documentation

13.5.3 The Respondent will be informed that a complaint has been made, will be given the statement of complaint and will be referred to this bylaw.

13.5.4 Both the Complainant and the Respondent will be given an explanation of the processes used to address complaints under this bylaw.

13.5.5 Both the Complainant and Respondent will be advised of their right to seek support services at their own cost.

13.5.6 The Respondent will have opportunity to respond, orally, in writing, or through an intermediary, to the allegations made and this response will be made available to the Complainant.

13.5.7 The Complainant will meet with representatives of the Conduct Committee to confirm that they wish to persist in the complaint and, if so, that they wish to pursue an informal or a formal resolution to the complaint.

13.6 Decision to Start a Complaint

13.6.1 The Chair of the Committee shall determine if a complaint is within the jurisdiction of the Committee and if the complaint is an actionable offense.

13.6.2 Should the Respondent not be a member of the Party nor hold any title, function, or role within the Party, the Chair of the Committee has the authority to prohibit the Respondent from participation in any Party event, activity, or space both physical or digital and bypass a formal or informal resolution process.

13.7 Investigation of a Complaint

13.7.1 The investigation of all complaints shall be impartial, timely, fair, and address all relevant issues.

13.7.2 The investigation shall, whenever possible, be completed within 45 days of its beginning.

13.7.2.1 An investigation shall be considered started when an investigator or investigators have been appointed.

13.7.3 Notwithstanding 13.7.2:

13.7.3.1 The time frame may be extended with the agreement of the Complainant and Respondent, or if justifiable circumstances prevent the full process being satisfactorily completed within the time frame.

13.7.3.2 If the time frame is extended, the Complainant and Respondent shall be informed of the revised time frame and the reasons for the extension.

13.7.4 In the event that there is a substantive agreement between the Complainant and the Respondent and a willingness by the Complainant to proceed to an informal resolution as defined by this bylaw, the investigation may be concluded.

13.7.5 Should the Complainant be unwilling to pursue an informal resolution, the investigation may continue after the response and may include:

13.7.5.1 Interviews with the Complainant(s), Respondent(s), and relevant witnesses suggested by the Complainant or Respondent(s);

13.7.5.2 Gathering of documents relevant to the complaint.

13.7.6 As part of any investigation:

13.7.6.1 Both the Complainant and the Respondent will be given an explanation of the processes used to address complaints under this policy.

13.7.6.2 The investigator(s) may conduct interviews with parties involved, including the Complainant, the Respondent, and witnesses.

13.7.6.3 Such interviews will take place with each party separately. Each party asked to participate in an investigation (including witnesses) is entitled to have a support person present if desired.

13.7.6.4 The investigator(s) will comprehensively and accurately document all information obtained during the interviews, including the parties involved, timing, location, and nature of conduct reported or witnessed.

13.7.6.5 The investigator(s) will also document details about the interview such as the time, nature, and parties present.

13.7.6.6 If the investigator(s) considers it appropriate for the safe and efficient conduct of an investigation, then workplace participants, party members, or volunteers may be removed from their duties or provided with alternative duties.

13.7.6.7 The investigator(s) or Chair of the Committee may order Respondents to have no contact with a Complainant.

13.7.6.8 An investigation can be considered complete when it has collected sufficient evidence on which to base a conclusion, or when the committee determines that such evidence does not exist.

13.7.6.9 The findings of the investigation will be reported to the Conduct Committee.

13.7.6.10 The Conduct Committee's conclusion as to whether violation of conduct has occurred will be based on the evidence and on the balance of probabilities.

13.7.7 The investigator(s) will prepare a report for the Conduct Committee summarizing the allegations, the steps taken during the investigation, and the evidence gathered. The report may make findings of fact and recommendations for further action.

13.8 Informal Resolution Process

13.8.1 It is up to the Complainant to determine whether or not they wish to pursue an informal resolution. The Respondent has no rights under this bylaw to insist upon an informal resolution.

13.8.2 An informal resolution has been achieved when:

13.8.2.1 A common understanding of the factual circumstances surrounding the complaint has been established; and at least one of the following obtains:

13.8.2.1.1 The Respondent has taken responsibility for the offending behaviour and a behaviour management plan has been established to prevent further offending behaviour to the satisfaction of the Conduct Committee; and/or

13.8.2.1.2 The Respondent has undertaken any additional measures agreed to in the process (e.g., education, training, or restorative action); and/or

13.8.2.1.3 An apology has been given by the Respondent; and/or

13.8.2.1.4 The Complainant is satisfied that their complaint has been resolved.

13.8.2.1.5 The Complainant withdraws their complaint.

13.8.3 To achieve an informal resolution, the Conduct Committee may appoint a mediator. The mediator must be familiar with this bylaw, have no conflict of interest, and be agreeable to both parties. If both parties and the Conduct Committee cannot agree on a mediator after reasonable efforts have been made, the matter will proceed to the formal resolution process, at which time the informal process will end.

13.8.4 The mediator will be provided with the statements of both Complainant(s) and Respondent(s) and any supporting documentation submitted by either.

13.8.5 Any communication between the Complainant and the Respondent proposed by the mediator must be approved by the Complainant.

13.8.6 The Complainant may at any time ask that the matter proceed to a formal resolution, at which time the informal process will end.

13.8.7 The mediator will make a report to the Conduct Committee of the terms of resolution (if reached) to which the Complainant and Respondent have agreed.

13.8.8 Resolutions arrived at through informal resolution are not findings of guilt. The terms of resolution are not subject to appeal. If new evidence is brought by either the Complainant or the Respondent, a new complaint may be initiated.

13.9 Formal Resolution Process

13.9.1 A Complainant may choose to pursue a formal resolution to their complaint.

13.9.2 A formal resolution to a complaint includes:

13.9.2.1 An investigation which secures sufficient evidence so as to enable a finding of fact as to whether the alleged behaviour occurred on the balance of probabilities; and

13.9.2.2 A determination regarding whether the behaviour constitutes misconduct; and

13.9.2.3 A recommendation of disciplinary or other action to the Chair of Federal Council; and

13.9.2.4 A comprehensive report which includes all evidence leading to the conclusions, a description of the process, and any recommendations, delivered by the Conduct Committee to the Federal Council.

13.10 Disciplinary Action

13.10.1 Possible outcomes of the investigation may include but are not limited to:

13.10.1.1 Disciplinary action against the Respondent, including but not limited to:

13.10.1.1.1 Suspension of volunteer duties and/or membership rights;

13.10.1.1.2 Revocation of candidacy for election or for Party office;

13.10.1.1.3 Exclusion from participation in any events, activities, or spaces, both physical and digital, in which the Party has jurisdiction;

13.10.1.1.4 Probation;

13.10.1.1.5 Expulsion from the Party

13.10.2 A formal apology and undertaking that the behaviour will cease;

13.10.3 Conciliation or mediation conducted by an impartial third party where the parties to the complaint agree to a mutually acceptable resolution; and

13.10.4 Restrictions on a member volunteering or working on a campaign or attending meetings or social events for a defined period.

Bylaw 14 Bilingualism

14.1

The Party shall endeavor to reflect Canada's diversity in its governance, strategic decision-making, operations and deployment of human and financial resources.

14.2

Official written Party communications with all members, the media and the general public shall be of the same standard in both official languages.

14.3

The Party shall provide Provincial and Territorial Organizations, Regional Associations and EDAs with the ability to reach their respective members according to their language of choice.

14.4

Services and support for members, EDAs, Regional Associations and Provincial/Territorial Organizations shall be offered by the Central Office in both official languages.

14.5

The working languages of the Party are English and French, and the Party shall endeavor to reflect Canada's two official linguistic communities in its hiring of personnel.

ANNEX B - Green Party of Canada Candidate Nomination Procedures

Approved by the Federal Council on December, 21st 2022.

1. Preamble

- 1.1. The GPC Candidate Nomination Procedures were developed in accordance with the core Green values of *Participatory Democracy* and *Respect for Diversity*. They are intended to ensure that these values are reflected through democratic and equitable nomination contests as well as representation by candidates who reflect the diversity of Canada.

2. Definitions and Abbreviations

- 2.1. The definitions in this section apply in these Procedures.
 - 2.1.1. “Act” means the *Canada Elections Act*. The Act is the law that governs the conduct of federal elections in Canada.
 - 2.1.2. “Candidate” means a person who is selected to represent the Green Party of Canada to seek election as a member of the House of Commons for an Electoral District in an election.
 - 2.1.3. “Chief Executive Officer”, or “CEO”, means a person appointed or elected by the members of an Electoral District Association (EDA) to that position and who is responsible for managing the day -to-day activities of the EDA. This includes, but is not limited to, planning the EDA's election readiness activities, recruiting candidates for an election and ensuring that EDA business is conducted fairly and in accordance with both Elections Canada rules and the GPC Constitution.
 - 2.1.4. “EDA Executive” means the persons appointed or elected by members to positions in the governing body of an EDA.
 - 2.1.5. “Election” means a federal general election or by-election to

elect a member or members to the House of Commons.

- 2.1.6. “Electoral District” means a place or territorial area that is entitled to elect a member to serve in the House of Commons.
- 2.1.7. “Electoral District Association” or “EDA” means an association registered by Elections Canada in a federal electoral district.
- 2.1.8. “Eligible voting member” means a person who meets the requirements of the Green Party of Canada Constitution and Bylaws entitling the person to vote at a meeting.
- 2.1.9. “Nomination Contestant or Candidate from a historically marginalized community” means someone who identifies as belonging to a group that experiences significant disadvantage and discrimination due to systems of oppression. For the purposes of these procedures, historically marginalized communities include women, Indigenous peoples, persons with disabilities, racialized persons, LGBTQIA2S+ -identifying individuals, and youth (under 30).
- 2.1.10. “Executive Council” is described in GPC Bylaw 2.6, and consists of the President, the Leader, the Vice President English, the Vice President French, and the Fund Representative as voting members and the Executive Director as a non-voting member.
- 2.1.11. “Federal Council” means the Council as described in Article 9 of the Green Party of Canada Constitution.
- 2.1.12. “Federal Election Appeal Committee” is the committee whose mandate is to process appeals regarding the application of the Candidate Nomination Procedures.
- 2.1.13. “Give notice” means to inform by postal mail, telephone, electronic mail or fax.
- 2.1.14. “GPC” means the Green Party of Canada.
- 2.1.15. “GPC Constitution & Bylaws” means the constitution and bylaws adopted by the Green Party of Canada.
- 2.1.16. “GPC National Office” means the operational branch of the Green Party of Canada. The Executive Director is responsible for the operations of the GPC National Office.
- 2.1.17. “Leader” means the Leader of the GPC.
- 2.1.18. “Nomination Contest” means a competition for the selection of

a person to be proposed to the GPC for endorsement as Candidate in an Electoral District.

- 2.1.19. "Nomination Contestant" has the meaning set out in the *Canada Elections Act*, and includes any person who has been approved by the GPC to be a contestant in a Nomination Contest.
- 2.1.20. "Nomination Contestant Applicant" means any person who has submitted a completed Nomination Contestant Application Form, and any other documentation the GPC may require, by the deadlines established in these procedures.
- 2.1.21. "Nomination Meeting" means a meeting of members of an Electoral District Association called for the purpose of selecting, with or without competition, a GPC Candidate for that Electoral District for an election.
- 2.1.22. "The Party" means the Green Party of Canada.
- 2.1.23. "Preferential Ballot" means a ballot in which voters rank a list of candidates in order of preference.
- 2.1.24. "Procedures" means these Nomination Procedures for the selection of Candidates for the GPC, including the forms attached hereto, which have been adopted by Federal Council.

3. Powers and Administration

- 3.1. For the purposes of these Procedures, the Candidate for an Electoral District shall be the qualified Nomination Contestant who is acclaimed or chosen from the Nomination Contestants for that Electoral District by a vote of eligible voting members of the EDA at a Nomination Meeting held in accordance with these Procedures.
- 3.2. These Procedures for candidate nominations were adopted by Federal Council pursuant to GPC Bylaw 5, and supersede all other rules affecting the selection of a candidate for the Green Party of Canada.
- 3.3. Federal Council may alter, abridge or suspend any of these rules as it sees fit.
- 3.4. The Leader may authorize one or more designates to exercise powers or perform duties of the Leader under these procedures.

3.5. The Executive Council may authorize one or more designates, such as

the Election Readiness Committee, to exercise powers or perform duties of the Executive Council under these procedures.

4. Impartiality of Party Representatives

- 4.1. The Party will take all reasonable precautions to avoid favouring or appearing to favour any particular Nomination Contestant(s) during a candidate nomination process.
- 4.2. Where any support service is provided by the Party to any Nomination Contestant Applicant or Nomination Contestant, the same service must be offered to all Nomination Contestant Applicants and Nomination Contestants.
- 4.3. No individual is permitted to utilize any resources or information to which they have access by virtue of their official position in the Party, or in a Unit thereof, in support of or opposition to a Nomination Contestant Applicant or Nomination Contestant.
- 4.4. GPC staff and contractors, members of Federal Council, members of the Fund Board, and members of EDA Executives must act impartially regarding candidate nominations and must not use their position or access to Party resources to influence members by supporting or opposing any particular Nomination Contestant Applicant, Nomination Contestant or any person who has publicly announced their interest in becoming a Nomination Contestant.
- 4.5. In order to campaign effectively for nomination, persons listed in 4.4 are not required to act impartially with regard to candidate nominations in an Electoral District where they are seeking nomination. They are, however, prohibited from participating in discussions and decisions regarding nominations in that Electoral District.

5. Nomination Contest Timeline

- 5.1. The required timeline for the nomination of Candidates is as follows:
 - 5.1.1. The candidate selection process in any Electoral District will begin when the Executive Council or Federal Council declares nominations are open.
 - 5.1.2. The GPC National Office will send a notice to all members

that nominations are open. The EDA may wish to send its own communication to their members that applications will be accepted by the GPC National Office during this time.

- 5.1.3. GPC National Office will process applications as soon as they are received and will notify Nomination Contestant Applicants and the CEO of approved Nomination Contestants.
- 5.1.4. An EDA must apply to close nominations in their riding via the *Request to Close Nominations Form*, available on the GPC website.
- 5.1.5. The Executive Council or its designate will evaluate and approve or deny EDA requests to close nominations.
 - 5.1.5.1. The Executive Council or its designate will not consider requests to close nominations in instances where fewer than 14 days have elapsed since members received notice of candidate nominations opening.
 - 5.1.5.2. The Executive Council or its designate may decide to not close nominations if there is only one Nominated Applicant and it believes that it would be possible and in the interests of the GPC to find more Nomination Contestants.
- 5.1.6. Once the close of nominations is approved, the EDA must give notice, or request that the GPC National Office give notice, to all members of the EDA that nominations will close a minimum of seven days after the notice.
- 5.1.7. The EDA will set the time and date for the Nomination Meeting and notify members of this information, giving them at least seven days' notice of the Nomination Meeting.
- 5.1.8. In the event that an EDA has conducted a candidate recruitment effort that results in only one Contestant being approved to seek the nomination, and the closure of nominations has been approved, the approved Contestant may be acclaimed via unanimous vote of the EDA Executive. In such cases, the EDA is not required to hold a Nomination Meeting.

6. Nomination Contestant Applications

- 6.1. To qualify to be a Nomination Contestant, an individual shall:
 - 6.1.1. Have been a member in good standing of the Green Party of Canada for at least three months prior to the submission of their application, unless waived by the Executive Council or its designate;
 - 6.1.2. Have fully and truthfully completed the Nomination Contestant Application Form available on the GPC website, and any other documentation the GPC may require;
 - 6.1.3. Have been vetted to the satisfaction of the Executive Council or its designate, including but not necessarily limited to social media vetting and criminal record check;
 - 6.1.4. Be eligible for election to the House of Commons pursuant to all applicable provisions of the *Canada Elections Act*; and
 - 6.1.5. Have discharged all debts owed to the GPC.
- 6.2. Based on the requirements listed in section 6.1, the Executive Council or its designate will approve or deny each prospective Nomination Contestant.
 - 6.2.1. A Nomination Contestant Applicant is entitled to details regarding a decision to deny an application. Such a decision can be appealed to the Federal Election Appeal Committee within 48 hours.
 - 6.2.2. Approval of a Nomination Contestant may be revoked at the Executive Council or its designate's discretion, based on information pertaining to the Nomination Contestant received subsequent to initial approval. Such a decision can be appealed to the Federal Election Appeal Committee within 48 hours.
- 6.3. Prior to approval as a Nomination Contestant, an individual must not:
 - 6.3.1. Incur any Nomination Contest campaign expenses;
 - 6.3.2. Accept donations for the purpose of a Nomination Contest campaign; or
 - 6.3.3. Claim to be an approved Nomination Contestant or approved Candidate.

7. Nomination Contest Period

- 7.1. The EDA or the GPC National Office shall provide a list of members to each Nomination Contestant within 24 hours of the Nomination Contestant's approval.
 - 7.1.1. This list may be used by each Nomination Contestant and their designate(s) solely for the purposes of:
 - 7.1.1.1. contacting eligible voting members to seek support for the Nomination Contestant; and
 - 7.1.1.2. evaluating and contesting the accuracy of membership numbers.
- 7.2. Nomination Contestants, once approved, may incur expenses and receive donations for their nomination contest campaign. These expenses must not exceed the spending limit of \$5,000.
- 7.3. Nomination Contestants shall comply with the financial reporting requirements of the *Canada Elections Act*.
- 7.4. EDA Executive members must not provide EDA resources, including privileged information regarding the Nomination Contest, to any Nomination Contestant during the Nomination Contest unless such resources are equally and simultaneously shared with all Nomination Contestants.
- 7.5. EDA Executive members are not permitted to volunteer on or publicly support the Nomination Contest campaign of any Nomination Contestant.
- 7.6. Within 48 hours of the announcement to members of the time and date for the Nomination Meeting, the EDA or the GPC National Office shall provide each Nomination Contestant with the final list of members eligible to vote at the Nomination Meeting. The members' list provided to Nomination Contestants will include names, addresses, membership status and phone numbers where available.

8. Nomination Meeting Officials

- 8.1. The GPC expects all Nomination Meetings to follow a fair and democratic process, and each shall include, at a minimum, the following:
 - 8.1.1. Appointment by the EDA of a Meeting Chair and a Returning

Officer, both of whom will refrain from any partisan activity on behalf of any Nomination Contestant.

- 8.1.1.1. The Returning Officer may appoint deputies and such other officials necessary for the conduct of the voting process, who shall refrain from partisan activity on behalf of any Nomination Contestant.
- 8.1.1.2. The Returning Officer shall adjudicate any dispute regarding the conduct of the nomination contest, including the counting of ballots.
- 8.1.2. Each Nomination Contestant may appoint a number of representatives to be present at the taking of the vote and the counting of the ballots. During voting and counting of ballots, each Nomination Contestant is entitled to:
 - 8.1.2.1. one chief representative;
 - 8.1.2.2. one representative for each voting/credentials verification station;
 - 8.1.2.3. one representative for each ballot counting station; and
 - 8.1.2.4. one representative to monitor the ballot box.
- 8.1.3. The chief representative of a Nomination Contestant at a Nomination Meeting shall be named in writing or in an email by the Nomination Contestant to the Returning Officer, and such individual shall have full authority to:
 - 8.1.3.1. speak on behalf of the Nomination Contestant; and
 - 8.1.3.2. to bind the Nomination Contestant to any agreement they might be called upon to make on the Nomination Contestant's behalf, during the voting and counting processes.

9. Conduct of Nomination Contest Meetings

- 9.1. All Meetings shall have the following parts, and may include additional parts:
 - 9.1.1. Call to order by a member of the Executive of the EDA;
 - 9.1.2. Introduction of the Meeting Chair, and of the Returning Officer;
 - 9.1.3. Description by the Meeting Chair of the process to be followed at

the Meeting, including:

- 9.1.3.1. Time limits on speeches by Nomination Contestants;
- 9.1.3.2. Restrictions on campaigning and campaign materials in the voting area; and
- 9.1.3.3. The voting procedures and time for voting;
- 9.1.4. Speeches by Nomination Contestants;
- 9.1.5. Voting;
- 9.1.6. Announcement of the successful Candidate by the Meeting Chair, which shall include:
 - 9.1.6.1. The number of ballots cast;
 - 9.1.6.2. The number of ballots ruled invalid;
 - 9.1.6.3. The number of tallies; and
 - 9.1.6.4. The name of the successful Nomination Contestant, without disclosing the number of votes received by any Nomination Contestant;
- 9.1.7. Remarks by the successful Candidate; and
- 9.1.8. Adjournment.
- 9.2. No business other than the selection of a Candidate shall be conducted at the Nomination Meeting until after the vote for the Candidate has been held.

10. Voting at Nomination Meetings

- 10.1. Every member of the Party has the right to attend a Nomination Meeting and has the right to vote at that meeting if the member:
 - 10.1.1. Is present at the meeting;
 - 10.1.2. Has been a member of the Party for at least 30 days including the day of the Nomination Meeting.
 - 10.1.3. Is ordinarily a resident of the Electoral District.
- 10.2. In order to be granted a ballot, a person claiming to be an eligible voting member shall be required to produce satisfactory proof of identity, including place of ordinary residence, unless all Nomination Contestants agree that this is not necessary.
- 10.3. The vote of eligible voting members to choose a Candidate for an Electoral District shall be conducted by one ballot only, the template of

which shall be provided by the GPC, and which shall be a secret preferential ballot.

- 10.4. A pre-printed ballot shall be used, containing the names of the Nomination Contestants in alphabetical order by surname. NOTA (None of the Above) may be included as the last entry on the ballot at the discretion of the EDA Executive.
- 10.5. The ballots in the election shall be counted under the direction of the Returning Officer.
- 10.6. Preferential ballots shall be counted in accordance with the following process:
 - 10.6.1. Each ballot cast, on the initial tally, shall be counted in favour of the Nomination Contestant opposite whose name the voter has indicated a first-choice preference or a vote;
 - 10.6.2. Prior to conducting each further tally as may be required in order to declare a Nomination Contestant elected as the Candidate, the Returning Officer shall declare that the Nomination Contestant who received the fewest votes on the previous tally is eliminated;
 - 10.6.3. The Returning Officer shall re-assign each vote received by a Nomination Contestant who has been declared eliminated to the remaining Nomination Contestant whose name appears on the ballot as the voter's highest remaining preference;
 - 10.6.4. The Returning Officer shall conduct the appropriate calculations, and shall require such further tallies in accordance with these rules as may be necessary until a Candidate is declared elected by virtue of having received a majority of more than 50 per cent of the valid votes counted in that tally;
 - 10.6.5. Where a vote tally gives rise to a tie vote among two or more Nomination Contestants, the Returning Officer shall toss a coin or use a system of drawing names from a receptacle to determine who will remain on the ballot; and
 - 10.6.6. Where a vote tally gives rise to a tie between the final two

Nomination Contestants, the Returning Officer shall order a new round of voting to take place between the final two Nomination Contestants. If this round of voting gives rise to a tie, the Returning Officer will toss a coin to determine who will be declared elected as the Candidate.

- 10.7. Proxy voting is not permitted.
- 10.8. If the EDA decides so, the selection of the Candidate may:
 - 10.8.1. Take place at Nomination Meetings held at two or more times and locations, the first of which is the “First Nomination Meeting”;
 - 10.8.2. Include an online voting option and casting a vote by phone with the Returning Officer;
 - 10.8.3. Use the Virtual Nomination Election Procedures.

11. Results of Nomination Meetings

- 11.1. The EDA shall submit the name of the nominated Candidate to the GPC via support@greenparty.ca immediately upon completion of the Nomination Meeting.
- 11.2. The EDA shall submit the form *General Form – Nomination Contest (EC 20188)* within 30 days of the Nomination Meeting, in accordance with section 476.1 of the *Canada Elections Act*.
- 11.3. If the Nomination Meeting fails to nominate a Candidate, the EDA shall apply to the Executive Council or its designate for consent to call another Nomination Meeting, and to determine the timeline within which to proceed.
- 11.4. The EDA shall provide organizational and financial support to the Candidate, where possible.
- 11.5. The GPC is not responsible for any debts accrued by Nomination Contestants or Candidates; these debts remain at all times the sole responsibility of the individual Nomination Contestant or Candidate respectively.

12. Electoral Districts without Electoral District Associations

- 12.1. In the event that one Nomination Contestant Applicant from an historically marginalized community has been approved, that member

shall be automatically acclaimed as the Candidate.

- 12.2. In the event that there are more than one approved Nomination Contestant Applicant from an historically marginalized community, and the Executive Council or its designate has approved the closure of nominations, candidate selection shall be conducted by a Nomination Meeting or a Virtual Nomination Election (Virtual Nomination Meeting combined with Email Voting) amongst eligible voting members residing in that riding.
- 12.3. In the event that only one Nomination Contestant Applicant is approved, none of whom from an historically marginalized community, and the Executive Council or its designate has approved the closure of nominations, that Nomination Contestant may be acclaimed as the Candidate and no meeting is required.
- 12.4. In the event that there are more than one approved Nomination Contestant Applicant, none of whom from an historically marginalized community, and the Executive Council or its designate has approved the closure of nominations, candidate selection may be conducted by a Nomination Meeting or through an online vote.

13. Federal Election Appeal Committee

- 13.1. The Federal Election Appeal Committee (FEAC) is authorized by Federal Council to receive, consider and decide on the appeal by a Nomination Contestant Applicant whose application has been denied, a Nomination Contestant whose application has been revoked, or a Candidate whose endorsement has been revoked.
- 13.2. A Nomination Contestant Applicant, a Nomination Contestant and a Candidate may appeal the decision to deny or revoke their application, or revoke their endorsement within 48 hours of being notified. The FEAC will make and announce its decision within 7 days of receiving an appeal. All decisions of the FEAC are final.
- 13.3. The FEAC are comprised of three members, appointed by Federal Council, who collectively provide:
 - 13.3.1. English-French bilingualism (at least one member must be fluently bilingual);

13.3.2. familiarity with Election Canada rules.

- 13.4. Members of the FEAC may not be simultaneously members of the Executive Council or its designate in regards to the application of candidate nomination procedures.
- 13.5. All three members of the FEAC shall be required for quorum.
- 13.6. If members of the FEAC are unable to reach consensus, decisions shall be by majority vote.

14. Sanctions

- 14.1. Pursuant to the *Canada Elections Act*, the Executive Council or its designate may, on behalf of the GPC, choose not to endorse, or to revoke the endorsement of any qualified Candidate, based on new information received pertaining to the Candidate. Such a decision can be appealed to the Federal Election Appeal Committee within 48 hours;
- 14.2. Should the Executive Council or its designate choose not to endorse, or to revoke the endorsement of, any qualified Nomination Contestant or Candidate, the Nomination Contestant or Candidate shall take all necessary steps to withdraw as a Nomination Contestant or Candidate of the GPC, and cease to represent themselves as such within 24 hours of delivery of notice.
- 14.3. If a Nomination Contestant, Candidate, or EDA Executive member fails to comply with the *Canada Elections Act* or these Procedures, other sanctions may be imposed, such as a membership suspension or revocation.
- 14.4. Should disputes arise involving EDA executives, prospective or approved Nomination Contestants, Candidates, and/or members of campaign teams, efforts should first be made to resolve them amongst themselves. If this fails, the matter can be referred to the Executive Council or its designate for assistance.

15. Electoral Urgency

- 15.1. If the Executive Council determines that a situation of electoral urgency exists in Canada or in any Electoral District, it shall provide notice to the effect that such a state of electoral urgency exists. At minimum, such

notice shall be provided to the Leader, the President, the Executive Director and to the EDA executives and members in good standing of all affected ridings.

- 15.2. If a federal general election or a federal by-election appears imminent, the Executive Council or its designate or EDAs may call a Nomination Meeting with 48 hours' notice. As may be deemed necessary, other time limits may be abridged and/or procedures altered, provided that any changes shall promptly be communicated to any affected EDA and to any potential Nomination Contestant (of whom the Party has knowledge) who may be affected.

Appendix: GPC Virtual Nomination Election Procedures

All Virtual Nomination Elections must be held in accordance with the following requirements:

1. Definitions

- 1.1. "Returning Officer" means the individual appointed who is responsible for conducting the nomination contest in a fair and equitable manner.
- 1.2. "Email voting" means voting conducted via the GPC provided Simply Voting system, and does not include any other mechanism for voting.

2. General

- 2.1. A Virtual Nomination Election must include two components: a Virtual Nomination Meeting and an Email Voting Period.
- 2.2. The Party will provide the support required for conducting the Email Voting Period. Email voting will be conducted using the GPC Simply Voting system.
- 2.3. Prior to giving notice to members of a Virtual Nomination Election, the EDA must provide the Party with the following:
 - 2.3.1. Date, time and connection information for the Virtual Nomination Meeting; and
 - 2.3.2. Name, phone number and email address of the person appointed as the Returning Officer for the Virtual Nomination Election.

3. Notice

- 3.1. All members of the EDA must be provided a minimum of 7 days notice of the scheduled Virtual Nomination Election.
 - 3.1.1. Notice must be sent via GVote bulk email to all members who are contactable via email.
 - 3.1.2. Notice must be provided via GVote phone canvass to all current members who cannot be contacted by email but are contactable via phone.
 - 3.1.3. Notice of the Virtual Nomination Election, whether communicated via email or phone, must include:

- 3.1.3.1. clear language indicating that the Nomination Meeting will be conducted online, as a Virtual Nomination Election, and that each member must provide an active email address to the EDA in order to participate in email voting;
- 3.1.3.2. the time, date and connection information for the Virtual Nomination Meeting;
- 3.1.3.3. the times and dates when the Email Voting Period will open and close;
- 3.1.3.4. contact information for the member appointed as Returning Officer;
- 3.1.3.5. the procedure for announcing the voting results.

4. Virtual Nomination Meetings

- 4.1. The Virtual Nomination Meeting must take place using virtual meeting software (e. g. Zoom).
 - 4.1.1. This meeting must include:
 - 4.1.1.1. Call to order by the Meeting Chair;
 - 4.1.1.2. Introduction of the Meeting Chair and the Returning Officer;
 - 4.1.1.3. Description by the Meeting Chair of the process to be followed during both the Meeting and the Email Voting Period, including:
 - 4.1.1.3.1. Time limits on speeches by Nomination Contestants;
 - 4.1.1.3.2. The voting procedures and time for voting; and
 - 4.1.1.3.3. The procedure for announcing the voting results.
 - 4.1.1.4. Speeches by Nomination Contestants.
 - 4.1.2. No other business shall be conducted at the Virtual Nomination Meeting until the steps set out in 5.1 have been completed.

5. Email Voting Period

- 5.1. The Email Voting Period must be conducted in keeping with the following rules:
 - 5.1.1. Email voting will take place over a 48 hour period. Voting will be closed automatically at the end of the 48 hour period and cannot be modified.
 - 5.1.2. Email voting must not begin until one hour after the Virtual Nomination Meeting has adjourned.
 - 5.1.3. Simply Voting ballots will be sent to all voting members in the riding with a valid email address at the scheduled start time of the Email Voting Period.
 - 5.1.4. Ballots will list all approved Nomination Contestants in randomized order and will include an option titled "None of the Above".
 - 5.1.5. The Returning Officer must be reasonably available by phone during the Email Voting Period.
 - 5.1.6. Members unable to access a working email address may submit their votes to the Returning Officer via phone during the Email Voting Period. The Returning Officer shall be responsible for recording votes submitted via phone and communicating those votes to the GPC National Office so that they may be manually input into the Simply Voting system.
 - 5.1.6.1. Nomination Contestants may choose to have a scrutineer oversee the manual input of votes submitted via phone.

6. Results

- 6.1. Once voting has closed, the GPC National Office will provide the full voting results as audited by Simply Voting to the Returning Officer via email.
- 6.2. Announcement of the successful Candidate must take place within 24 hours of the full voting results being provided to the Returning Officer.
 - 6.2.1. The EDA may choose to announce the result via either email or a virtual announcement event.
 - 6.2.2. The Party will provide an email template to be used for the announcement of the successful Candidate.
- 6.3. Immediately following the announcement of the successful Candidate, the results must be sent to Elections Canada (political.financing@elections.ca) using the official Elections Canada Form *EC 20188*.

ANNEX C - The Internal Loan and Transfer Policy

Purpose: The Internal Loan and Transfer Policy outlines the process and guidelines for the Green Party of Canada Fund (GPC) to obtain strategic financial support from its Electoral District Associations (EDAs) in the form of loans or a mix of loans and transfers.

This policy aims to ensure responsible financial management, transparency, adhering to EC reporting requirements, and effective utilization of resources within the party.

Accessing EDA funding is an option for two specific situations:

1. High priority strategic investments, aligned with the agreed strategic goals of the GPC, that the GPC is unable to make on its own without additional financial support
2. Where it's required to ensure financial sustainability and operations of the central party

EDA funds are under the domain of EDAs, this policy doesn't change that relationship, but it creates a policy process under which the GPC and EDAs can come to an agreement around loans or transfer under certain circumstances.

Scope: This policy applies to the Green Party of Canada and its interactions with its Electoral District Associations.

Definitions

3.1. Lender: The Electoral District Association (EDA) providing financial support to the Green Party of Canada.

3.2. Borrower: The Green Party of Canada Fund (GPC), which receives the financial support from an Electoral District Association.

3.3. Loan Agreement: A written document that outlines the terms and conditions of a loan, including repayment terms, purpose of the loan, and any other relevant details.

3.4. Transfer: A direct transfer of funds from an Electoral District Association to the Green Party of Canada without the expectation of repayment.

Financial Support Request Process

4.1. Financial Need Identification: The ED, in discussion with Federal Council, identifies the need for high-priority strategic financial support and determines the potential amount required. Financial support from Electoral District Associations shall be used for specific purposes or investments that align with the strategic objectives of the Green Party of Canada. The purpose of the support should be clearly stated in the formal agreement.

4.1.1. If EDAs wish to provide a transfer directly to the party outside of a formal request, the party will receive funding transferred with no conditions attached.

4.2. Financial Support Proposal Preparation: The ED prepares a proposal and justification that outlines the purpose of the support, the requested amount, and any supporting documentation.

4.3. Proposal Presentation: The ED presents the financial support proposal to the appropriate Electoral District Association(s) for consideration.

4.4. Support Evaluation: The Electoral District Association(s) follows their own internal processes to evaluate the financial support proposal based on their financial considerations, the purpose of the support, and balancing the potential impact on EDA operations and financial health and the impact of the investment on the strategic priorities of the Green Party of Canada.

4.5. Decision-making: The Electoral District Association(s) will make a decision on whether to provide a loan, a transfer, or a mix of both to the GPC.

4.6. Loan Agreement & MOU (if applicable): The terms and conditions of the loan or transfer will be documented in a written record in line with the purposes agreed in 4.1, and if the decision is to make a loan to GPC, the terms and conditions of the loan will be documented in a Loan Agreement, which will be signed by both the GPC and the lending Electoral District Association.

4.7 Formatted debt and loan term sheet to Fund Board, and then requests approval from Members (Federal Council) through requisitioning a special meeting or getting signatures from 100% of the Fund Board Members through a requisition.

Loan and Transfer Terms and Conditions

5.1. Purpose and Utilization: Financial support from Electoral District Associations shall be used for specific purposes or investments that align with the strategic objectives of the Green Party of Canada. The purpose of the support should be clearly stated in the agreement.

5.2. Loan Amount: If a loan is provided, the loan amount should be determined based on the specific needs and financial capacity of the Green Party of Canada. It should be reasonable, justifiable, and agreed upon by both parties. The amount of the loan must not render the GPC insolvent.

5.3. Repayment Schedule (if applicable): If a loan is provided, the Loan Agreement will specify the repayment schedule, including the frequency and amount of repayments. The repayment period should be determined based on the GPC cashflow, ability to repay, and will vary depending on the loan amount and purpose. The repayment schedule can be reassessed based on the ability for the GPC to repay, or urgent financial needs from the EDA, and will be agreed by both parties.

5.4. Transfer Amount: If a transfer is provided as part of the agreement, the amount of the transfer will be determined solely by the Electoral District Association.

5.5. Reporting and Accountability: The GPC will ensure proper reporting and monitoring of the financial support activity, including ensuring adherence to Elections Canada reporting

requirements and including details of the loan in the annual financial return. Regular reporting on the utilization of funds will be provided to the lending Electoral District Association, ensuring transparency and accountability. See full EC compliance details here -

<https://www.elections.ca/content.aspx?section=pol&dir=pol/man/ec20231&document=p3&lang=e>

5.6. Loan Repayment: The GPC is responsible for adhering to the agreed -upon repayment schedule outlined in the Loan Agreement.

Modification or Termination

7.1. Modification: In exceptional circumstances, loan or transfer terms may need to be modified or renegotiated. During the repayment process, the EDA may choose to change a percentage of the loan to a transfer. A transfer may not be retroactively converted to a loan. Any modifications to the agreements must be documented in writing and agreed upon by both parties.

7.2. Termination: Loans will be terminated upon successful completion of repayment or based on mutual agreement between the Green Party of Canada and the lending Electoral District Association.

ANNEX D - Members Code of Conduct

The Green Party seeks to provide a safe space and welcoming atmosphere of healthy debate and mutual respect within the Party. A safe space is a space that recognizes privilege and marginalization, where the institutional, economic, political, social, and cultural dynamics of hierarchy are apparent in all aspects of life. The Green Party is committed to maintaining a safer space, creating an environment of meaningful engagement so that everyone can participate in political discussion.

All members have the right to their own ideas, beliefs and opinions. Members have the right to express these and to expect consideration from other members without the threat of personal attack or insult. Members also have the right to disagree with party policy or actions, and may follow established procedures to introduce changes. Members do not have the right to degrade, undermine or work against the party or its representatives.

In a large and diverse organization, circumstances may arise where an individual threatens or makes a verbal, mental or physical attack against another. The Party does not permit attacks or threats to persons associated with any activity which involves the GPC. An attack is defined as any physical, verbal or mental violence or threat. This may include statements of humiliation, hatred, slander, libel, bullying, abusive or threatening language, discrimination, or prejudicial statements such as those based on ethnicity, nationality, language, class, age, gender identity, gender presentation, ability, asylum status, political or religious affiliation, or the incitement of violence, racism or prejudice. This safe space policy supports and enhances our policies of peace, order and good governance.

Adherence to the GPC Member Code of conduct is a condition of membership in the party. While associated with GPC activities, or while publicly recognized as connected with the GPC, every member must conduct themselves according to the GPC Members Code of Conduct or risk losing their GPC membership.

Every GPC member must:

Not work against the benefit of the GPC.

Not intentionally undertake any action which would bring the GPC into disrepute.

Not have a public reputation for inciting or committing violence, racism or abuse.

Not commit acts of mischief that could result in civil or criminal action against the GPC.

Not misrepresent GPC policy.

Not join, work for, support, or endorse another federal party.

Not direct GPC resources toward another federal party.

While engaged in the affairs of the GPC or otherwise acting in any manner associated with the GPC, every member must:

Respect the dignity of all persons.

Resolve disagreements through reconciliation and restoration.

Not intentionally cause harm to anyone.

Not engage in or incite harassment or physical, mental or social abuse.

Not use insulting, harassing, prejudicial or otherwise abusive language or behaviour.

GPC Member Conduct Procedures

Disagreements

Members are expected to settle disagreements themselves, by bringing the damaging behaviour to the attention of the perpetrator, and asking for an apology and a behavior change. The GPC will not get involved in private disputes between two individuals unless GPC activities, GPC reputation or the wellbeing of GPC authorised representatives are compromised. If a GPC event, activity or online forum is disrupted by violent, prejudicial or abusive behaviour, the individual may be removed and barred by GPC staff, volunteers or organizers. If the Party is significantly compromised and the damaging behaviour is consistent, the matter may be brought to the attention of Federal Council, which may decide to consider the matter, may decide to close the matter, may rescind a GPC membership and may decline a new membership.

Declining a Membership

Persons with an existing public reputation for inciting or committing violence, racism or abuse, or a public reputation that is otherwise damaging to the GPC, are considered not eligible for membership in the Party. If it is found that a person with such a public reputation has joined the party, they will be considered to have failed to meet the conditions for GPC membership. In such cases, the Executive Director is authorized to decline the membership and reimburse any membership fee as soon as the matter is discovered. If there is any doubt about the matter, the ED will refer the question to the Executive Council.

Reviewing a Membership

Any authorized GPC representative, such as electoral district executives, candidates, financial agents, staff, Federal councillors, Young Green councillors, or Members of Parliament, may request the review of a member by submitting a written request for membership review. The request must detail the damage done to the GPC or its authorized representatives, the duration of the problem and the attempts to resolve the matter. The complaint must be written succinctly and without inflammatory language.

The complaint may be submitted to the local EDA executive, a staff person, a Young Green councillor, or a Federal councillor, who will then turn the matter over to the Executive Director, or it may be submitted directly to the Executive Director.

The Executive Director shall prepare a report on the matter with a recommendation for the Executive Council. The Executive Director will note if the request is obviously trivial, vexatious, made for an improper purpose, is without substance or does not warrant further consideration.

The Executive Director will automatically initiate a membership review if a member:

Initiates legal proceedings against the Party.

Is a member of, works for, or states that they are working to form, another federal political party.
Runs against the Party's approved candidate in an election or by-election.

Is publicly known to have assumed any sort of role in another candidate's campaign against the Party's approved candidate in a federal election or by-election.

The Executive Council will consider the report and decide whether to close the file, to attempt to seek a resolution, or to recommend a full membership review to Federal Council. The Executive Director will then contact the member under review, informing them of all allegations against them in writing, informing them that their membership rights are suspended until the matter is resolved, and informing them of the remedy sought by the Executive Council. If the recommendation is a membership review, the member will be allowed 30 days to prepare their defense, and informed of the Federal Council meeting date and time when they will be given an opportunity to be heard.

In respect for the individual's privacy, the matter is to be kept confidential within council, staff and any EDA executive involved. If the individual under review is a member of Federal Council, they shall not participate in any deliberations.

A membership may be revoked by simple majority vote (51%) of the federal councillors present in a properly convened meeting. After Federal Council has taken its decision, the Executive Director will inform the individual of the status of their membership.

Where Federal Council has failed to follow the requirements of the Constitution and Bylaws, the former member may file a complaint detailing the breach of procedure with the Ombuds and Appeals Committee within 48 hours of being informed of the decision to revoke their membership.

Suspension of membership rights until a matter is resolved

A suspension of membership rights starts when the member is informed that they are under review. All membership rights are suspended, including the rights to participate in all activities of the GPC and its EDAs, serve on Federal Council or the Young Greens Council, attend a National Convention, vote, stand for election, or represent the party in any capacity. The member will be marked as "not in good standing" on the GPC database. A suspension ends when Federal Council decides to not revoke the membership.

Registry of revoked or declined memberships

The Executive Director will keep a registry of individuals whose membership has been revoked or declined. This registry is confidential within staff and Federal Council. The member may not reapply for membership unless Federal Council removes them from the registry by a majority vote initiated on the request of four members of Federal Council.

ANNEX E - 2022 Green Party of Canada Leadership Contest Rules

PREFACE

The purpose of the Leadership Contest Committee (LCC) is to develop, coordinate and oversee the 2022 GPC Leadership Contest. To learn the lessons of the 2020 contest, the LCC conducted dozens of interviews and consultations with past contestants, staff, and others with experience from the last leadership contest, to assess what could and what needed to be improved to create a more positive experience for participants, and a better contest.

The LCC's goal was to design a leadership contest that would incorporate, in both fundamental and exemplary ways, the GPC principles and values, including equity, grassroots organization, and our collaborative approach to how we work together.

Also, central to our approach is the critical need to remain within the boundaries of our current financial and staff constraints.

The contestant eligibility requirements have been chosen to reflect the LCC's goal of creating simple, objective (as much as possible) criteria and low barriers to contest entry. To reduce subjectivity, the LCC tried to choose criteria that are simple and, as far as possible, "binary." However, in order to protect the brand and image of our party, individuals whose past acts would be regarded by general agreement as detrimental to the Party, must be ineligible to run for the position of Leader. The Members' Code of Conduct is the source by which this standard is measured.

An important addition to previous eligibility requirements is the requirement for contestants to meet a level of proficiency in both official languages. This requirement will apply to all Applicants except Indigenous persons.

Another new feature of the 2022 Leadership Contest will be that 50% of funds raised by contestants will be pooled and used for (i) common campaign events, and, (ii) contestant support. Funds may also be used to cover other contest costs including general Party operations.

The Leadership Contest is structured into three phases: the Pre-Campaign Phase; Campaign Round One; and Campaign Round Two. The Pre-Campaign Phase begins with the announcement of these Rules on June 28, 2022. The Leadership Contest was registered with Elections Canada (EC) on May 24, 2022 with an end date of November 19, 2022.

Campaign Round One will begin with the announcement and introduction to GPC membership of the approved (and Elections Canada-registered) Contestants. Campaign Round One will include both individual campaigning and a number of common events that will allow members to get to know the Contestants and for the Contestants to demonstrate their leadership skills. As much as

possible, the common events will promote non-adversarial competition.

If there are more than 5 Contestants, Campaign Round One will end with a preliminary vote by members. The top 4 Contestants will continue into Campaign Round Two.

Campaign Round Two will take the remaining Contestants through more common events where their leadership skills can be further explored and tested. At the end of Campaign Round Two a second, final vote will be held, ending on November 19, 2022. Our new Leader will be announced on the same day.

In order to give all Contestants equal campaign time, all approved Contestants will be announced simultaneously on August 31, 2022. During the Pre-Campaign Phase, when prospective contestants submit their applications and these are assessed, there will be **no campaign events and no campaign spending**. Campaigning will be limited until all successful Applicants have been **approved and announced**. Fundraising according to EC rules will be only allowed in order to fund the application fee.

RULES

1. DEFINITIONS

- 1.1. Applicant: a person who has applied to be a contestant in the Leadership Contest, prior to their application being approved.
- 1.2. Approved Applicant: an Applicant whose application to run in the Leadership Contest has been approved, but who has not yet registered with Elections Canada pursuant to sections 478.2 and 478.3 of the Canada Elections Act.
- 1.3. Campaign team: those persons working, either as volunteers or paid staff, for and under the direction of a Contestant to support the Contestant's campaign for leadership.
- 1.4. Common Event: has the meaning given in section 20.1
- 1.5. Complaint: has the meaning given in section 5.4
- 1.6. Contestant: a person whose application to run in the Leadership Contest has been approved and who has registered with Elections Canada pursuant to sections 478.2 and 478.3 of the Canada Elections Act.
- 1.7. Declaration: has the meaning given to it in section 7.2.5
- 1.8. Leadership Contest: 2022 contest to become the Leader of the Green Party of Canada, commencing on May 24, 2022 and ending on announcement of the winning Contestant.

- 1.9. LCA: Leadership Contest Arbiter established per section 4.2
- 1.10. LCC: Leadership Contest Committee established per section 4.1
- 1.11. Party/GPC: Green Party of Canada.
- 1.12. Request: has the meaning given in section 5.1.
- 1.13. Rules: these 2022 Leadership Contest Rules.
- 1.14. Violation: has the meaning given in section 5.4.
- 1.15. Voters List: list of GPC members provided to Contestants pursuant to section 14.
- 1.16. Other words have their ordinary meaning or the meaning given to them in the Canada Elections Act.

2. CANADA ELECTIONS ACT

- 2.1. Leadership Contest Applicants, Approved Applicants, Contestants and their Financial Agents are:
 - 2.1.1. Subject to the Canada Elections Act;
 - 2.1.2. Responsible for ensuring that their Leadership Contest campaigns adhere to the Canada Elections Act.
- 2.2. In case of any discrepancy between any provision of these Rules and the requirements in the Canada Elections Act, the Canada Elections Act will prevail.

3. GREEN PARTY OF CANADA CONSTITUTION AND BYLAWS

- 3.1. Leadership Contest Applicants, Approved Applicants, Contestants and their Financial Agents are:
 - 3.1.1. Subject to the GPC Constitution, Bylaws and Members' Code of Conduct;
 - 3.1.2. Responsible for ensuring that their campaigns, published campaign materials and individual campaign team members' conduct adhere to the GPC Constitution, Bylaws and Members' Code of Conduct.
- 3.2. In case of any discrepancy between these Rules and the GPC Constitution or Bylaws, the GPC Constitution or Bylaws will prevail.

4. LEADERSHIP CONTEST COMMITTEE AND LEADERSHIP CONTEST ARBITER

- 4.1. The Leadership Contest Committee (“LCC”)
 - 4.1.1. is a committee of Federal Council whose members are appointed by Federal Council;
 - 4.1.2. will act as a steering committee to design the Leadership Contest process, present the Leadership Contest process and Rules to Federal Council for approval, and oversee the smooth implementation of the Leadership Contest;
 - 4.1.3. may direct GPC staff, within the limitations of work needed for the Leadership Contest, the Party’s Collective Agreement and without any disciplinary authority, and volunteers assigned to the LCC during the Leadership Contest;
 - 4.1.4. will promote the Leadership Contest process and Rules to interested parties and monitor Leadership Contest milestones;
 - 4.1.5. will organize or oversee the organization of Common Events (section 20).
- 4.2. The Leadership Contest Arbiter (“LCA”)
 - 4.2.1. is authorized by Federal Council to interpret and enforce compliance with these Leadership Contest Rules;
 - 4.2.2. will receive, consider and decide on complaints alleging violation of the Rules;
 - 4.2.3. will receive, consider and decide on the appeal by any Applicant whose application to enter the Leadership Contest was disapproved..
- 4.3. The LCA will be comprised of three members, appointed by Federal Council, who collectively will provide:
 - 4.3.1. English-French bilingualism (at least one LCA member must be fluently bilingual);
 - 4.3.2. familiarity with Elections Canada rules; and
 - 4.3.3. legal knowledge.
- 4.4. LCA members must remain neutral and act impartially throughout the Leadership Contest.
- 4.5. Members of the LCC may not simultaneously be members of the LCA.
- 4.6. All three LCA members shall be required for quorum.

- 4.7. If LCA members are unable to reach consensus, decisions shall be by majority vote.

5. LEADERSHIP CONTEST RULE INTERPRETATION AND COMPLIANCE

- 5.1. The LCA will respond to requests for explanation or clarification (a "Request") of the Leadership Contest Rules and, acting in good faith with Contestants, their campaign teams and GPC staff and volunteers, provide directions in order to avoid Violations or the need to issue a Rule violation ruling.
- 5.2. Requests must be made in writing and submitted by email to the LCA.
- 5.3. The LCA, when responding to a Request, will communicate both the question and the LCA's answer to all Leadership Contestants simultaneously by email and post the questions and answers on the relevant web page.
- 5.4. Any Party member in good standing may submit a complaint ("Complaint") alleging a violation of the Leadership Contest Rules ("Violation") by a Contestant, campaign team, staff, the LCC or a volunteer, using the Complaint form prepared by LCC for this purpose, and the LCA will receive, consider and decide on the Complaint.
- 5.5. Complaints are subject to the following requirements:
- 5.5.1. A Complaint must be made by a person with direct knowledge of or who possesses evidence of the facts on which the Complaint is based.
- 5.5.2. The Complainant must identify themselves. They may not submit their Complaint anonymously.
- 5.5.3. The Complaint must:
- 5.5.3.1. contain an account of the alleged Violation,
- 5.5.3.2. identify the Rule alleged to be violated,
- 5.5.3.3. show how the facts interact with the Rule to create a Violation, and
- 5.5.3.4. include, or provide the location of, evidence of the facts on which the Complaint is based.
- 5.6. When a Complaint is received, the LCA:
- 5.6.1. shall determine whether the Complaint was properly submitted in accordance with sections 5.4 and 5.5;
- 5.6.2. will not, if the Complaint is deficient, correct the Complaint but will notify the Complainant, identifying the deficiency;

- 5.6.3. will, if appropriate or necessary to support the reliability and fairness of LCA's consideration of the Complaint, seek further information from any person, including the person who is the subject of the Complaint;
- 5.6.4. within 7 days of the Complaint being received by the LCA, consider the Complaint and decide whether there has been a Violation, or advise the Complainant of the reason that the LCA is unable to decide on the Complaint within that time.
- 5.7. Based on its analysis of the facts and of the Rule(s) alleged to have been violated, the LCA will decide whether there has been a Violation. Once the LCA has made a decision, it will notify the Complainant and the person whose conduct was the subject of the Complaint of its decision and the reasons for it.
- 5.8. If the LCA determines that a Violation has occurred, it will initiate a resolution process, which may include imposition of a penalty.
- 5.9. If the LCA determines that a Violation was committed by a person who is required to act impartially pursuant to Section 22, the LCA will inform the person's governing Party unit.
- 5.10. If the LCA determines that a Violation was committed by a Leadership Contestant, their Financial Agent, or a member of the Contestant's campaign team acting under their direction, penalties may include any of the following, as the LCA decides is appropriate:
 - 5.10.1. the Contestant's campaign team not receiving further updates to the Voters List;
 - 5.10.2. the Contestant being excluded from one or more subsequent Common Events;
 - 5.10.3. a fine to the Contestant's campaign of up to \$2,500, but not more than the amount that would otherwise have been transferred to the campaign as the Contestant's share of contributions received, for the two weeks immediately preceding the LCA's decision;
 - 5.10.4. temporary suspension of the Contestant's campaign for a period set by the LCA;
 - 5.10.5. expulsion of a Contestant from the Leadership Contest.
- 5.11. Decisions of the LCA on Complaints are final.
- 5.12. If the LCA determines that a Violation occurred, the following information will be posted on the GPC website: the name of the violator; the section of the Rules violated; and steps taken under 5.8, 5.9. or 5.10.

- 5.13. Details of a Violation will not be published if doing so would breach a confidentiality or non-disclosure agreement or any federal or other applicable privacy law.
- 5.14. Details of a Complaint may only be shared by the LCA with the Complainant, with the individual who is the subject of the Complaint and, if the individual is a member of a Contestant's campaign team, with that Contestant. LCA members must otherwise keep confidential all details of all Complaints and of the LCA's deliberations.
- 5.15. All LCA deliberations will be recorded. Such records will be destroyed six months after the Leadership Contest end date, except if required to be kept for any legal proceeding.

6. CONTESTANT ELIGIBILITY

- 6.1. An individual is eligible to be a Contestant if the individual:
 - 6.1.1. completes the Leadership Contest application (*a copy under Annex E.1*);
 - 6.1.2. will have been a Party Member in good standing for at least three months as of the date of Contest applications closing;
 - 6.1.3. is eligible for election to the House of Commons under the Canada Elections Act as of the Leadership Contest end date;
 - 6.1.4. has no debt owing to the Party or GPC Fund;
 - 6.1.5. has no open litigation against the Party or GPC Fund;
 - 6.1.6. has not made a declaration of insolvency or bankruptcy and does not remain undischarged;
 - 6.1.7. has not participated in the approval of these Rules;
 - 6.1.8. is confirmed to be proficient in speaking and understanding speech in both official languages such that they can carry out their duties in both languages. Indigenous Applicants are exempted from this rule. The testing process and required level of proficiency will be designated by GPC and detailed in the Contest Guidebook.
 - 6.1.9. has not demonstrated a pattern, or committed a single egregious act, within reasonable recency, of evidenced and documented violations of the GPC Members' Code of Conduct, such as inciting or committing violence, racism or abuse, as assessed under section 9.5;
 - 6.1.10. has not engaged in a pattern of public advocacy of positions contrary to the Global Green Principles;

- 6.1.11. is not a member of and does not work for, support, or endorse another federal party;
 - 6.1.12. has not committed acts that could reasonably be expected to, if known, result in civil or criminal action against themselves, the GPC or GPC Fund;
 - 6.1.13. has not directed GPC or GPC Fund resources toward another federal party;
 - 6.1.14. consents to be bound by these Rules and any applicable GPC or Elections Canada rules.
- 6.2. No Applicant who meets the eligibility criteria listed in 6.1 may be refused entry to the Leadership Contest.
 - 6.3. If, at any time during the Leadership Contest, the LCC becomes aware that a Contestant may not meet the eligibility criteria listed in 6.1, the Contestant will be subject to a re-assessment of their eligibility by the LCC and may be removed from the Contest.
 - 6.4. No Contestant who meets and maintains the eligibility criteria listed in 6.1 throughout the Leadership Contest may be removed from the Leadership Contest except pursuant to section 5.10.5.

7. LEADERSHIP CONTEST APPLICATIONS, NOMINATIONS

- 7.1. Leadership Contest applications must be submitted to the LCC between June 28, 2022 (12:00 AM Pacific Time) and August 5, 2022 (11:59 PM Pacific Time).
- 7.2. To apply to be a Leadership Contestant, an individual must submit to the LCC:
 - 7.2.1. the application form approved by the LCC, fully completed.
 - 7.2.2. Nominations by at least one hundred (100) Party members, including at least twenty (20) Young Greens, using the nomination form provided with the application form. Nominators must be Party Members in good standing when the application is submitted to the LCC. At least 20 of the Nominators must live in a region other than the region where the Applicant resides.
 - 7.2.3. A photo, a link to the Applicant's campaign website, links to their social media pages/accounts, and a contestant profile not exceeding 350 words in English or 425 words in French, which will be posted to the Party's website after the Party's announcement of Contestants. A Contestant may update their photo or profile during the Leadership Contest, not more often than once every 14 days.
 - 7.2.4. The Application Fee pursuant to section 8.

- 7.2.5. A declaration regarding the Applicant's record of public statements or announcements of any kind, or any other act that might reasonably be perceived as being detrimental to the Party, including documentation of any possible violations of the Members' Code of Conduct (the "Declaration"), together with any explanatory statements or material that the Applicant wishes the LCC to consider.
- 7.2.6. Proof of language proficiency per section 6.1.8. Proof of language proficiency (see section 9.3) may be submitted after the deadline for applications but no later than August 15, 2022.
- 7.2.7. An affirmation that the Contestant will abide by the GPC Privacy Policy with regards to the Voters List (section 14).
- 7.3. An Applicant will be notified by email if their application contains errors or omissions, and if so notified will have 48 hours from the time of notification to submit a corrected application or provide the missing material or information.
- 7.4. Applicants will be notified when their completed application has been received. An Applicant so notified may publicly announce that they have applied to enter the contest, but may not announce whether their application has been approved prior to the joint announcement of the final list of Contestants described in Rule 9.11.
- 7.5. Prior to the joint announcement of the final list of Contestants described in Rule 9.11, no fundraising or campaign spending by Applicants or Approved Applicants is permitted beyond that required to pay the application fee described in Rule 8.1.

8. NON-REFUNDABLE APPLICATION FEE

- 8.1. Applicants must pay to the GPC Fund, at the time of submitting their application to enter the Leadership Contest, a non-refundable Application Fee of \$1,000.

9. APPLICATION PROCESSING

- 9.1. All Applicants will be notified that their application has been approved or disapproved on August 20, 2022.
- 9.2. An Applicant must remain available from the time they submit their application, until the Applicant is notified that their application is approved or disapproved, to answer questions that may arise during the LCC's review of their application. Failure to respond to information requests in a timely manner may lead to disapproval of an application.
- 9.3. The LCC will organize language proficiency testing for Applicants to ensure a consistent testing regime. Testing will be made available to Applicants between July 11, 2022 and August 15, 2022.

- 9.4. All Declarations made pursuant to section 7.2.5 will be verified by LCC through a third party vetting firm, and LCC's own research using staff or volunteers. If there is a discrepancy between any statement contained in a Declaration and information obtained as a result of LCC's verification, the Applicant will be contacted to allow the Applicant to amend the Declaration or provide an explanation. If the Applicant does not amend their Declaration or provide an explanation, the evidenced and documented results of the verification process will be considered in the further evaluation of the application by LCC.
- 9.5. The LCC will assess and decide whether an Applicant's history of Members' Code of Conduct violations (sections 7.2.5 and 9.4) make the Applicant ineligible to enter the Contest. An Applicant will be ineligible to enter the Contest if they have committed an egregious act, or engaged in a pattern of conduct, in violation of the Members' Code of Conduct, unless exempted by section 9.6 or 9.7. A pattern means at least three documented and evidenced instances (whereby an "instance" can be an entire online or in-person communication thread or brief series of connected acts, even if it contains multiple violations) of violations of the Members' Code of Conduct.
- 9.6. An Applicant is not made ineligible to be a Contestant if the Members' Code of Conduct violations referred to in 9.5 were the Applicant debating Party policy or its Constitution, Bylaws or other rules, or stating their ideological positions within the reasonable scope of the Green Principles, or disagreeing with Party policy or actions.
- 9.7. An Applicant is not made ineligible to be a Contestant if the Applicant has constructively dealt with their Members' Code of Conduct violations, leading to a resolution of the issue with affected parties.
- 9.8. Conduct with any of the following characteristics will be in violation of the Members' Code of Conduct:
 - 9.8.1. intentionally caused or threatened harm
 - 9.8.2. harassment (harass defined as engage in a course of vexatious comment or conduct that is known or ought reasonably to be known to be unwelcome)
 - 9.8.3. engaged in, threatened or incited physical, verbal or mental violence, racism or prejudice
 - 9.8.4. intentional humiliation, hatred, slander, libel, bullying or abuse
 - 9.8.5. discrimination, or prejudicial statements such as those based on ethnicity, nationality, language, class, age, gender identity, gender presentation, ability, asylum status, political or religious affiliation.

- 9.9. If the LCC decides that an Applicant does not fulfill the eligibility requirements, the LCC will notify the Applicant and provide reasons for their decision. An Applicant may appeal the decision to the LCA within 48 hours of being notified. The LCA will make and announce its decision within 7 days of receiving an appeal. All decisions of the LCA are final.
- 9.10. GPC will not publicize the names of Applicants whose applications are disapproved.
- 9.11. Applicants will be notified whether their application is approved on August 20, 2022. The Party will announce the final list of names of the Contestants on August 31, 2022.
- 9.12. Contestants' names, profiles, and photos as well as links to the contestants' web pages and social media accounts will be posted to the GPC website within two business days of announcement of Contestants.
- 9.13. If at any time during the contest the LCC or LCA are made aware of information that was omitted from the initial application that may have caused the Applicant to not be approved, the LCC may, within 7 days of receiving such information, order a follow-up assessment of eligibility of the Contestant, at their discretion.
- 9.14. If the LCC orders a follow-up eligibility assessment:
 - 9.14.1. The Leadership Contestant will be informed in writing that a follow-up eligibility assessment has been ordered, and its duration.
 - 9.14.2. During the follow-up eligibility assessment, the Leadership Contestant may continue to campaign.
 - 9.14.3. The Leadership Contestant must make themselves available during the follow-up eligibility assessment to provide the LCC information as requested.
 - 9.14.4. For privacy and fairness, information on the follow-up eligibility assessment will be kept confidential to the parties involved during the follow-up assessment process.
 - 9.14.5. If the LCC decides that a Contestant does not meet the eligibility criteria, the LCC may, after having heard the Contestant, remove the Contestant from the Contest.
 - 9.14.6. A Contestant who is removed from the Contest will be immediately notified of the decision in writing. A Contestant may appeal the decision to the LCA within 48 hours of being notified. The LCA will make and announce its decision within 7 days of receiving an appeal. All decisions of the LCA are final.

- 9.14.7. In the case of revocation of the Applicant's approval, that decision and its reasons (ie. an unmet eligibility requirement) will be posted to the GPC website while respecting legal confidentiality requirements.
- 9.14.8. If the follow-up eligibility assessment does not produce any further pertinent information, the Contestant will be informed of this decision within 24 hours of that determination and no further action is undertaken.

10. OTHER FUNCTIONARY ROLES IN PARTY

- 10.1. Any Approved Applicant who is a member of Federal Council, Young Greens of Canada Council, Shadow Cabinet, the GPC Fund Board or holds any other office or is a member of any standing or ad hoc Committee of the Party, must resign their position within 48 hours of approval of their application and prior to registering as a Leadership Contestant with Elections Canada.

11. WITHDRAWAL FROM THE LEADERSHIP CONTEST

- 11.1. A Leadership Contestant may voluntarily withdraw from the Leadership Contest by informing the LCC in writing of their decision.
- 11.2. Any fees that are due to the Party by a Contestant at the time of the Contestant's withdrawal shall remain due until paid.
- 11.3. Any outstanding campaign expenses at the time of a Contestant's withdrawal shall be the responsibility of the Contestant, as set out in the Canada Elections Act.
- 11.4. Any surplus of funds in a Contestant's campaign bank account, after payment of any campaign debts, must be transferred to the Party within 30 days of the Contestant's withdrawal.
- 11.5. Notice of the withdrawal of a Contestant will be posted on the GPC website without detail except date of withdrawal and the Contestant's name.

12. CAMPAIGN FUNDRAISING, LOANS, AND EXPENSES

- 12.1. All monetary contributions to individual Contestants must be given as "directed contributions" to Contestants, except for Contestants' own contributions and loans.
- 12.2. A page on the GPC website will be available for members to contribute to Contestants' campaigns. Contributors must use this page, or contribute by cheque (cheques must be made out to "Green Party of Canada Fund" with the name of the Contestant in the memo field), or by cash (cash must include a letter with contact

information of the contributor and the request for the funds to be directed to the Contestant), whereby the campaign must forward cheques and cash to the GPC. All cheques and cash contribution letters must be scanned and the scans must be emailed and the cheques and cash contribution letters must be mailed to GPC Fund within 7 days of receipt. GPC will acknowledge the mailed-in documents on receipt.

- 12.3. All directed contributions are subject to a fifty percent (50%) contest support fee. Those funds will be dedicated to common contest costs (events, joint emails, etc.), contestant support and general administration until the contest is completed. 50% of total directed contributions to any contestant will be transferred to that contestant.
- 12.4. 50% of all monetary contributions received by the Leadership Contestant prior to their registration with Elections Canada as a Leadership Contestant must be transferred to the Green Party of Canada Fund within 10 days of confirmation of their registration by Elections Canada with the exemption of loans (see section 12.10) and own contributions (see section 12.9).
- 12.5. Monetary transfers to Contestants' campaigns will be made on a weekly basis.
- 12.6. Mail-in directed contributions will be transferred within 10 business days of their receipt at GPC office.
- 12.7. Contestants will receive the names, available contact information and donation amounts for monetary contributions received by GPC for the Contestant, on a weekly basis.
- 12.8. If a person's application to enter the Leadership Contest is disapproved, or if a Contestant is removed or withdraws from the Contest, then the donors to that Contestant's campaign whose contributions have not yet been transferred to GPC Fund, must be notified and these monetary contributions must either be transferred to GPC Fund or refunded to the donors who made the contributions, with auditable records of those refunds being supplied to GPC Fund within 30 days of the person's non-approval, withdrawal or removal as the case may be.
- 12.9. Applicants and Contestants may not contribute more than \$2,000 to their own campaigns. Own contributions are not subject to the contest support fee (section 12.3).
- 12.10. Applicants and Contestants may not borrow, from themselves or others, more than \$2,000 in total to finance their campaigns. Own contributions are not subject to the contest support fee (section 12.3).
- 12.11. Contest fundraising and spending is, apart from the rules laid out in this section, governed by the Canada Elections Act.

13. APPOINTMENT AND DUTIES OF THE FINANCIAL AGENT

- 13.1. Every Contestant must appoint a Financial Agent in accordance with the Canada Elections Act.
- 13.2. For the purposes of compliance, communications of the LCC or the LCA with a Contestant's Financial Agent will be considered communication between the LCC or the LCA and the Leadership Contestant.
- 13.3. Pursuant to and in compliance with section 478.72 of the Canada Elections Act, the Financial Agent will open a bank account to be used exclusively for the Contestant's campaign.
- 13.4. If a Financial Agent resigns or is removed prior to completion of their duties, the Contestant must immediately notify the LCC and Elections Canada.
- 13.5. It is the responsibility of the Contestant to replace a Financial Agent who resigns or who otherwise fails to complete the Financial Agent's duties under these Rules and the Canada Elections Act.
- 13.6. Any debts incurred by a Contestant are the responsibility of the Leadership Contestant and their Financial Agent. The GPC will not take responsibility for any such debts, including when a Leadership Contestant withdraws or is eliminated from the Contest, or is elected Leader.

14. VOTERS LIST

- 14.1. Contestants will receive an electronic, up-to-date Voters List within 24 hours of the announcement of Contestants on August 31, 2022.
- 14.2. The first Voters List provided to Contestants will include all GPC members in good standing, and members who are not in good standing because their membership fees have not been paid, for up to 12 months of arrears.
- 14.3. The Voters List will be provided to Contestants as a spreadsheet and contain for each voter, the person's name, phone number if available, address, electoral district, membership start/end date(s) and preferred language of communication. Voter email addresses will not be provided to Contestants.
- 14.4. Contestants will receive a final Voters List for Campaign Round One voting on September 8, 2022. This Voters List will include only members eligible to vote in that round.

- 14.5. Contestants who have not withdrawn or been eliminated from the Leadership Contest will receive a final Voters List on October 15, 2022. This Voters List will only include eligible voters.
- 14.6. Voters Lists may only be used by Leadership Contestants and their campaign teams during the Leadership Contest and for the purposes of the Leadership Contest. Contestants must take all reasonable measures to ensure that they and members of their campaign team keep information in the Voters List confidential, in accordance with the GPC Privacy Policy.
- 14.7. A Contestant who has withdrawn or been eliminated from the Leadership Contest must promptly destroy or return to GPC all paper and electronic copies of the Voters List. All Contestants must destroy or return to GPC all copies of the Voters List by December 5, 2022.
- 14.8. If a Contestant is eliminated in Campaign Round One, they may not use the Voters List for any purpose after the close of Campaign Round One voting. If a Contestant remains in the Leadership Contest after Round One Voting, they may not use the Voters List for any purpose after the close of Campaign Round Two voting.

15. USE OF GVOTE

- 15.1. Contestants and their campaign teams may not use GVote or information previously obtained from GVote for any Contest purpose.

16. VOTING ELIGIBILITY AND METHOD

- 16.1. All Party Members in good standing as of 11:59 PM Pacific Time on September 7th, 2022 are eligible to vote in Campaign Round One.
- 16.2. All Party Members in good standing as of 11:59 PM Pacific Time on October 14th, 2022 are eligible to vote in Campaign Round Two.
- 16.3. Voting will be conducted using a one-member, one-vote system with a preferential ballot. Ballots will include an option for "None-of-the-Above".
- 16.4. Voting will be primarily conducted by online ballot, but a mail-in ballot option will be available. Members wishing to vote by mail must contact the Party to request a mail-in ballot. (See section 20 for mail-in voting rules.)

17. VOTING AT THE END OF CAMPAIGN ROUND ONE

- 17.1. A vote of Party members will take place if there are more than five Contestants in Round One. If there are five or fewer Contestants in Round One, all Contestants will move on to Campaign Round Two on September 15, 2022.
- 17.2. If required, the vote at the end of Campaign Round One will determine which four Contestants will move forward to Campaign Round Two.
- 17.3. Campaign Round One voting will begin at 12:00 PM Eastern Time on October 7, 2022 and end at 3:30 PM Eastern Time on October 14, 2022.
- 17.4. The results of the Campaign Round One Vote will be announced at 8:00 PM Eastern Time on October 14, 2022.
- 17.5. The four highest-ranking Contestants of this single transferable vote will remain in the Leadership Contest. Upon the verification of the voting results by LCC, all Contestants will be immediately notified of the results. Contestants other than the four highest ranking ones will be notified that they have been eliminated from the Leadership Contest.

18. VOTING AT THE END OF CAMPAIGN ROUND TWO

- 18.1. Campaign Round Two voting will begin at 12:00 PM Eastern Time on November 12, 2022 and end at 3:30 PM Eastern Time on November 19, 2022.
- 18.2. The results of the Campaign Round Two (and final) Vote will be announced at 8:00 PM Eastern Time on November 19, 2022.

19. MAIL-IN VOTING

- 19.1. Requests for a mail-in ballot will be processed starting on the first day of the applicable Campaign Round.
- 19.2. A request for a mail-in ballot, or a request to replace a lost or missing mail-in ballot, may be made until 9 days before the final day of voting in that round.
- 19.3. A member who requests a mail-in ballot for Campaign Round One voting will be deemed to have requested a mail-in ballot for Campaign Round Two voting.
- 19.4. Completed mail-in ballots must be received by Simply Voting on or before the final day of voting.
- 19.5. Mail-in ballots will be processed by Simply Voting.
- 19.6. The total number of mail-in ballots will be recorded but mail-in vote tallies will not be made available.

- 19.7. Returned mail-in ballots will be retained for six months.

20. LEADERSHIP CONTEST EVENTS

- 20.1. The LCC will organize common Leadership Contest events (the “Common Events”), in which all Contestants may participate, to be held virtually or in-person, during Campaign Rounds One and Two, to permit contestants to show case their leadership skills.
- 20.1.1. Contestants will receive 4 weeks notice before any Common Event, unless all Contestants agree to a shorter notice period.
- 20.1.2. For a Common Event where travel is necessary, GPC will cover the cost of Contestants’ travel and accommodations.
- 20.2. Leadership Contestants may organize their own events and campaign activities, in whatever format they choose.

21. IMPARTIALITY OF GPC STAFF, FEDERAL COUNCIL AND COMMITTEES

- 21.1. GPC Staff and contractors, members of the LCC and LCA and volunteers working for LCC, members of the Fund Board and Federal Council members must act impartially throughout the Leadership Contest and must not use their position or access to Party resources to influence the electorate by supporting or opposing any particular Contestant or any person who has publicly announced their interest in becoming a Contestant.
- 21.2. A person listed in 21.1 must not:
- 21.2.1. participate as a supporter in an individual campaign event of any Contestant;
- 21.2.2. communicate by mass media (social media, interviews, printed material, etc.) support for or against any individual Contestant;
- 21.2.3. engage in any other activity or communication that indicates or provides favour or access to one Contestant over any other;
- 21.2.4. utilize any resources or information to which they have access by virtue of their official position in the Party, or in a Unit thereof, in support of one or more but not all Contestants.
- 21.3. EDA funds and resources may not be used to support or oppose any individual Contestant, including by:

- 21.3.1. transferring or lending EDA funds or resources to a Contestant;
 - 21.3.2. sharing supporter data with a Contestant, including data compiled in GVote;
 - 21.3.3. using EDA resources to communicate with supporters except in a manner giving all Contestants equal opportunity to participate.
- 21.4. No individual is permitted to utilize any resources or information to which they have access by virtue of their official position in the Party, or in a Unit thereof, in support of a Contestant. Individuals holding positions not listed in section 21.1 may support Contestants as individual Party members.
 - 21.5. Where any support service is provided by the Party to any Contestant, the same service must be offered to all Contestants.
 - 21.6. The Party may use its resources as well as the pooled Leadership Contest fundraising proceeds (contest support fees, see section 12.3) to promote the Leadership Contest and official Leadership Contest events in an impartial manner.
 - 21.7. The Party will take all reasonable precautions to avoid favouring or appearing to favour any particular Contestant(s), over other Contestants during the Leadership Contest.
 - 21.8. Prior to and during each Common Event, each Contestant will be given equal opportunity to promote and participate in the Common Event.
 - 21.9. During the Leadership Contest the GPC will prepare and email to Party members Leadership Contest information messages. All Contestants will be invited to submit their own promotional material, in a prescribed format, to be included in the information messages.
 - 21.10. Any Contestant or person(s) acting on behalf of a Contestant who, during the Leadership Contest, contacts for any purpose an EDA, EDA executive or GPC staff member, must identify themselves as a Leadership Contestant or representative of a Leadership Contestant.
 - 21.11. Contestants will be given a designated contact for GPC staff and the LCC/LCA.
 - 21.12. A central repository of communications between Contestants and GPC staff, the LCC and LCA in regards to the administration of the Leadership Contest will be made available to all Contestants.

ANNEX E-a - 2022 Leadership Contest - Application form

I. General Information**A. Contestant:**

1. First Name: [Text Box]
2. Middle Name(s): [Text Box]
3. Last Name: [Text Box]
4. Date of birth: [Text Box]
5. Gender: [Text Box]
6. Preferred Pronouns: [Text Box]
7. Address Line 1: [Text Box]
8. Address Line 2: [Text Box]
9. City: [Text Box]
10. Province: [Text Box]
11. Postal Code: [Text Box]
12. Home Phone: [Text Box]
13. Work Phone: [Text Box]
14. Email Address: [Text Box]
15. In Which Federal Riding do you reside: [Text Box]
16. In Which Federal Riding do you vote: [Text Box]
17. Preferred language of correspondence: English French
18. Please confirm the Email Address you would like to use to receive updates on this application: [Text Box]
19. (OPTIONAL) Do you identify as belonging to an equity-seeking group*? Yes/ No
 - Self-identify: [Text Box]
 - *Equity-seeking groups are communities that face significant collective challenges or barriers to participating in society. This marginalization could be created by attitudinal, historic, social and environmental barriers based on age, ethnicity, disability, economic status, gender, nationality, indigeneity, race, sexual orientation and transgender status, etc. Equity-seeking groups are those that identify barriers to equal access, opportunities and resources due to disadvantage and discrimination and actively seek social justice and reparation.
20. Do you identify as? (Please check one if you wish to self identify)
 - First Nation
 - Inuit
 - Métis

B. Financial Agent

1. First Name: [Text Box]
2. Last Name: [Text Box]
3. Date of birth: [Text Box]
4. Address: [Text Box]
5. City: [Text Box]
6. Province: [Text Box]
7. Postal Code: [Text Box]
8. Primary Phone: [Text Box]
9. Secondary Phone: [Text Box]
10. Email Address: [Text Box]
11. Preferred language of correspondence: English / French

C. Auditor

1. First Name: [Text Box]
2. Last Name: [Text Box]
3. Name of Firm: [Text Box]
4. Professional designation: [Text Box]
5. Address: [Text Box]
6. City: [Text Box]
7. Province: [Text Box]
8. Postal Code: [Text Box]
9. Primary Phone: [Text Box]
10. Secondary Phone: [Text Box]
11. Email Address: [Text Box]
12. Preferred language of correspondence: English / French

D. (OPTIONAL) Campaign Manager

1. First Name: [Text Box]
2. Last Name: [Text Box]
3. Date of birth: [Text Box]
4. Address: [Text Box]
5. City: [Text Box]
6. Province: [Text Box]
7. Postal Code: [Text Box]
8. Primary Phone: [Text Box]

9. Secondary Phone: [Text Box]
 10. Email Address: [Text Box]
 11. Preferred language of correspondence: English / French

II. Eligibility

The following are requirements for evaluating and verifying your eligibility to be a Leadership Contest Contestant and will be performed by the Leadership Contest Committee and/or a Third Party Company as applicable:

1. As of August 5, 2022 will you have been a GPC Member, In Good Standing, for at least 3 months? Yes / No / Unsure
2. Have you read and do you understand the GPC Leadership Contest Rules? Yes / No
3. Do you consent to an Employment and Education Verification by the same Third Party Company that assesses GPC election Candidate applications? Yes / No
4. Do you consent to a Social Media search and assessment by an independent Third party contractor? Yes / No
5. Do you consent to a Criminal Record Check? Yes / No
6. Do you consent to a Credit Bureau Check? Yes / No
7. Are you a Canadian citizen? Yes / No
8. Will you be 18 years old by November 19, 2022? Yes / No
9. Are you eligible according to Section 65 of the Canada Elections Act?
 - (a): Would you qualify as an elector on the date you file a nomination paper for the next federal election? Yes / No
 - A person who is not qualified as an elector on the date on which his or her nomination paper is filed is ineligible.
 - (b): Have you been convicted of having committed an offense that is an illegal practice or a corrupt practice under the Canada Elections Act? In the case of an illegal practice, during the next five years or, in the case of a corrupt practice, during the next seven years, after the date of being convicted, you are not entitled to be elected to or sit in the House of Commons. Yes / No
 - (c) Are you a member of the legislative assembly of a province? Yes / No
 - (d) [Repealed]
 - (e) Are you the Chief Electoral Officer? Yes/No

- (f) Are you a judge who has been appointed by the Governor in Council other than a citizenship judge appointed under the Citizenship Act? Yes / No
- (g) Have you been criminally convicted resulting in ongoing imprisonment in a correctional institution? Yes/ No
- (h) Are you an election officer? Yes / No
- (i) Were you a Candidate in a Canadian Federal Election? Yes / No
 - If Yes: Have you submitted all reports, documents, and declarations within the time period allotted and within any permitted extension for providing them according to section 477.59(1). Yes / No
 - (a) an electoral campaign return, in the prescribed form, on the financing and expenses for the candidate's electoral campaign;
 - (b) if the appointment of an auditor is required under subsection 477.1(2), the auditor's report on the return under section 477.62;
 - (c) a declaration in the prescribed form by the official agent that the return is complete and accurate; and
 - (d) a declaration in the prescribed form by the candidate that the return is complete and accurate.

10. Do you have any debt owing to the Green Party of Canada? Yes / No

11. Do you have any debt owing to the Green Party of Canada Fund? Yes / No

12. Did you participate in the approval of the Leadership Contest rules as a member of Federal Council? Yes / No

13. Have you committed any acts that could reasonably be expected to, if known, result in civil or criminal action against yourself, the Green Party of Canada, or the Green Party of Canada Fund? Yes / No

14. Have you ever been charged with any crime, offense or delinquency under a statute or ordinance*? Yes / No

If yes, please provide full details.

[Text Box]

*If a pardon under the Criminal Records Act has been granted and it has not been revoked, you do not need to disclose any such pardoned offense. In this case, the response to the following question would be: "Yes, pardon granted on [date]."

[Text box]

15. Have you made a declaration of insolvency or bankruptcy of which you have not been discharged? Yes / No

16. Do you have a judgment or garnishment outstanding for damages you owe? If yes, please elaborate. Yes / No

[Text box]

17. Do you have any open litigation against the Green Party of Canada? Yes / No
18. Do you have any open litigation against the Green Party of Canada Fund? Yes / No

19. Have you been publically accused of, or been engaged in, activities that promote the discrimination or hatred against people on the basis of race, national or ethnic origin, colour, religious, age, sex, sexual orientation, marital status, family status, or disability?

If yes, please elaborate. Yes / No

[Text box]

20. Are you proficient in speaking and understanding speech in both official languages such that you can carry out your duties in both languages as designated in the Leadership Contest Guide? Yes / No.

Your approval as a Contestant is contingent on your passing a language proficiency test to confirm your proficiency in both official languages. The process and requisite levels of proficiency are detailed in the Leadership Contest Guide.

- Indigenous Applicants are exempted from this rule.

21. Are you a member of, work for, support, or endorse another federal party? Yes / No

22. Have you directed Green Party of Canada or Green Party of Canada Fund resources toward another federal party? Yes / No

23. Do you consent to be bound by the Leadership Contest Rules, the GPC Members Code of Conduct, and any applicable Green Party of Canada or Elections Canada rules? Yes / No

24. You are aware that, if at any time during the Leadership Contest the Leadership Contest Committee or the Leadership Contest Arbiters become aware that you may not meet the eligibility criteria listed in Section 6.1 of the Leadership Contest Rules a follow-up eligibility assessment will be ordered by the Leadership Contest Committee which may result in the revocation of your applications approval and your removal from the Leadership Contest. Yes / No

25. **Declaration:** I, _____, have not demonstrated a pattern, or committed a single egregious act, within reasonable recency, of evidenced and documented violations of the GPC Members' Code of Conduct.

Physical Signature required. Digital Signature not permitted.

Signed _____ Date: _____

I will provide explanatory statements or material that I wish the Leadership Contest Committee to consider as I am unable to sign the above declaration.

Physical Signature required. Digital Signature not permitted.

Signed _____ Date: _____

26. Do you commit to being available to participate in Language Proficiency Testing between July 11, 2022, and August 15, 2022 as designated in the Contestant Guidebook? Yes / No
27. Do you agree to having your name, profile, and links to your webpage and social media accounts posted on the GPC website after being announced as a Leadership Contest Contestant? Yes / No
28. If your application is found to be incomplete you will be notified, upon which you will have 48 hours to provide the missing material or information. Do you agree to complete your application or provide any missing information within 48 hours of being notified that it is incomplete?
29. You will be notified when the Leadership Contest Committee verifies that you have submitted a completed application. Once notified that your application is complete you may publicly announce that you have applied to enter the contest, but you may not announce whether their application has been approved until all contestants are announced on August 31, 2022. Do you commit to abiding by this? Yes / No
30. According to Rule 7.5: Prior to the joint announcement of the final list of Contestants, no fundraising or campaign spending by Applicants or Approved Applicants is permitted beyond that required to pay the application fee described in Rule 8.1. Do you agree to abide by this? Yes / No

III. Vetting Disclosure

1. Are you aware of any other information, including information that can be found on the Internet (or in public archives), not otherwise disclosed in this form that, if made public, could damage your electoral chances or the electoral chances of the Green Party of Canada, could compromise your effectiveness as a Member of Parliament, or could be used by other candidates or parties against you or the Green Party of Canada? Yes / No

- [Text box]

2. List all the addresses you have occupied for longer than six months in the last ten years.

- [Text box]

3. Have you ever used or been known by any name other than the names listed above? If yes, please provide a list. Yes / No

- [Text box]

4. Have you ever legally changed your name? If yes, please elaborate. Yes / No

- [Text box]

5. Are you known by any nicknames? Please provide a list. Yes / No

- [Text box] for Account Link

6. List all social media and public accounts you currently have or have had in the past, along with usernames, on the following platforms:

- Facebook: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Twitter: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Instagram: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Snapchat: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Reddit: Yes / No / [Text box] for Account Link
- TikTok: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Tumblr: Yes / No / [Text box] for Account Link
- LinkedIn: Yes / No / [Text box] for Account Link
- MySpace: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Twitch: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Discord: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Pinterest: Yes / No / [Text box] for Account Link
- YouTube: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Wordpress: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Amazon: Username Yes / No / [Text box] for Account Link
- Yelp: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Flickr: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Dreamwidth: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Gab: Yes / No / [Text box] for Account Link
- WeChat: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Disqus: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Club Penguin: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Google+: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Livejournal: Yes / No / [Text box] for Account Link
- DeviantArt: Yes / No / [Text box] for Account Link
- Other: Yes / No / [Text box] for Account Link

7. Have you ever used sites like craigslist/kijiji/backpages in the past to post personal classified ads of a social nature? If yes, please elaborate. Yes / No

- [Text box] for Account Link

8. Do you, or have you ever contributed content (written content, videos, etc) to any websites? If so, please include their names, the nature of your particular contributions, and the links at which they can be found. Yes / No

- [Text box] for Account Link

9. Have you ever been published? If so, please include the names of your publications, and the links at which they can be found, if online. Yes / No

- [Text box]

10. List all the personal email addresses you have held in the past ten years.

- [Text box]

IV. Employment and Academic History

1. List your professional designations.

- [Text box]

2. List your academic qualifications, and the date on which they were acquired.

- [Text box]

3. List any professional associations to which you belong.

- [Text box]

4. List all employment you've held for the last ten years, at a minimum, starting with the most recent. Include the approximate length of employment (in months or years) and reason for exit.

- [Text box]

5. List your volunteer experience (name of organization, your role and dates involved).

- [Text box]

V. References and Attachments

Provide the names, addresses, phone numbers, email addresses and preferred language of correspondence of three professional, non-family references. Please note that we will contact your references by phone.

Reference #1

First Name:

Last Name:

Phone Number:

Email Address:

Relationship:

Preferred Language of Correspondence: English / French

Reference #2

First Name:

Last Name:

Phone Number:

Email Address:

Relationship:

Preferred Language of Correspondence: English / French

Reference #3

First Name:

Last Name:

Phone Number:

Email Address:

Relationship:

Preferred Language of Correspondence: English / French

Submit a profile photo:

- Include with application submission by email

Your campaign website address:

- [Text Box]

Your profile not exceeding 350 words in English and 425 words in French

- [Text Box]

To complete your application, you will also need to provide the following:

- A readable copy of one piece of government issued ID that shows your name and current address.
- Your \$1,000 non-refundable application fee, at the time of application submission. See the contest Guide for payment options.

I, the contestant, have attached to this application form the following:

- Three references, to be contacted by phone.
- Government issued ID.
- Nominations from at least 100 Party members in 'Good Standing' as of the submission date to the Leadership Contest Committee

- 20 of your nominations from Young Greens in 'Good Standing'
- 20 of your nominations live in a region other than the region you reside
- A profile photo
- Your campaign website address
- Your social media links or addresses
- Your profile not exceeding 350 words in English and 425 words in French

VI. Leadership Application Agreement

I hereby authorize and consent to the collection by the GPC or their designates as outlined in the Leadership Contest Rules of any information as permitted by law to be considered for approval as a Leadership Contestant. I understand the GPC will take steps to ensure the answers that I have provided in the Leadership Contestant Application are true, including the verification of information relating to any previous criminal record.

I, the undersigned, a Leadership Contestant Applicant for the GPC, hereby agree and recognize that I am contractually bound to the GPC as follows:

1. I have read the GPC Constitution and will advance the purposes of the GPC, including the principles contained within the Constitution and Bylaws;
2. I agree to be bound by the GPC Constitution, Bylaws and Members' Code of Conduct as well as by the Leadership Contest Rules, and I acknowledge that I have obtained copies of, read, and understood each of these documents;
3. I agree to inform the GPC and any designates as outlined in the Leadership Contest Rules as soon as possible if the information contained in this application changes or if new information arises;
4. I agree to submit all disputes relating to the GPC's Leadership Contestant nomination and selection procedure, and in particular to any aspect of the process for application or approval of Leadership Applicants, or any concerns with the Leadership Contest to the Leadership Contest Arbiter, as per the Leadership Contest Rules.
5. I acknowledge that I have been made aware of the time limitations for initiating an appeal to the Leadership Contest Arbiter as set out in the Leadership Contest Rules and agree that a failure to abide by those time limitations will leave me without recourse in respect of any complaint I may have;
6. I agree that if the GPC does not approve my candidacy or revokes my endorsement as an Leadership Contestant, I will take all necessary steps to withdraw as a Leadership Applicant or Contestant of the Party, cease to represent myself as a Leadership Applicant or Contestant of the Party, and take all necessary steps to have removed any indication on any ballot of an affiliation between me and the Party;
7. I agree to hold in strict confidence the business and affairs of the GPC and I will not disclose to any political party, media company, society, corporation, firm, or person other

than the GPC or their designates, all constitutions and rules, not otherwise previously made public, personal data and all discussions, proceedings and appeals arising in respect of the Leadership Contestant Application process and all subject matter thereof;

8. I agree to ensure I and my designates obtain the consent of each individual to collect and use their personal information during the Leadership Contest to ensure we are compliant with the GPC's Privacy Policy.
9. I agree to complete and submit all required documentation and fees to the GPC as detailed in the Leadership Contest Rules and pursuant to the Election Act, and I further commit to provide all records and financial documents required of me in a timely manner to the GPC.
10. I agree to abide by any and all branding requirements, communications policies and campaign policies prescribed by the Leadership Contest Committee.
11. I consent to the GPC, and its designates, collecting personal information relating to me, including the information provided by me and provided by others to the GPC with my consent, and to use that information for the purpose of evaluating and substantiating my suitability to be a Leadership Applicant, Contestant, and Member of Parliament representing the GPC and for no other purpose. Furthermore, I will promptly execute and deliver to the Leadership Committee or any designates as per the Leadership Contest Rules any further information related to my candidacy, whether orally or in writing, requested of me. I understand that all forms in this application shall be retained in a secure location designated by the GPC, or their designates;
12. I have read and understand all of the questions and forms in this application;
13. I understand that neither the issuance to me of these materials, nor their acceptance, nor my approval as a Leadership Applicant, constitutes an agreement by or on behalf of the GPC to designate myself as a Leadership Contestant in the forthcoming Leadership Vote;

14. The answers I have given to the questions in this application are true and correct to the best of my knowledge.

Leadership Contest Applicant Printed Name: _____

Leadership Contestant Applicant Signature: _____

Dated this _____ day of _____, 2022

VII. Financial Responsibility Agreement

In consideration of the Green Party of Canada approving me as a Leadership Contestant, I, the undersigned, agree to follow the 2022 GPC Leadership Contest Rules. I acknowledge that I will not seek contribution or indemnity from the GPC for any campaign debt and that this declaration is irrevocable and binding on myself, unless there is a prior written agreement with the GPC, signed by both the Executive Director and the President of the Federal Council. As per the Leadership Rules, I hereby assign to the GPC Fund 100% of any funds not used by my Leadership campaign during the election.

Printed name of Leadership Contestant Applicant: _____

Leadership Contestant Applicant Signature: _____

Dated this _____ day of _____, 2022

ANNEX E-2 - 2020 Green Party of Canada Leadership Contest Rules

1. OVERVIEW OF ROLES

1.1 Leadership Contest Committee

1.1.1 Oversight: Ensure that contest is set up and proceeds smoothly.

1.1.2 Appeals: Handle any appeals from contestants that arise from the work of the Leadership Contest Authority.

1.2 Leadership Contest Authority

1.2.1 Compliance: Work with contestants and their staff to ensure proper conduct of the contest. Encourage and monitor compliance, assess penalties to contestants.

2. THE CANADA ELECTIONS ACT

2.1 All Leadership applicants, Contestants and their Financial Agents are

2.1.1 Subject to all regulations put forth in the Canada Elections Act;

2.1.2 Responsible for ensuring that their Leadership campaigns adhere to all regulations put forth in the Canada Elections Act.

2.2 In cases of discrepancy between any documents related to the Leadership Contest and the Canada Elections Act, the Canada Elections Act prevails.

3. GREEN PARTY CONSTITUTION AND BYLAWS

3.1 All Leadership applicants, Contestants and their Financial Agents are

3.1.1 Subject to all regulations put forth in the Green Party Constitution and bylaws;

3.1.2 Responsible for ensuring that their Leadership campaigns adhere to all regulations put forth in the Green Party Constitution and bylaws.

3.2 In cases of discrepancy between any GPC document related to the Leadership Contest and the Green Party Constitution and bylaws, the Green Party Constitution and bylaws prevail.

4. LEADERSHIP CONTEST AUTHORITY

4.1 The Leadership Contest Authority is

4.1.1 Appointed by the Federal Council

4.1.2 Responsible for the oversight, compliance and enforcement of the Leadership Contest Rules

4.1.3 Made up of three members, who are not members of the Leadership Contest Committee, and between them provide:

- full bilingualism (at least 1 required);
- familiarity with Elections Canada rules and regulations; and
- legal background.

4.2 The Leadership Contest Authority has full authority, delegated by Federal Council, to enforce the Leadership Contest Rules as needed. These powers include but are not limited to: expelling Leadership Contestants from the contest, limiting the participation of Leadership Contestants in official events, administering fines and providing Leadership Contestants with written warnings for any violations of Contest Rules.

4.3 Any enforcement decisions will be communicated to the Leadership Contestant in writing and, after seven days, if no appeal is made, will be made public by posting on the party website.

5. RULE COMPLIANCE

5.1 The Leadership Contest Authority will work proactively and in good faith, with Contestants, their teams and GPC staff to identify potential violations and preemptively avoid the need to issue a compliance violation ruling.

5.2 Should the Leadership Contest Authority deem a Leadership Contestant, their Financial Agent or a person acting under their direction is in violation of a rule related to the Leadership Contest found in:

- The Canada Elections Act;
- The GPC Constitution and bylaws;
- This document,

The Leadership Contest Authority may impose a fine, suspension or expulsion on the Leadership Contestant. The suspension may include (but is not limited to):

5.2.1 The Leadership Contestant not receiving the Voters List

5.2.2 The Leadership Contestant being excluded from official Party events or debates

5.2.3 Delayed transfers of the Directed Contributions of the Leadership Contestant

5.3 Leadership Contestants may appeal a decision or ruling of the Leadership Contest Authority to the Leadership Contest Committee in writing within forty-eight (48) hours of receiving notice of the decision or ruling. Decisions on appeals will be issued within seven (7) days of receipt of the appeal.

5.4 All decisions of the Leadership Contest Authority in response to violations, or decisions of the Leadership Contest Committee in the case of an appeal, are final.

5.5 The Party will provide a compliance web page accessible via the Leadership Contest landing page that will outline each violation with the following details:

5.5.1 The Leadership Contestant(s) involved

5.5.2 Details of the infraction, including the date of the infraction and the rule(s) that were deemed to have been violated

5.5.3 Whether or not the decision was appealed to the Leadership Contest Committee

5.5.4 The ruling of the Leadership Contest Authority or, in the case of an appeal, the ruling of the Leadership Contest Committee.

5.6 The Leadership Contest Authority or the Leadership Contest Committee may keep the details of the infraction private if:

5.6.1 The ruling results in the expulsion of a Leadership Contestant; or

5.6.2 Publishing details of the infraction violates a confidentiality or non-disclosure agreement.

5.7 The Leadership Contest Authority may fine a campaign between [\$500-\$2500] for every infraction of the rules depending on severity.

5.8 Any attempt to circumvent the leadership rules will be subject to review and penalty by the Leadership Contest Authority.

6. LEADERSHIP CONTESTANT ELIGIBILITY

6.1 An individual may stand as a Leadership Contestant for the Leadership Contest if they

6.1.1 Complete the contestant application process and vetting to the satisfaction of the Leadership Contest Authority;

6.1.2 Are a Green Party of Canada Member in good standing as of the date of application;

6.1.3 Are eligible for election to the House of Commons under the Canada Elections Act as of the date of application.

6.1.4 Have no debt owed to the GPC

6.1.5 Have no open litigation against the GPC

7. BY-ELECTION DURING THE LEADERSHIP CONTEST

7.1 A Leadership Contestant may not apply for the candidacy of a federal by-election unless:

a) they withdraw from the Leadership Contest; or b) they request and receive approval from

Federal Council to apply for the nomination; or c) the nomination date for the by-election is after Oct 3, 2020.

8. OTHER FUNCTIONARY ROLES IN PARTY

8.1 Any approved Leadership Contestant who is a member of Federal Council, Young Greens Council, Shadow Cabinet or any official Committee of the Green Party of Canada must resign their position within 48 hours of approval of application and prior to registering as a Leadership Contestant with Elections Canada.

9. WITHDRAWAL OF A LEADERSHIP CONTESTANT

9.1 A Leadership Contestant may voluntarily withdraw from the contest by informing the Leadership Contest Authority in writing.

9.2 All fees that are due on the date of withdrawal remain due.

9.3 Any outstanding expenses of the Leadership Contestant remain the responsibility of the Leadership Contestant (as set out by the Canada Elections Act).

9.4 Any surplus of funds in the Leadership Contestant's campaign bank account must be transferred to the central party within 30 days of the Contestant's withdrawal.

9.5 Notice of the withdrawal of a leadership contestant will be posted on the GPC website without detail.

10. LEADERSHIP CONTESTANT APPLICATION, FEES AND ENDORSEMENT OF MEMBERS

10.1 Leadership applications may be submitted to the Leadership Contest Authority from February 4th, 2020 (6:00 AM Pacific Time) to June 3, 2020 (6:00 PM Pacific Time).

10.2 To apply to be a Leadership Contestant, an individual must submit the following to the Leadership Contest Authority

10.2.1 A fully completed nomination application package as approved by the Leadership Contest Authority.

10.2.2 One hundred (100) nominations from Party members including at least twenty (20) Young Greens using the form provided in the Application package. Signatories must be Party Members in good standing when the application is submitted to the Leadership Contest Authority.

10.2.3 A payment for the Application Fee as outlined below.

10.3 All Leadership Contestants will be notified when their application has been received in full.

11. FEES

11.1 The following fees are non-negotiable for Leadership Contestants and must be paid to the Green Party of Canada Fund:

11.1.1 **Initial non-refundable Application Fee:** \$1,000 due at the time the application is submitted for review ;

11.1.2 **Non-Refundable Initial Contest entry Fee:** \$9,000 due within ten (10) days of the Leadership Application being approved;

11.1.3 **Non-Refundable Secondary Contest Fee:** \$30,000, due by July 31st, 2020

12. VETTING

12.1 All applicants will be notified of their approval/rejection exactly seven (7) days after they receive notice that their application has been received in full. This 7 -day period will be used to review the application and complete a thorough v etting of the applicant.

12.2 The applicant must remain available during this 7-day period to answer additional questions that may arise during the review of their application.

12.3 Failure of the applicant to respond in a timely manner may extend the vetting period until all questions are answered.

12.4 An application may be denied at the Leadership Contest Authority's discretion and in the interests of the Party, based on information received in the Contestant Application or subsequent information discovered during the 7-day vetting period.

12.5 Applicants will not be given details of why their application has been denied, unless approved by the Leadership Contest Authority.

12.6 Rejected applicants may appeal the decision of the Leadership Contest Authority within twenty-four (24) hours of the determination of the Leadership Contest Authority. If no appeal is received by the Leadership Contest Committee within 24 hours, the Leadership Contest Authority's decision is final.

12.7 The Leadership Contest Committee will have seven (7) days to review the appeal.

12.7.1 The Leadership Contest Committee may request further information from the applicant or any other person(s) during their review.

12.7.2 The Leadership Contest Committee will inform the Leadership Contest Authority and the applicant in writing of their decision to approve or reject the applicant.

12.7.3 The decision of the Leadership Contest Committee is final. Applicants will not be given details on the decision of the Leadership Contest Committee.

12.8 If at any time during the contest the Leadership Contest Authority is made aware of information that was omitted from the initial application that may have caused the applicant to be rejected:

12.8.1 The Leadership Contest Authority may order a follow-up 7-day vetting of the Contestant.

12.8.2 The Leadership Contest Authority may expel the Contestant immediately.

12.9 If the Leadership Contest Authority orders a follow-up vetting:

12.9.1 The Leadership Contestant will be informed in writing that a follow-up 7-day vetting has been ordered.

12.9.2 During the follow-up vetting the Leadership Contestant may continue to campaign unless directed otherwise.

12.9.3 The Leadership Contestant must make themselves available during the seven days to provide the Leadership Contest Authority information as requested.

12.9.4 For privacy and fairness, information of the follow-up vetting will be kept confidential to the parties involved.

12.9.5 If, at any point during the follow-up 7-day vetting period, the Leadership Contest Authority confirms the validity of information that was omitted from the original application that disqualifies the Contestant, the Leadership Contestant Authority may remove the Contestant from the contest immediately by informing the Contestant in writing.

12.9.6 Expelled Leadership Contestants will not be given details of why their approval has been revoked and may not contest the decision. Notice that the Contestant is no longer in the contest will be posted to the GPC website without detail.

12.10 If after the follow-up 7-day vetting period, the Leadership Contest Authority determines the Contestant shall remain an approved Contestant:

12.10.1 The Leadership Contestant will be informed in writing that the follow-up 7-day vetting has concluded with no further action.

13. ADDITIONAL MEMBER NOMINATIONS

13.1 Between August 1st and September 1st 2020, each Leadership Contestant must provide an additional 150 signed nominations from members using the form provided by the Leadership Contest Authority.

13.2 These 150 members must include at least 20 members residing in each of a minimum of five of the six regions of Canada as defined in the GPC bylaws (Atlantic, Quebec, Ontario, Prairie, British Columbia and North).

13.3 These 150 nominations from members may not include the members from the original 100 nominations made at the time of the Contestant's application.

13.4 A member may nominate more than one Leadership Contestant.

14. FUNDRAISING, LOANS AND EXPENSES

14.1 All monetary contributions to a Leadership Contestant must be processed through the Green Party office as “directed contributions” and are subject to a twenty-five percent (25%) administrative fee.

14.2 All reconciled directed contributions will be transferred from the GPC Head Office to the intended Leadership Contestants on a weekly basis.

14.3 The transfer will include the available contact information and amounts of each individual contribution.

14.4 25% of all monetary contributions received by the Leadership Contestant prior to their registration with Elections Canada as a Leadership Contestant must be transferred to the Green Party of Canada within 10 days of confirmation of their registration by Elections Canada.

14.5 Any loans from individuals to a Leadership Contestant may be received directly by the Financial Agent from the lender.

14.6 Prior to accepting the loan, the Financial Agent must confirm with the GPC that the loan does not put an individual over their annual contribution limit.

14.7 All loans received from individuals are subject to a twenty-five percent (25%) administrative fee transferred to the GPC within 5 business days.

14.8 Up to \$10,000 of the administrative fees retained by the GPC can be used to cover part of the contestant’s entry fees, the total of which is \$40,000.

14.9 The Leadership Contest Expense Limit is \$500,000 for the duration of the Leadership Contest. Expenses of the Contest are defined by the Canada Elections Act.

14.10 Leadership Contest Fees (in above “Fees” section) and are not included expenses under the Contest Expense Limit.

15. APPOINTMENT AND DUTIES OF THE FINANCIAL AGENT

15.1 Each Leadership Contestant must appoint a Financial Agent.

15.2 The Financial Agent is responsible for ensuring the Leadership Contestant and their campaign follow all financial regulations set out in this document, the Party Constitution & bylaws, and the Canada Elections Act.

15.3 For the purposes of compliance, communications between the Leadership Contest Authority and the Financial Agent of the Contestant will be considered communication between the Leadership Contest Authority and the Leadership Contestant themselves.

15.4 The Financial Agent must open a separate bank account to be used exclusively for the contestant’s campaign. The account must be named in compliance with the Canada Elections Act.

15.5 All monetary transactions in relation to the contest must go through the Contestant's campaign bank account, unless they involve the payment of personal or litigation expenses.

15.6 The bank account has to remain open until the Financial Agent fulfills all financial obligations of the contest.

15.7 Once a Leadership Contestant has been approved and registered with Elections Canada all monetary contributions must be deposited as directed contributions through the Green Party of Canada.

15.8 All expenses must be recorded in accordance with Elections Canada regulations and must be reported to Elections Canada as set out in the Canada Elections Act.

15.9 If a Financial Agent resigns or is removed by the Leadership Contestant, the Leadership Contest Authority and Elections Canada must be informed without delay.

15.10 It is the responsibility of the Leadership Contestant to replace a Financial Agent who resigns or is removed.

15.11 Any debts incurred by the Leadership Contestant are the full responsibility of the Leadership Contestant and their Financial Agent. The GPC will take no responsibility for any such debt including when a Leadership Contestant withdraws from the contest or is successful in being elected Leader.

16. ADDITIONAL FINANCIAL REPORTING REQUIREMENTS

16.1 Within seven (7) days of initial approval of the Contestant the Financial Agent must provide any and all monthly bank statements of the Leadership Contestant's bank account including the opening statement and details on all campaign loans received and paid.

16.2 On the first Tuesday of each month from March to September 2020:

The Financial Agent of the Contestant will provide the Leadership Contest Authority with the previous month's bank statement showing all deposits, withdrawals and details on all campaign loans received and paid. In the case that the Leadership Contest Authority requests additional documentation of financial transactions, the Financial Agent will have 5 business days to comply.

16.3 A bank statement showing deposits, withdrawals and details on all campaign loans received and paid that covers September 1st to September 25th, 2020 will be due on September 28th, 2020.

17. VOTERS LIST

17.1 The Leadership Contest Authority will instruct the Party to supply Approved Leadership Contestants with an electronic, up-to-date Voters List.

17.2 The Voters List will be provided as a spreadsheet and contain the name, phone number (if available), address, riding, membership start/end date and preferred language of each eligible voter.

17.3 The Final Voters List issued on Sept 30th will also include an indication of whether or not each member has voted.

17.4 An Approved Leadership Contestant will not be eligible to receive the initial Voters List or any updates of the Voters List until all monetary fees have been received in full.

17.5 An up-to-date Voters List will be provided to all eligible Leadership Contestants:

17.5.1 Upon confirmation that a new Leadership Contestant is Approved and has paid all required fees.

17.5.2 The 30th day of each month for the duration of the Leadership Contest (For February, the list will be provided to eligible Contestants on the 29th day of the month).

17.6 The Voters List can only be used by the Leadership Contestant and their team during the Contest for the purposes of promoting/opposing a registered Leadership Contestant or to promote/oppose a specific position held by a registered Leadership Contestant.

17.7 All reasonable measures must be taken to maintain the confidentiality of the Voters List, as per the GPC Privacy Policy. As part of the application, all Leadership Contestants will be required to affirm that they will abide by the GPC Privacy Policy and Usage Guidelines above.

17.8 Contestants will not use the Voters List for any purpose at all after voting closes. All copies of the Voters List must be destroyed or returned to the Party by October 11th, 2020.

17.9 The Voters Lists will contain security features to detect misuse or loss, trackable to specific contestants.

18. USE OF GVOTE

18.1 Leadership Contestants and their campaign teams may not use GVote or information previously obtained from GVote for any leadership contest purposes.

19. VOTING ELIGIBILITY

19.1 All Party Members as of Sept 3rd, 2020 at 11:59 PM Pacific Time are eligible to vote.

20. VOTING DATES AND FORMAT

20.1 The Leadership Vote will begin at 1:00 PM Atlantic time (9:00 AM Pacific) on Sept 26th, 2020 and end at 7:30 PM Atlantic (3:30 PM Pacific time) on Oct 3rd, 2020.

20.2 The results of the Leadership Vote will be announced at 9:00 PM Atlantic (5:00 PM Pacific) on Oct 3rd, 2020.

20.3 The election of the Leader will use a one-member, one-vote system using a preferential ballot. A majority vote shall elect the Leader. Ballots will include an option for "None-of-the- Above" (NOTA).

20.4 Voting will be primarily conducted by online ballot, but a mail in ballot option will be available in the case that a Party Member is not able to vote online.

21. MAIL-IN VOTING

21.1 Request for a mail-in ballot (or a request to replace a lost/missing mail-in ballot) opens on February 4th, 2020 and closes at 5:00 PM Eastern on August 14th, 2020.

21.2 Completed mail-in ballots must be received by the GPC central office by 5:00 PM Eastern on September 25th, 2020.

21.3 Mail-in ballots will be input into the online voting system by volunteers at the head office in Ottawa between September 28th and September 30th.

21.4 All Leadership Contestants will be notified of the exact times so a Contestant's scrutineer may be present.

21.5 The volunteers responsible for inputting the votes will be appointed by the Leadership Contest Authority and must remain impartial between Sept 28th and 30th.

21.6 The volunteers will be required to keep all voter information including any identifying factors of the voter and their voting intentions in strict confidentiality.

21.7 The total number of mail-in ballots will be recorded but mail-in vote tallies will not be made available.

21.8 The mail-in ballots must be held by the GPC for six months.

22. LEADERSHIP DEBATES

22.1 The Party will organize at least two official leadership debates, one in each official language.

22.2 The debates will be organized at the discretion of the Leadership Contest Authority.

22.3 Leadership Contestants will be responsible for arranging their own travel and accommodations for the official debates.

23. ROLE OF GPC STAFF, COMMITTEES AND RIDING ASSOCIATION EXECUTIVES

23.1 GPC Staff, Electoral District Associations (EDAs) and EDA Executives acting in those roles must remain impartial during the Leadership Contest. They must not use their position or access to Party resources to influence the Electorate to support or oppose a Leadership Contestant or any person who has publicly announced their interest in becoming a Leadership Contestant.

23.2 EDA funds and resources may not be used to support or oppose a Leadership Contestant including:

23.2.1 transferring or lending the funds or resources to a Leadership Contestant

23.2.2 sharing supporter data with a Leadership Contestant, including data stored in GVote

23.2.3 using EDA resources to communicate with supporters in a partisan manner, including communications through GVote.

23.3 Members of the Executive of an EDA, Federal Council, Young Greens Council, Shadow Cabinet and all other official Party committees (excluding the Leadership Contest Authority and members of the Leadership Contest Committee) may support a Leadership Contestant or a Leadership campaign as an individual Party member.

23.4 GPC Staff, the Leadership Contest Authority and members of the Leadership Contest Committee must remain impartial at all times. This includes using personal social media accounts to promote or oppose a Leadership Contestant.

23.5 At times, staff, the Leadership Contest Authority and members of the Leadership Contest Committee may offer support services to a Leadership Contestant. It is required that the same offer of support is made to all other Leadership Contestants equally.

23.6 The Party may use internal resources to promote the Leadership Contest, BGM, or official Leadership Contest events in an impartial manner.

23.7 The Party will take all precautions to avoid highlighting a specific Contestant, or their key campaign staff, who happen to participate at a GPC event that is promoted using Party resources.

23.8 If the Party wishes to produce a specific promotion highlighting the approved Leadership Contestants, each Contestant will be provided equal opportunity to be included in the promotional material.

23.9 Any Leadership Contestant or person(s) acting on behalf of a Leadership Contestant who contacts an EDA, EDA executive or GPC staff member must identify themselves as a Leadership Contestant or representative of a Leadership Contestant.

23.10 A central repository of communications between Leadership Contestants and GPC staff (or the Leadership Contest Authority) in regards to the administration of the Contest will be made available to all Leadership Contestants.

ANNEX F - Federal Council Code of Conduct

Federal Council Code of Conduct

The purpose of Federal Council is to make ethical and socially responsible decisions regarding the achievement of the Federal Council mandate. To achieve this, in addition to the six core Green Values, Federal Council members will be held accountable to the following ethical, procedural and behavioural expectations in the areas of: honesty, respect, professionalism and responsibility. They are also required to take on the legal responsibilities of fiduciary responsibility and duty of care.

Fiduciary responsibility means that Councillors are required to hold the Party's interests as paramount, above individual interests. Councillors must therefore act at all times in the best interest of the Party, avoiding conflicts of interest. In signing the Federal Councillor Declaration, Federal Council members declare that they will commit to these values, expectations, and legal responsibilities.

Honesty

1. I will conduct myself in a manner which will maintain and strengthen the trust and confidence of the public in the integrity of the Green Party of Canada;
2. Conduct myself with integrity in formal and informal interactions with other councillors; and
3. Not intentionally misrepresent the stated purposes, values, or policies of the GPC.

Respect

1. I will conduct myself with decorum during political debate (including Council discussions), respect legitimate democratic interests of all, and focus upon criticizing policies and positions rather than persons;
2. Not make false, frivolous or vexatious complaints regarding fellow members of the GPC; and
3. Not intentionally cause harm to any person by engaging in physical, mental, or social abuse, and will not use insulting, harassing, or otherwise offensive language or behaviour.

Professionalism

1. I will exercise the powers of my office with due diligence, reasonably and prudently, in the best interests of the party and with responsibility to the citizens of Canada;
2. Act with integrity and submit myself to the higher level of scrutiny appropriate to my position as a member of the GPC Council;
3. Respect and support the Party's Constitution, Bylaws, policies, Code of Conduct, and Policy on Conflicts of Interest;
4. Maintain solidarity with fellow Councillors in support of decisions that have been made in good faith in a legally constituted meeting;
5. Conduct myself in a spirit of collegiality and respect for the collective decisions of the Federal Council and subordinate my personal positions to the best interests of the Party;
6. Keep confidential all information unless the Federal Council determines that such information is public. Confidential information includes, but is not limited to, information about personnel, campaign plans, membership and donor lists, financial statements, strategic and annual plans, and matters dealt with during in-camera meetings of the Federal Council;
7. Not commit acts such as slander or mischief; and
8. Not act in a way which would bring the Green Party of Canada, or its members, into disrepute.

Responsibility

1. I will cooperate with the authorized structures and procedures of the Party and respond in a timely manner when contacted by other officers of the Party, Party staff or officials of Elections Canada;
2. Immediately declare any personal conflict of interest that may come to my attention; and
3. Always act to the highest ethical standards and the legitimate interests and benefit of both GPC members and Canadian citizens.

Governance Role of Councillors Role

1. To set the long-term strategic vision of the Party;
2. To oversee the work of the Executive Director against the Annual Plan;
3. To act as Stewards for the resources of the Party, respecting the expectations of the members;
4. To serve the members through upholding the party's constitution; and
5. To report the business of the Party to the members.

Duties

1. Duty of Care: Councillors are required to exercise due diligence when taking decisions by taking the appropriate steps to make informed decisions;
2. Duty of Diligence: Councillors are required to study the business and documents of the party, debate respectfully, and act prudently;
3.
Duty of Competence: Councillors are required to practice the standard of care expected of their personal abilities and to act cautiously;
4.
Duty of Loyalty: Councillors must place the interest of the Party first, acting honestly and in good faith, supporting the decisions of the Council, and disclosing any potential or real conflicts of interest; and
5.
Duty of Compliance: Councillors must obey the Laws of Canada and act within the scope of the Party's Constitution, Bylaws, procedures and decisions.

Accountability

The above outlines the Federal Council Code of Conduct and the fiduciary responsibility of Councillors. Adherence to the Code of Conduct and fiduciary responsibility of Councillors represents a condition of office for Federal Councillors. I understand that any violation or noncompliance could result in administrative or disciplinary measures up to and including removal from Federal Council, expulsion from the GPC, and legal action. I understand that my obligation does not end with my term on Federal Council but continues in perpetuity.

In the event that a Councillor violates the Code of Conduct, the President of the GPC, along with the Executive, will assess the degree of risk and/or damage done to the Party and determine a course of action. Depending on the severity of the circumstances, the Executive may:

Request clarification from the Councillor regarding their actions; Issue a verbal warning; Request a correction, retraction, and/or written apology;

Recommend that Council issue a written reprimand;

Recommend that Council temporarily or permanently suspend the Councillor's privileges; or

Recommend that Council expel the Councillor (per bylaws 1.3.2, 2.1.5.1, and 2.1.5.3).

The Executive or Federal Council may also choose to appoint a mutually agreed ad hoc committee to make recommendations. A record of infractions will be kept and repeated violations will be a factor in deciding upon consequences.

ANNEX G - GPC Fund Board bylaws

GREEN PARTY OF CANADA FUND

BY-LAW NO. 1

A by-law relating generally to the conduct of the affairs of
GREEN PARTY OF CANADA FUND
(hereinafter referred to as the "Fund")

DEFINITIONS AND INTERPRETATION

1. In this By-law and in all other By-laws of the Fund, unless the context otherwise requires:

1.1. "Act" means the Canada Not-For-Profit Corporations Act, S.C. 2009, c.23

including the Regulations made pursuant to the Act, and any statute or regulations that may be substituted, as amended from time to time;

1.2. "Articles" means the original or restated articles of incorporation or articles of amendment, amalgamation, continuance, reorganization, arrangement or revival of the Fund;

1.3. "Board" means the board of directors of the Fund;

1.4. "By-laws" means this By-law and any other by-law of the Fund as amended and which are, from time to time, in force and effect;

1.5. "Director" means a member of the Board;

1.6. "Federal Council" means the Federal Council (or successor body as it may be named) of the Green Party of Canada (as constituted on Thursday, September 1, 1988, at Camp Kwomais, White Rock, B.C.) and as is set out in the Constitution

of the Green Party of Canada. For further certainty, for the purposes of this Bylaw the Federal Council only includes voting members of such body;

1.7. "Meeting of Members" includes an annual meeting of members or a Special Meeting; "Special Meeting" includes a meeting of any class or classes of members and a special meeting of all members entitled to vote at an annual meeting of members;

1.8. "Member" means an individual that meets the requirements for membership set out in Article 12 of this by-law, has applied for and has been accepted into membership in the Fund by resolution of the Board or in such other manner as may be determined by the Board;

2

Document Number: 1563332 Version: 7

1.9. "Officer" means any one or more persons, respectively, who have been appointed as officers of the Fund in accordance with the By-laws;

1.10. "Ordinary Resolution" means a resolution passed by a majority of the votes cast on that resolution;

1.11. "Proposal" means a proposal submitted by a Member of the Fund that meets the requirements of the Act;

1.12. "Regulations" means the regulations made under the Act, as amended, restated or in effect from time to time;

1.13. "Special Resolution" means a resolution passed by a majority of not less than

two-thirds (2/3) of the votes cast on that resolution.

2. In the interpretation of this by-law, words in the singular include the plural and viceversa, words in one gender include all genders, and "person" includes an individual, body corporate, partnership, trust and unincorporated organization.

BUSINESS OF THE FUND

3. Mandate. The Fund is the Chief Agent of the Green Party of Canada and the Federal Council's agent/treasurer. The Fund is the execution and implementation body for financial and legal matters on Federal Council's behalf. To conform to election law, it is the Fund that is the employer of Central Party staff of the Green Party of Canada, the holder of Central Party contracts for the Green Party of Canada, and the recipient, borrower, and spender of Central Party funds in the name of the Green Party of Canada, on behalf of the Green Party of Canada.

4. Corporate Seal. The Fund may have a corporate seal in the form approved from time to time by the Board. If a corporate seal is approved by the Board, the secretary of the Fund shall be the custodian of the corporate seal.

5. Registered Office. Unless changed in accordance with the Act, the head office of the Fund shall be in the City of Ottawa, in the Province of Ontario.

6. Books and Records. The Board shall see that all necessary books and records of the Fund required by the By-laws or by any applicable statute or law are regularly and properly kept.

7. Execution of Documents. Deeds, transfers, assignments, contracts, obligations and other instruments in writing requiring execution by the Fund may be signed by any two

(2) Officers. In addition, the Board may from time to time direct the manner in which and the person or persons by whom a particular document or type of document shall be executed. Any person authorized to sign any document may affix the corporate seal (if 3

Document Number: 1563332 Version: 7

any) to the document. Any signing officer may certify a copy of any instrument, resolution, by-law or other document of the Fund to be a true copy thereof.

8. Financial Year. The financial year end of the Fund shall be December 31st or as determined by the Board. Pursuant to the Act, the annual meeting of Members shall be held within six (6) months of the financial year end of the Fund.

9. Banking Arrangements. The banking business of the Fund shall be transacted at such bank, trust company or other firm or Fund carrying on a banking business in Canada or elsewhere as the Board may designate, appoint or authorize from time to time by resolution. The banking business or any part of it shall be transacted by an Officer or Officers of the Fund and/or other persons as the Board may by resolution from time to time designate, direct or authorize.

10. Borrowing Powers. The Directors of the Fund may not, without authorization of the Members,

10.1. borrow money on the credit of the Fund;

10.2. issue, reissue, sell, pledge or hypothecate debt obligations of the Fund;

10.3. give a guarantee on behalf of; and

10.4. mortgage, hypothecate, pledge or otherwise create a security interest in all or any

property of the Fund, owned or subsequently acquired, to secure any debt obligation of the Fund.

11. Annual Financial Statements. The Fund may, instead of sending copies of the annual financial statements and other documents referred to in subsection 172(1) of the Act to the Members, publish a notice to its Members stating that the annual financial statements and documents provided in subsection 172(1) are available at the registered office of the Fund and any Member may, on request, obtain a copy free of charge at the registered office or by prepaid mail.

MEMBERSHIP IN THE FUND

12. Membership Conditions. Subject to the Articles, there shall be one class of Members in the Fund. Membership in the Fund shall be available only to individuals who are members of the Federal Council. When an individual becomes a member of the Federal Council within the meaning of Article 1.6 of these By-Laws they shall, if legally eligible, automatically become a Member of the Fund without further action or confirmation required. Each Member shall be entitled to receive notice of, attend and vote at all meetings of the Members of the Fund.

4

Document Number: 1563332 Version: 7

Pursuant to subsection 197(1) (Fundamental Change) of the Act, a Special Resolution of the members is required to make any amendments to this section of the by-laws if those amendments affect membership rights and/or conditions described in paragraphs 197(1)(e), (h), (l) or (m).

13. Membership Dues. There shall be no membership fees or dues unless otherwise directed by the Board.

14. Termination of Membership. A membership in the Fund is terminated when:

14.1. the Member dies;

14.2. a Member fails to maintain any qualifications for membership described in the section on membership conditions of these By-laws;

14.3. the Member resigns by delivering a written resignation to the President of the Board in which case such resignation shall be effective on the date specified in the resignation;

14.4. the Member is expelled in accordance with any discipline of Members section or is otherwise terminated in accordance with the Articles or By-laws;

14.5. the Member is no longer a member of the Federal Council;

14.6. the Fund is liquidated or dissolved under the Act.

15. Effect of Termination of Membership. Subject to the Articles, upon any termination of membership, the rights of the Member, including any rights in the property of the Fund, automatically cease to exist.

16. Discipline of Members. The Board shall have the authority to suspend a Member until the next Meeting of the Members following such suspension. The Members shall have authority to suspend or expel any Member from the Fund for any one or more of the following grounds:

16.1. violating any provision of the Articles, by-laws, the Code of Conduct of the Green Party of Canada applicable to members of the Federal Council or other written

policies of the Fund;

16.2. carrying out any conduct which may be detrimental to the Fund as determined by the Members in their sole discretion;

16.3. for any other reason that the Members in their sole and absolute discretion considers to be reasonable, having regard to the purpose of the Fund.

5

Document Number: 1563332 Version: 7

In the event that the Members determine that a Member should be expelled or suspended from membership in the Fund, the President, or such other Officer as may be designated by the Members, shall provide twenty (20) days notice of suspension or expulsion to the Member and shall provide reasons for the proposed suspension or expulsion. The Member may make written submissions to the President, or such other Officer as may be designated by the Members, in response to the notice received within such twenty (20) day period. In the event that no written submissions are received by the President, the President, or such other Officer as may be designated by the Members, may proceed to notify the Member that the Member is suspended or expelled from membership in the Fund. If written submissions are received in accordance with this section, the Members will consider such submissions in arriving at a final decision and shall notify the Member concerning such final decision within a further twenty (20) days from the date of receipt of the submissions. The Members' decision shall be final and binding on the Member, without any further right of appeal.

17. Membership Transferability. A membership may only be transferred to the Fund. Pursuant to Section 197(1) (Fundamental Change) of the Act, a Special Resolution of the Members is required to make any amendment to add, change or delete this section of the By-laws.

MEETINGS OF MEMBERS

18. Notice of Members Meeting. Notice of the time and place of a Meeting of Members shall be given to each Member entitled to vote at the meeting by the following means:

18.1. by mail, courier or personal delivery to each Member entitled to vote at the meeting, not less than 21 and not more than 60 days before the day on which the meeting is to be held; or

18.2. by telephonic, electronic or other communication facility to each Member entitled to vote at the meeting, during a period of 21 to 35 days before the day on which

the meeting is to be held.

19. Amendments to Notice Provisions. Pursuant to subsection 197(1) (Fundamental Change) of the Act, a Special Resolution of the Members is required to make any amendment to the By-laws of the Fund to change the manner of giving notice to Members entitled to vote at a Meeting of Members.

20. Members Calling a Members' Meeting. The Board shall call a Special Meeting of Members in accordance with the Act, on written requisition of Members carrying not less than 5% of the voting rights. If the Directors do not call a meeting within twenty-one (21) days of receiving the requisition, any Member who signed the requisition may call the meeting.

6

Document Number: 1563332 Version: 7

21. Absentee Voting at Members' Meetings. Pursuant to the Act, a Member entitled to vote at a Meeting of Members may vote by means of a telephonic, electronic or other communication facility if the Fund has a system that:

21.1. enables the votes to be gathered in a manner that permits their subsequent verification, and

21.2. permits the tallied votes to be presented to the Fund without it being possible for the Fund to identify how each Member voted.

22. Amendments to Absentee Voting. Pursuant to subsection 197(1) (Fundamental Change) of the Act, a Special Resolution of the Members is required to make any amendment to

the By-laws of the Fund to change the above method of voting by Members not in attendance at a Meeting of Members.

23. Proposals Nominating Directors at Annual Members' Meetings. Subject to the Regulations under the Act, any Proposal may include nominations for the election of directors if the Proposal is signed by not less than 5% of Members entitled to vote at the meeting at which the Proposal is to be presented.

24. Cost of Publishing Proposals for Annual Members' Meetings. The Member who submitted the Proposal shall pay the cost of including the Proposal and any statement in the notice of meeting at which the Proposal is to be presented unless otherwise provided by Ordinary Resolution of the Members present at the meeting.

25. Place of Members' Meeting. Subject to compliance with the Act, meetings of the Members may be held at any place within Canada or outside Canada determined by the Board.

26. Persons Entitled to be Present at Members' Meetings. The only persons entitled to be present at a Meeting of Members shall be those entitled to vote at the meeting, the Directors and the public accountant of the Fund and such other persons who are entitled or required under any provision of the Act, Articles or By-laws of the Fund to be present at the meeting. Any other person may be admitted only on the invitation of the chair of the meeting or by resolution of the Members.

27. Chair of Members' Meetings. In the event that the President of the Board and the VicePresident of the Board are absent, the Members who are present and entitled to vote at the meeting shall choose one of their number to chair the meeting.

28. Quorum at Members' Meetings. A quorum at any meeting of the Members (unless a greater number of Members are required to be present by the Act) shall be a majority of the Members entitled to vote at the meeting. If a quorum is present at the opening of a Meeting of Members, the Members present may proceed with the business of the meeting even if a quorum is not present throughout the meeting.

7

Document Number: 1563332 Version: 7

29. Votes to Govern at Members' Meetings. At any Meeting of Members every question shall, unless otherwise provided by the Articles or By-laws or by the Act, be determined by an Ordinary Resolution. In case of an equality of votes either on a show of hands or on a ballot or on the results of electronic voting, if the chair of the meeting did not initially vote when the question was called, the chair of the meeting may call a second vote on the

question and may exercise their vote during that second vote. For further certainty, in no case will the chair be permitted to exercise two (2) votes and the chair may only call a second vote if they have chosen, in their discretion, not to exercise their vote when the question was initially called. In addition, nothing in these By-Laws requires the chair of a meeting to call a second vote in the event of an equality of votes.

30. Participation by Electronic Means at Members' Meetings. If the Fund chooses to make available a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during a Meeting of Members, any person entitled to attend such meeting may participate in the meeting by means of such telephonic, electronic or other communication facility in the manner provided by the Act. A person participating in a meeting by such means is deemed to be present at the meeting. Notwithstanding any other provision of this By-law, any person participating in

a Meeting of Members pursuant to this section who is entitled to vote at that meeting may vote, in accordance with the Act, by means of any telephonic, electronic or other communication facility that the Fund has made available for that purpose.

31. Members' Meeting Held Entirely by Electronic Means. If the Directors or Members of the Fund call a Meeting of Members pursuant to the Act, those Directors or Members, as the case may be, may determine that the meeting shall be held, in accordance with the Act and the Regulations, entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

BOARD OF DIRECTORS

32. Number of Directors. The Board shall consist of the number of Directors specified in the Articles. Directors must be members of the Green Party of Canada. If the Articles provide for a minimum and maximum number of Directors, the Board shall be comprised of the fixed number of Directors as determined from time to time by the Members by Ordinary Resolution or, if the Ordinary Resolution empowers the Directors to determine the number, by resolution of the Board.

33. Term of Office of Directors. The Directors shall be elected by the Members at the annual meeting of the Members of the Fund. The Directors shall be elected to hold office for a term expiring not later than the close of the second annual Meeting of Members following the election.

34. Vacation of Office. The office of Director shall be automatically vacated: 8

Document Number: 1563332 Version: 7

34.1. if a Director resigns by delivering a written resignation to the secretary of the Fund;

34.2. if the Director is found by a court to be of unsound mind;

34.3. if the Director becomes bankrupt or suspends payment or compounds with such Director's creditors;

34.4. if at a Meeting of Members an Ordinary Resolution is passed by the Members present at the meeting that the Director be removed from office;

34.5. on death of the Director;

34.6. if a Director fails to attend a minimum of three consecutive Board meetings or

fails to attend all meetings within a calendar year, whichever is the minimum.

35. Vacancies. Subject to the Act, a quorum of the Board may fill a vacancy in the Board, except a vacancy resulting from an increase in the number or the minimum or maximum number of directors or from a failure of the Members to elect the number or minimum number of directors required by the Articles. In the absence of a quorum of the Board, or if the vacancy has arisen from a failure of the Members to elect the minimum number of directors provided for in the Articles, the Board then in office shall without delay call a Special Meeting of Members to fill the vacancy. If the Board fails to call such meeting or if there are no directors then in office, any Member may call the meeting.

36. Calling of Meetings of Board of Directors. Meetings of the Board may be called by the President, Vice-President or any two (2) Directors at any time. If the Fund has only one Director, that Director may call and constitute a meeting.

37. Location of Meeting of Board of Directors. Meetings of the Board may be held at any time and place within or outside of Canada to be determined by the Directors.

38. Participating in Meetings by Electronic Means. If a majority of the Directors consent thereto, a Director may participate in a meeting of the Board or a committee of the Board by means of such conference telephone, electronic or other communications facilities as permit all persons participating in the meeting to communicate adequately with each other and a Director participating in a meeting by such means shall be deemed to be present at the meeting.

39. Board Meeting Held Entirely by Electronic Means. If the Directors call a meeting of the Board pursuant to the Act, those Directors may determine that the meeting shall be held, in accordance with the Act and the Regulations, entirely by means of a telephonic, electronic or other communication facility that permits all participants to communicate adequately with each other during the meeting.

9

Document Number: 1563332 Version: 7

40. Notice of Meeting of Board of Directors. Notice of the time and place for the holding of a meeting of the Board shall be given in the manner provided in this By-law to every Director of the Fund not less than 10 days before the time when the meeting is to be held if sent by mail and not less than 24 hours if sent by telephonic, electronic or other communication facilities. Notice of a meeting shall not be necessary if all of the Directors are present, and no one objects to the holding of the meeting, or if those absent have waived notice of or have otherwise signified their consent to the holding of such meeting. Notice of an adjourned meeting is not required if the time and place of the adjourned meeting is announced at the original meeting. A notice of meeting of Directors need not specify the purpose of or the business to be transacted at the meeting except where the Act requires such purpose or business to be specified, including any proposal to:

40.1. submit to the Members any question or matter requiring the approval of Members;

40.2. fill a vacancy among the Directors or in the office of public accountant or appoint additional Directors;

40.3. issue debt obligations except as authorized by the Directors;

40.4. approve any annual financial statements;

40.5. adopt, amend or repeal by-laws; or

40.6. establish contributions to be made, or dues to be paid by Members.

41. First Meeting of New Board. Notwithstanding the foregoing, provided a quorum of Directors is present, each newly elected Board may without notice hold its first meeting immediately following the Meeting of Members at which such Board is elected.

42. Regular Meetings Section. The Board may appoint a day or days in any month or months for regular meetings of the Board at a place and hour to be named. A copy of any resolution of the Board fixing the place and time of such regular meetings of the Board shall be sent to each Director forthwith after being passed, but no other notice shall be required for any such regular meeting except if the Act requires the purpose thereof or the business to be transacted to be specified in the notice.

43. Quorum at Meetings of the Board of Directors. A majority of the Directors in office from time to time, and in any event no less than three Directors, shall constitute a quorum at any meeting of the Board.

44. Votes to Govern at Meetings of the Board of Directors. In case of an equality of votes either on a show of hands or on a ballot or on the results of electronic voting, if the chair of the meeting did not initially vote when the question was called, the chair of the meeting may call a second vote on the question and may exercise their vote during that second vote. For further certainty, in no case will the chair be permitted to exercise two (2) votes and the chair may only call a second vote if they have chosen, in their
10

Document Number: 1563332 Version: 7

discretion, not to exercise their vote when the question was initially called. In addition, nothing in these By-Laws requires the chair of a meeting to call a second vote in the event of an equality of votes.

45. Committees of the Board of Directors. The Board may from time to time appoint any committee or other advisory body, as it deems necessary or appropriate for such purposes and, subject to the Act, with such powers as the Board shall see fit. Any such committee may formulate its own rules of procedure, subject to such regulations or directions as the Board may from time to time make. Any committee member may be removed by resolution of the Board.

OFFICERS OF THE FUND

46. Appointment of Officers. Unless otherwise specified by the Board which may, subject to the Act modify, restrict or supplement such duties and powers, the offices of the Fund, if designated and if Officers are appointed, shall have the following duties and powers associated with their positions. Officers need not be Directors or Members, but are required to be members of the Green Party of Canada. Any two offices may be held by the same person.

46.1. President. If appointed, the President shall chair meetings of the Board and shall, subject to the authority of the Board, have general supervision of the affairs of the Fund.

46.2. Vice-President. If appointed, the Vice-President shall, in the absence or disability of the President, perform the duties and exercise the power of the President and shall perform such other duties as shall from time to time be imposed upon him/her by the Board or the President.

46.3. Secretary. If appointed, the Secretary shall attend and be the secretary of all meetings of the Board, Members and committees of the Board. The Secretary shall enter or cause to be entered in the Fund's minute book, minutes of all proceedings at such meetings; the Secretary shall give or cause to be given, as and when instructed, notices to Members, Directors, the public accountant and members of committees; the Secretary shall be the custodian of all books, papers, records, documents and other instruments belonging to the Fund.

46.4. Treasurer. If appointed, the Treasurer shall cause to be kept proper accounting records in compliance with the Act and shall cause to be kept the responsible deposit of money, the safekeeping of securities and the disbursement of funds of the Fund; the treasurer shall render to the Board whenever required an account of all transactions as treasurer and of the financial position of the Fund; and the treasurer shall have such other powers and duties as the Board or the President may specify.

11

Document Number: 1563332 Version: 7

46.5. Federal Council Representative. If in office, the Federal Council Representative shall represent the Fund on Federal Council in accordance with the terms of the Constitution of the Green Party of Canada.

46.6. The Officers of the Fund shall be appointed by resolution of the Board at the first meeting of the Board following the Meeting of the Members at which the directors are elected. Any individual may hold more than one (1) office in the Fund. The Officers of the Fund shall hold office for a period of two (2) years or until their successors are appointed. Officers shall be subject to removal at any time by a resolution of the Board.

47. Vacancy in Office. In the absence of a written agreement to the contrary, the Board may remove, whether for cause or without cause, any Officer of the Fund. Unless so removed, an Officer shall hold office until the earlier of:

47.1. the Officer's successor being appointed;

47.2. the Officer's resignation;

47.3. such Officer ceases to be a Director (if a necessary qualification of appointment); or

47.4. such Officer's death.

If the office of any Officer of the Fund shall be or become vacant, the Directors may, by resolution, appoint a person to fill such vacancy.

REMUNERATION OF DIRECTORS AND OFFICERS

48. Remuneration of Directors and Officers. The Directors and Officers of the Fund shall not be remunerated for their services.

INDEMNIFICATION OF DIRECTORS AND OFFICERS AND OTHERS

49. Indemnification. Every Director or Officer of the Fund or other person who has undertaken or is about to undertake any liability on behalf of the Fund or any corporation controlled by it, and their heirs, executors and administrators, and estate and effects, respectively, shall, so long as they have acted honestly and in good faith, from time to time and at all times be indemnified and saved harmless out of the funds of the Fund

from and against:

49.1. all costs, charges and expenses which such Director, Officer or other person sustains or incurs as a result of going about their duties or in or about any action, 12

Document Number: 1563332 Version: 7

suit or proceeding which is brought, commenced or prosecuted against such Director, Officer or other person, or in respect of any act, deed, matter or thing whatsoever, made, done or permitted by such Director, Officer or other person, in or about the execution of the duties of such Director's, Officer's or other person's office or in respect of any such liability;

49.2. all other costs, charges and expenses which a Director, Officer or other person sustains or incurs in or about or in relation to the affairs thereof, except such costs, charges or expenses as are occasioned by such Director's, Officer's or other person's own wilful neglect or default.

In the event an individual requests the advance of funds in order to defend an action, claim, suit or proceeding referenced in section 49.1, the Board may approve such advance.

DISPUTE RESOLUTION

50. Dispute Resolution Mechanism. In the event that a dispute or controversy among Members, Directors, Officers, committee members or volunteers of the Fund arising out of or related to the articles or by-laws, or out of any aspect of the operations of the Fund is not resolved in private meetings between the parties, then without prejudice to or in any other way derogating from the rights of the Members, Directors, Officers, committee members, employees or volunteers of the Fund as set out in the articles, by - laws or the

Act, and as an alternative to such person instituting a law suit or legal action, such dispute or controversy shall be settled by a process of dispute resolution as follows:

50.1. The dispute or controversy shall first be submitted to a panel of mediators whereby the one party appoints one mediator, the other party (or if applicable the Board of the Fund) appoints one mediator, and the two mediators so appointed jointly appoint a third mediator. The three mediators will then meet with the parties in question in an attempt to mediate a resolution between the parties.

50.2. The number of mediators may be reduced from three to one or two upon agreement of the parties.

50.3. If the parties are not successful in resolving the dispute through mediation, then the parties agree that the dispute shall be settled by arbitration before a single arbitrator, who shall not be any one of the mediators referred to above, in accordance with the provincial or territorial legislation governing domestic arbitrations in force in the province or territory where the registered office of the Fund is situated or as otherwise agreed upon by the parties to the dispute. The parties agree that all proceedings relating to arbitration shall be kept confidential and there shall be no disclosure of any kind. The decision of the arbitrator shall be final and binding and shall not be subject to appeal on a question of fact, law or mixed fact and law.

Document Number: 1563332 Version: 7

50.4. All costs of the mediators appointed in accordance with this section shall be borne equally by the parties to the dispute or the controversy. All costs of the arbitrators appointed in accordance with this section shall be borne by such parties as may be determined by the arbitrators.

GENERAL

51. Method of Giving Any Notice. Any notice (which term includes, without limitation, any communication or document or other information) to be given (which term includes, without limitation, sent, delivered, received or served) pursuant to the Act, the Articles, the By-laws or otherwise to a Member, Director, Officer or member of a committee of the Board or to the public accountant shall be sufficiently given:

51.1. if delivered personally to the person to whom it is to be given or if delivered to such person's address as shown in the records of the Fund or in the case of notice to a Director to the latest address as shown in the last notice that was sent by the Fund in accordance with the Act;

51.2. if mailed to such person at such person's recorded address by prepaid ordinary or air mail;

51.3. if sent to such person by telephonic, electronic or other communication facility at such person's recorded address for that purpose; or

51.4. if provided in the form of an electronic document in accordance with the Act.

A notice so delivered shall be deemed to have been given when it is delivered personally or to the recorded address as aforesaid; a notice so mailed shall be deemed to have been given when deposited in a post office or public letter box; and a notice so sent by any means of transmitted or recorded communication shall be deemed to have been given when dispatched or delivered to the appropriate communication company or agency or its representative for dispatch. The Secretary may change or cause to be changed the recorded address of any Member, Director, Officer, public accountant or member of a committee of the Board in accordance with any information believed by the Secretary to be reliable. The declaration by the Secretary that notice has been given pursuant to this By-law shall be sufficient and conclusive evidence of the giving of such notice. The signature of any Director or Officer of the Fund to any notice or other document to be given by the Fund may be written, stamped, type-written or printed or partly written, stamped, type-written or printed.

52. Invalidity of any Provisions of this By-law. The invalidity or unenforceability of any provision of this By-law shall not affect the validity or enforceability of the remaining provisions of this By-law.

14

Document Number: 1563332 Version: 7

53. Omissions and Errors. The accidental omission to give any notice to any Member, Director, Officer, member of a committee of the Board or public accountant, or the nonreceipt of any notice by any such person where the Fund has provided notice in accordance with the By-laws or any error in any notice not affecting its substance shall not invalidate any action taken at any meeting to which the notice pertained or otherwise founded on such notice.

54. By-laws and Effective Date. Subject to matters requiring a Special Resolution, this Bylaw shall be effective when approved by the Board.

55. Amendment of By-laws. Subject to the Articles, the Board may, by resolution, make, amend or repeal any by-laws that regulate the activities or affairs of the Fund. Any such by-law, amendment or repeal shall be effective from the date of the resolution of Directors until the next Meeting of Members where it may be confirmed, rejected or amended by the Members by Ordinary Resolution. If the By-law, amendment or repeal is confirmed or confirmed as amended by the Members it remains effective in the form in which it was confirmed. The By-law, amendment or repeal ceases to have effect if it is not submitted to the Members at the next Meeting of Members or if it is rejected by the Members at the meeting.

This section does not apply to a By-law amendment that requires a Special Resolution of the Members according to subsection 197(1) (fundamental change) of the Act because such By-law amendments or repeals are only effective when confirmed by Members.

56. Repeal of Prior By-laws. All previous by-laws of the Fund are repealed as of the coming into force of this By-law. Such repeal shall not affect the previous operation of the previous by-laws or affect the validity of any act done or right, privilege, obligation or liability acquired or incurred prior to its repeal.

DATED the 1st day of December, 2014.

Name: Henry Dera Name:

Title: President, GPC Fund Title: